


RAPPORT ANNUEL

sur le prix & la qualité
du service public d'assainissement

2017



www.orleans-metropole.fr

  #OrleansMetropole

ORLÉANS
MÉTROPOLÉ



Naturellement Val de Loire

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
Objet du rapport : une volonté d'information	4
Modalités de présentation	4
Le public concerné	4
Le contexte intercommunal	4
Présentation de la compétence assainissement	5
 LE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	 7
1. CARACTÉRISATION TECHNIQUE DU SERVICE	8
1.1. Présentation du territoire desservi	8
1.2. Mode de gestion du service	8
1.2.1. Les contrats d'exploitation en vigueur au 1 ^{er} janvier 2017	8
1.3. Estimation de la population desservie (D201.0)	9
1.4. Les abonnés du service	10
1.5. Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0)	10
1.6. Les réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert	11
1.7. Les stations d'épuration	12
1.7.1. Présentation des STEP	13
1.7.2. L'évaluation des charges entrantes pour chaque station	14
1.8. Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0)	16
 2. ÉLÉMENTS FINANCIERS	 17
2.1. Modalités de tarification	17
2.1.1. Définition et application de la redevance d'assainissement	17
2.1.2. Tarifs de la redevance d'assainissement	17
2.2. Éléments de la facture d'assainissement (D204.0)	17
2.3. Examen du Compte Administratif	19
2.3.1. Budget Annexe Assainissement (HT)	19
2.3.2. Budget Principal (TTC)	23
 3. INDICATEURS DE PERFORMANCE	 24
3.1. Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1)	24
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B)	24
3.3. Conformité des systèmes d'assainissement (P203.3 ; P204.3 ; P205.3)	26
3.4. Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3)	26
3.5. Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers (P251.1)	27
3.6. Points noirs du réseau de collecte (P252.2)	27
3.7. Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte (P253.2)	27
3.8. Conformité des performances des équipements d'épuration (P254.3)	27
3.9. Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (P255.3)	28
3.10. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P256.2)	29
3.11. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P257.0)	29
3.12. Taux de réclamations (P258.1)	29
 4. L'ACTIVITÉ DU SERVICE	 30
4.1. Les faits marquants	30
4.1.1. Lunettes 3D	30
4.1.2. Parc Adelis	31
4.1.3. Exemples de travaux	31
4.2. Bilan de l'activité	31
4.2.1. L'exploitation du réseau de collecte des effluents	31
4.2.2. La gestion patrimoniale	35
4.2.3. La police des rejets	37
4.2.4. Les opérations de travaux réalisés en 2017	38

4.3. Projet en vue d'améliorer la qualité du service à l'utilisateur et les performances environnementales du service	39
4.3.1. Expertise H2S	39
4.3.2. Instrumentation des déversoirs d'orages	39
4.3.3. Avancement schéma directeur	39
5. TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INDICATEURS ASSAINISSEMENT COLLECTIF	40
GLOSSAIRE - ABRÉVIATIONS	41
ANNEXES	42
Factures d'eaux usées des 22 communes	42
Note d'information de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne	56
Fiches Station Épuration	60
 LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	 66
1. LE CONTEXTE	67
 2. LE MODE DE GESTION	 67
 3. LA MISE EN ŒUVRE DU SERVICE	 67
3.1. La nature des prestations	67
Indice de mise en œuvre (D302.0)	
3.2. Le recensement des usagers	68
3.2.1 Nombre d'installations identifiées par le SPANC	68
3.2.2 Nombre d'habitants desservis par le SPANC (D301.0)	70
3.3. La communication auprès des usagers	70
 4. BILAN DU SERVICE	 70
4.1. Les contrôles	70
4.1.1. Contrôles effectués en 2017	70
4.1.2. Bilan des contrôles effectués	71
4.1.3. Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3)	73
4.2. Fréquence des contrôles et délai de réhabilitation	73
4.2.1. Fréquences des contrôles	73
4.2.2 Délai de réhabilitation	73
4.3. Les contrôles des installations neuves	74
4.3.1. Contrôle de conception	74
4.3.2. Contrôle de la réalisation des travaux	75
4.3.3. Les tarifs des contrôles	76
4.3.4. Le suivi du délégataire	76
 5. PLANNING PRÉVISIONNEL DES CONTRÔLES EN 2018	 76
 6. TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INDICATEURS ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	 77
 ANNEXES	 78
Plaquette d'accompagnement courrier périodique	78
Lettre d'avis SPANC n°4	79

INTRODUCTION

OBJET DU RAPPORT : UNE VOLONTÉ D'INFORMATION

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement d'Orléans Métropole est un outil de communication librement consultable et mis à la disposition du public dans les conditions prévues par les articles L.1411-13 et L.1411-14 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

MODALITÉS DE PRÉSENTATION

Le président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné conformément au décret n°2015-1820 du 29 décembre 2015.

En intercommunalité, le conseil municipal de chaque commune adhérant à un EPCI est destinataire du rapport annuel adopté par ce dernier. Le maire présente ce rapport au conseil municipal, dans les 12 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, soit au plus tard le 31 décembre de l'année suivante.

Le rapport annuel et l'avis de l'assemblée délibérante sont également transmis par voie électronique au système d'information (prévu à l'article L.213-2 du Code de l'environnement) dans les quinze jours qui suivent leur présentation devant l'assemblée délibérante. Les indicateurs décrits en annexes V et VI du présent Code sont également saisis par voie électronique dans le système d'information prévu à l'article L.213-2 du Code de l'environnement dans les mêmes délais.

LE PUBLIC CONCERNÉ

En vertu de l'article L.2224-5 du CGCT, le président présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement destiné notamment à l'information des usagers.

Depuis la loi Barnier du 2 février 1995, l'élaboration du rapport répond aux principes de gestion décentralisée du service d'assainissement, de transparence et d'évaluation des politiques publiques.

Ce rapport d'information est destiné aux élus communautaires d'Orléans Métropole et au grand public.

En 2003, la cour des comptes précise que la modernisation du rapport passe par la définition d'indicateurs de performance afin d'améliorer l'accès des usagers à l'information et de

contribuer à faire progresser la qualité des services d'eau et d'assainissement. Ces indicateurs permettent, en outre, de s'inscrire dans une stratégie de développement durable.

Le décret 2007-675 du 2 mai 2007 est venu compléter la loi Barnier en refondant complètement les caractéristiques et les indicateurs à renseigner pour le rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'assainissement. La méthode de calcul propre à chaque indicateur est fixée réglementairement.

Le rapport annuel répond à un double objectif : l'information mais aussi l'amélioration des performances.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), qui, d'après l'article L.1413-1 du CGCT, est constituée à l'initiative du président de l'EPCI de plus de 50 000 habitants a pour fonction d'examiner ce rapport.

Ainsi d'après l'article L.1413-1 du CGCT, la CCSPL "examine chaque année sur le rapport de son président :

- Le rapport mentionné à l'article L.1411-3, établi par le délégataire du service public ;
- Le rapport sur le prix et la qualité de l'eau du service d'assainissement ;
- Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière".

Lorsqu'une collectivité a une compétence dans le domaine de l'assainissement, elle peut la déléguer à un prestataire privé. En effet, le délégataire a l'obligation légale de produire chaque année avant le 1^{er} juin un rapport à l'autorité délégante comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

LE CONTEXTE INTERCOMMUNAL

Dès 1964, 12 communes de l'agglomération choisissent de s'associer afin de mettre en commun leurs moyens sur la réalisation des ouvrages d'assainissement.

De 1975 à 1998, la compétence du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de l'agglomération orléanaise (SIVOM) en matière d'assainissement se limitait au traitement des effluents en tant que vocation obligatoire à répartition particulière et à la création de réseaux d'égouts communs à deux ou plusieurs communes en tant que vocation facultative.

Par arrêté préfectoral en date du 24 novembre 1998, la Communauté de Communes de l'Agglomération Orléanaise



20,1
millions de m³
d'eau traités
en 2017

6
Stations d'EPuration (STEP)

s'est substituée au SIVOM de l'Agglomération Orléanaise et au District de l'Est Orléanais (cf. article 6 des statuts de la Communauté de Communes sur les statuts).

La compétence assainissement a été exercée, à titre dérogatoire et exceptionnel en 1999, dans les mêmes conditions que le SIVOM.

Au 1^{er} janvier 2000, la Communauté exerçait pleinement la compétence assainissement sur l'ensemble du territoire de ses 20 communes membres. En 2001, ce territoire s'étendait à 22 communes.

Dans ce nouveau cadre, la Communauté de Communes s'est transformée, le 1^{er} janvier 2002, en Communauté d'agglomération. La Communauté intègre alors dans ses effectifs l'ensemble des personnels communaux affectés à l'assainissement et qui étaient précédemment mis à sa disposition.

La communauté d'agglomération Orléans Val de Loire a connu de profondes transformations durant l'année 2017 :

- Dans un premier temps, sa transformation en Communauté Urbaine à compter du 1^{er} janvier 2017 a été approuvée par délibération du conseil communautaire du 29 septembre 2016 et prononcée par arrêté préfectoral du 26 décembre 2016 ;
- Puis le décret n° 2017-686 du 28 avril 2017 a modifié les statuts de la Communauté Urbaine d'Orléans en la transformant en Métropole à la date du 1^{er} mai 2017, dénommée "Orléans Métropole", tout en maintenant le périmètre existant, à savoir les communes de : Boigny-sur-Bionne, Bou, Chanteau, La Chapelle-Saint-Mesmin, Chécy, Combleux, Fleury-les-Aubrais, Ingré, Mardié, Marigny-les-Usages, Olivet, Orléans, Ormes, Saint-Cyr-en-Val, Saint-Denis-en-Val, Saint-Hilaire-Saint-Mesmin, Saint-Jean-de-Braye, Saint-Jean-de-la-Ruelle, Saint-Jean-le-Blanc, Saint-Pryvé-Saint-Mesmin, Saran et Semoy.

PRÉSENTATION DE LA COMPÉTENCE ASSAINISSEMENT

Les ressources en eau ne sont pas inépuisables. Leur dégradation, sous l'effet des rejets d'eaux polluées nuit non seulement à l'environnement, mais aussi à nos ressources futures. Dans une logique de développement durable, l'assainissement, dont l'objectif est de protéger les ressources

en eau, préserver le patrimoine naturel et la qualité de la vie, est ainsi devenu un impératif pour nos sociétés modernes.

Pour faire face à cet enjeu, Orléans Métropole se mobilise au quotidien pour l'assainissement. Ainsi, en 2017, 20,1 millions de m³ d'eaux ont été traités dans les six Stations d'EPuration (STEP) de l'agglomération.

Les solutions mises en œuvre pour l'accomplissement du service de l'assainissement s'inscrivent dans la démarche de développement durable : satisfaire les besoins de développement et de santé des générations présentes et futures.

La compétence assainissement transférée à Orléans Métropole relève d'un impératif de salubrité publique qui se traduit par **la construction, l'entretien, l'exploitation et la gestion des systèmes d'assainissement collectif (réseaux de collecte des eaux usées et/ou pluviales et stations d'épuration) et le contrôle des installations d'assainissement non collectif.**

Le terme assainissement recouvre deux problématiques distinctes, à savoir celle des eaux usées et celle des eaux pluviales :

- **L'eau usée** résulte de la consommation d'eau potable qui est rejetée après usage et doit être épurée. Pour éviter toute pollution, cette eau est traitée soit dans le cadre d'une station d'épuration, soit par le biais d'une installation autonome. L'enjeu est la maîtrise de la collecte afin d'éviter les rejets sans traitement et d'assurer la qualité du traitement opéré ;
- **L'eau pluviale** peut aussi constituer une cause de pollution par les impuretés et résidus qu'elle capte en s'écoulant en milieu urbain et générer un risque d'inondation. En effet dans la nature, les eaux de pluie s'infiltrant pour alimenter les nappes souterraines, ruisseaux et rivières. A l'inverse en ville, les toitures, terrasses, allées, places, trottoirs et chaussées imperméabilisent les surfaces. Le ruissellement devient alors prépondérant et rend nécessaire la maîtrise de l'écoulement de ces eaux.

Le rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public de l'assainissement collectif d'Orléans Métropole aborde l'ensemble des données relatives aux eaux usées (réseau séparatif et unitaire). Les éléments concernant les eaux pluviales sont évoqués à titre d'information mais ne sont pas réglementés par des indicateurs.

LE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF



CARACTÉRISATION TECHNIQUE DU SERVICE



22
communes

289 233
habitants en 2017

330 km²

I.1 PRÉSENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI

Orléans Métropole est un EPCI qui regroupe **22 communes pour un total de 289 233 habitants en 2017** (population sans double compte de l'INSEE).

Son territoire s'étend sur 330 km² dont 72 km² de terres agricoles et 91 km² de forêt.

Orléans Métropole est présidée par M. Olivier CARRE,
son président en exercice au 31 décembre 2017.
Le Conseil Métropolitain se compose de 95 membres titulaires.



1.2 MODE DE GESTION DU SERVICE

Le service public de l'assainissement présente un caractère industriel et commercial (article L.2224-11 du CGCT) et peut être géré de façon directe (régie) ou déléguée.

Les **94 postes financés** par le budget annexe assainissement se répartissent en 2 équipes. Une équipe de 6 agents, rattachée à la Direction Générale Adjointe (DGA), est chargée de la gestion des ressources (budget, RH, marchés publics, ...). Elle accompagne les 88 agents qui réalisent l'entretien des réseaux, contrôlent les eaux transportées et les rejets, assurent l'exploitation en régie de la station d'épuration de La Source, contrôlent les 5 autres stations, effectuent la maîtrise d'œuvre des travaux et les études d'assainissement.

De plus, la Direction du Cycle de l'Eau et des Réseaux d'Énergie (DCERE) fait appel à des prestataires privés qui interviennent dans le cadre de marchés publics.

1.2.1 LES CONTRATS D'EXPLOITATION EN VIGUEUR AU 1^{er} JANVIER 2017

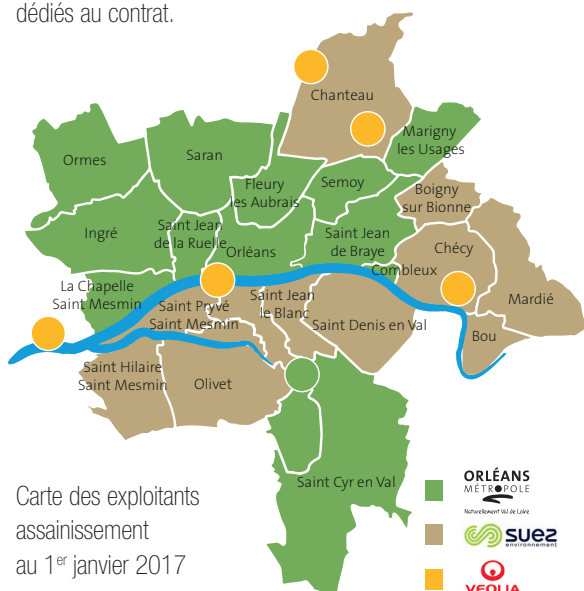
A la suite d'une procédure de rationalisation menée en 2015, la Communauté d'agglomération Orléans Val de Loire a décidé de confier :

- Un contrat de DSP pour la gestion du service assainissement sur le territoire de 11 communes à la société SUEZ à compter du 1^{er} mai 2016 pour une durée de 92 mois.
- Un marché public pour la gestion de 5 stations d'épuration à la société VEOLIA Eau à compter du 1^{er} avril 2016 pour une durée de 93 mois.

L'échéance de ces 2 contrats est fixée au 31 décembre 2023.

Le périmètre géographique de la DSP comprend les communes de Boigny-sur-Bionne, Bou, Chanteau, Chécy, Mardié, Olivet, Orléans Saint-Marceau, Saint-Denis-en-Val, Saint-Hilaire-Saint-Mesmin, Saint-Jean-le-Blanc et Saint-Privé-Saint-Mesmin.

Le Groupe SUEZ a créé une société dédiée, la Société d'Exploitation des Réseaux de l'Assainissement (SERA), pour une plus grande transparence financière et des moyens dédiés au contrat.



Carte des exploitants
assainissement
au 1^{er} janvier 2017

Ce changement de délégataire est intervenu dans la continuité de la démarche engagée dès 2009 par l'Agglo avec comme principal objectif de moderniser et de simplifier le service rendu aux usagers.

Le contrat de DSP confié à la SERA correspond à un affermage dédié à l'exploitation des réseaux qui comprend les obligations suivantes :

- L'exploitation des réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales et unitaires situés sur le territoire des communes déléguées ;
- La surveillance, le bon fonctionnement et l'entretien de l'ensemble des collecteurs constituant le réseau d'assainissement ainsi que les travaux d'entretien et de réparation des réseaux ;
- Les curages, débouchages, inspections caméra sur le domaine public ;
- Les dératizations en lien avec les réseaux assainissement ;
- La définition et le suivi des travaux de branchements ainsi que le contrôle de conformité ;
- L'exploitation et l'entretien des ouvrages (postes de relevage, bassins d'orage et ouvrages de traitement) ;
- La facturation et la relation avec les usagers en lien avec les gestionnaires eau potable ;
- Les réponses notaires.

La Direction du Cycle de l'Eau et des Réseaux d'Énergie (DCERE) conserve la planification et la validation de tous les travaux et la réalisation des travaux structurants et patrimoniaux.

Le contrat avec la SERA comprend beaucoup d'obligations pour le délégataire. Le travail collaboratif engagé entre la DCERE et le délégataire permet un traitement cohérent et plus efficace des dossiers.

Un comité de pilotage, composé de représentants du délégataire, du Vice-Président assainissement, du Directeur du Cycle de l'Eau et des Réseaux d'Énergie et des responsables de service assure le suivi du respect des engagements contractuels par le délégataire. Il se réunit au minimum une fois par an et autant que de besoin.

Chaque trimestre, les équipes techniques de la DCERE et la SERA se réunissent à l'occasion d'un comité technique pour traiter des principales actions menées au cours du trimestre écoulé et définir celles pour le trimestre à venir. Cette instance vise à partager les priorités d'exploitation et de travaux à mettre en œuvre sur le territoire délégué conjointement entre le maître d'ouvrage et son délégataire.

Un programme de curage, d'inspection télévisée des réseaux et de renouvellement des équipements est élaboré semestriellement par le délégataire et validé par la DCERE à l'occasion de ces comités techniques. Les différentes interventions relatives à l'exploitation des réseaux telles que les contrôles de conformité des branchements ou les changements de tampons sont également déterminées en collaboration avec les services de la Direction du Cycle de l'Eau et des Réseaux d'Énergie.

En outre, le délégataire doit prévenir la DCERE de toute intervention spécifique ou de tout dysfonctionnement constaté sur le terrain. Enfin, il communique mensuellement l'ensemble des prestations réalisées sur le territoire délégué.

1.3 ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVIE (D201.0)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne - y compris les résidents saisonniers - domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'Assainissement Collectif (AC) sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Cet indicateur est calculé à partir des données INSEE (nombre de logements, recensement de la population totale) et du nombre d'installations d'Assainissement Non Collectif (ANC).

La formule utilisée est la suivante :

$$\begin{aligned} & \text{Nombre de personnes} \\ & \text{desservies par l'AC} \\ & = \\ & \text{Nombre de logements} \\ & - (\text{Nombre ANC} \\ & - \text{Nombre dérogations}) \\ & \times \\ & \text{Nombre d'habitants/logement} \end{aligned}$$

Le tableau suivant présente l'estimation du nombre de personnes desservies par l'assainissement collectif pour chacune des 22 communes d'Orléans Métropole.

COMMUNES	POPULATION TOTALE	LOGEMENTS	POP/LOG	NB INSTALLATIONS ANC	NB INSTALLATIONS ANC LIÉ À UNE DÉROGATION DÉFINITIVE	ESTIMATION DU NOMBRE DE PERSONNES DESSERVIES PAR L'AC
BOIGNY-SUR-BIONNE	2 242	891	2,52	89	0	2 018
BOU	946	411	2,30	21	0	898
CHANTEAU	1 444	568	2,54	21	0	1 391
CHÉCY	8 971	3 555	2,52	199	0	8 469
COMBLEUX	530	245	2,16	2	0	526
FLEURY-LES-AUBRAIS	21 371	9 546	2,24	0	0	21 371
INGRÉ	8 985	3 402	2,64	102	2	8 721
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	10 365	4 407	2,35	61	1	10 224
MARDIÉ	2 735	1 092	2,50	257	1	2 094
MARIGNY-LES-USAGES	1 466	524	2,80	56	0	1 309
OLIVET	22 233	10 919	2,04	423	4	21 380
ORLÉANS	118 107	64 177	1,84	71	2	117 980
ORMES	4 132	1 492	2,77	36	0	4 032
SAINT-CYR-EN-VAL	3 378	1 501	2,25	115	1	3 121
SAINT-DENIS-EN-VAL	7 675	3 080	2,49	218	2	7 137
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN	3 087	1 294	2,39	147	2	2 741
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	20 735	9 298	2,23	83	0	20 550
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	16 711	7 568	2,21	15	0	16 678
SAINT-JEAN-LE-BLANC	8 687	4 317	2,01	47	1	8 594
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN	5 628	2 352	2,39	33	1	5 551
SARAN	16 529	6 574	2,51	14	0	16 494
SEMOY	3 276	1 302	2,52	16	0	3 236
TOTAL	289 233	138 515		2026	17	284 515

284 515

habitants desservis
par Le service public
d'assainissement collectif
des eaux usées (séparatif
ou unitaire) au 31/12/2017
(287 064 au 31/12/2016)

76 428

abonnés au 31/12/2017
(74 535 au 31/12/2016).

1.4 LES ABONNÉS DU SERVICE

Le service public d'assainissement collectif dessert **76 428** abonnés au 31/12/2017 (74 535 au 31/12/2016).

Le tableau, ci-après, apporte des éléments d'information quant à l'assiette de la redevance assainissement (m³ consommés) et le nombre d'usagers facturés ainsi que leur évolution entre l'année 2016 et 2017.

Les éléments figurant dans le tableau ci-après montrent **une diminution de la consommation d'eau potable durant l'année 2017** par rapport à 2016.

Pour la commune de Saint-Hilaire-Saint-Mesmin, la diminution du volume de consommation s'explique par l'attribution du contrat de Délégation de Service Public au 1^{er} mai 2016 et la facturation des consommations du 1^{er} mai 2016 au 31 octobre 2016 en 2017.

1.5 AUTORISATIONS DE DÉVERSEMENTS D'EFFLUENTS INDUSTRIELS (D.202.0)

Les eaux usées des industriels varient d'une activité à l'autre avec une teneur en pollution qui peut être très élevée. Ces effluents sont donc susceptibles de porter atteinte aux ouvrages d'assainissement de la collectivité et aux agents d'entretien des réseaux, voire à saturer la capacité de traitement des stations d'épuration.

Spécifiquement pour les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à autorisation une demande doit être faite conformément à l'arrêté d'autorisation d'exploitation.

COMMUNES	NOMBRE DE M ³ ASSUJETTIS 2016	NOMBRE DE M ³ ASSUJETTIS 2017	EVOLUTION EN %	NOMBRE D'ABONNÉS 2016	NOMBRE D'ABONNÉS 2017	EVOLUTION EN %
BOIGNY-SUR-BIONNE	109 984	94 277	-16,66%	771	810	4,81%
BOU	41 635	40 225	-3,51%	395	425	7,06%
CHANTEAU	36 227	54 225	33,19%	508	563	9,77%
CHÉCY	372 754	414 450	10,06%	3 130	3 287	4,78%
COMBLEUX	28 949	24 459	-18,36%	239	247	3,24%
FLEURY-LES-AUBRAIS	1 202 481	1 024 897	-17,33%	5 931	6 095	2,69%
INGRÉ	391 227	381 897	-2,44%	3 414	3 474	1,73%
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	437 821	436 034	-0,41%	3 412	3 563	4,24%
MARDIÉ	95 058	86 250	-10,21%	850	920	7,61%
MARIGNY-LES-USAGES	50 120	58 875	14,87%	466	592	21,28%
OLIVET	875 754	1 224 286	28,47%	6 507	6 668	2,41%
ORLÉANS	6 588 847	6 211 487	-6,08%	20 120	20 783	3,19%
ORMES	197 543	232 104	14,89%	1 534	1 565	1,98%
SAINT-CYR-EN-VAL	137 055	134 695	-1,75%	1 245	1 319	5,61%
SAINT-DENIS-EN-VAL	300 232	283 468	-5,91%	2 858	2 879	0,73%
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN	109 551	47 053	-132,82%	1 174	1 026	-14,42%
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	904 375	917 771	1,46%	5 438	5 624	3,31%
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	746 787	709 507	-5,25%	4 693	4 713	0,42%
SAINT-JEAN-LE-BLANC	397 382	338 679	-17,33%	2 653	2 694	1,52%
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN	293 074	340 436	13,91%	2 420	2 407	-0,54%
SARAN	849 269	725 485	-17,06%	5 419	5 483	1,17%
SEMOY	147 320	136 163	-8,19%	1 358	1 291	-5,19%
TOTAL	14 313 445	13 916 723	-2,85%	74 535	76 428	2,48%

A ce jour, il n'existe pas d'arrêté d'autorisation de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées tel que le décrit l'indicateur D202.0 (soit des arrêtés autorisant le déversement d'eaux usées non domestiques signés par la collectivité responsable du service de collecte des eaux usées en application et conformément aux dispositions de l'article L.1331-10 du Code de la santé publique).

En revanche, une convention de raccordement est passée entre l'établissement et la collectivité propriétaire des ouvrages de collecte et de traitement des eaux.

Cette convention détermine, en fonction de la nature du réseau, les caractéristiques physico-chimiques que doivent présenter les eaux pour être acceptées, et le cas échéant, un programme de travaux de mise en conformité qui permettra à la collectivité de les accepter ainsi qu'un bilan relatif aux autocontrôles des effluents industriels prétraités ou non.

Le nombre de conventions de raccordement permet d'apprécier le degré de maîtrise des déversements d'eaux usées non domestiques et permet de connaître les points de raccordement, l'utilisation de l'eau à travers les divers procédés liés à l'activité et les ouvrages de sécurisation en cas d'accident.

Le nombre de conventions de raccordement passées avec un établissement industriel s'élève à 59 en 2017 contre 55 en 2016.

Sur les 59 établissements conventionnés, 21 prétraitent leurs effluents non domestiques avant rejet.

59

conventionnements avec des établissements industriels

ZOOM SUR LES EFFORTS FAITS PAR LES INDUSTRIELS SUR LE TRAITEMENT DE LEURS EFFLUENTS :

Afin de prendre en compte une haute qualité des effluents rejetés, Orléans Métropole a délibéré en juin 2016 sur une formule corrective générale de la redevance assainissement applicable aux usages non domestiques. Le principe étant d'appliquer un coefficient de pollution basé sur la comparaison entre la pollution générée par l'établissement et la pollution générée en théorie par un habitant, telle que définie par l'art R.214.5 du Code de l'environnement. En effet, la modification de la redevance est conçue pour favoriser les établissements rejetant des eaux usées d'une qualité supérieure à celle des eaux domestiques. Pour ces cas, cette mesure doit être notifiée dans la convention de déversement de l'établissement dont les effluents répondent à ce niveau de qualité. En 2017, cette mesure n'a été appliquée qu'à un seul établissement industriel.

1.6 LES RÉSEAUX DE COLLECTE (HORS BRANCHEMENTS) ET/OU TRANSFERT

Le réseau public d'assainissement est constitué de collecteurs et de leurs équipements solidaires (postes de relevage et de refoulement), des regards et de leurs tampons ainsi que des branchements jusqu'en limite des propriétés. L'écoulement des eaux usées et des eaux pluviales dans les collecteurs se fait généralement par gravité. Lorsque la configuration du terrain ne permet pas un écoulement satisfaisant des eaux collectées, différents procédés de refoulement (sous pression ou sous dépression) et de relèvement sont mis en œuvre pour faciliter l'acheminement.

Les réseaux de collecte :

- **Les réseaux unitaires évacuent dans les mêmes canalisations les eaux usées domestiques et les eaux pluviales.** Ils cumulent les avantages de l'économie (un seul réseau à construire et à gérer) et de la simplicité, mais nécessitent de tenir compte des brutales variations de débit des eaux pluviales dans la conception et le dimensionnement des collecteurs et des ouvrages de traitement ;
- **Les réseaux séparatifs collectent les eaux domestiques dans un réseau et les eaux pluviales dans un autre.** Ce système a l'avantage d'éviter le risque de débordement d'eaux usées dans le milieu naturel lorsqu'il pleut. Il permet de mieux maîtriser le flux et sa concentration en pollution et de mieux adapter la capacité des stations d'épuration.

Quel que soit le type de réseau, l'eau pluviale convient d'être maîtrisée avant rejet dans le milieu naturel :

- Dans le cas de réseaux séparatifs, pour éviter les pollutions induites par le lessivage des surfaces imperméables ;
- Dans le cas des réseaux unitaires, il est important d'assurer la continuité des débits entrants en station en limitant les pics d'effluents liés à la pluviométrie.

Par ailleurs, la protection préventive du réseau contre l'ensablement, l'encrassement et la corrosion est assurée par l'utilisation de système de prétraitement, notamment dans le cas des eaux industrielles. Le curage régulier du réseau permet de le maintenir en bon état de fonctionnement.

Le réseau de collecte d'Orléans Métropole est constitué de :

- **437,2 km de réseau Unitaire hors branchements ;**
- **804,8 km de réseau séparatif Eaux Usées hors branchements ;**
- **838,7 km de réseau séparatif Eaux Pluviales hors branchements.**

Le linéaire total de réseaux de collecte s'élève à 2 116,1 km au 31/12/2017 dont 35,4 km de réseaux rétrocedés ou créés sur l'ensemble des 22 communes (2 078,4 km au 31/12/2016).

Le tableau page suivante présente le linéaire de réseau de collecte et/ou transfert par commune.

Les extensions et intégrations de réseaux d'eaux pluviales, usées et unitaires cumulées en 2017 représentent 1,70 % de la longueur du réseau existant (1,54 % en 2016).

L'augmentation du linéaire de réseaux renseignés dans le SIG résulte de l'intégration de nouvelles données provenant des levés topographiques et d'assainissement, des plans de recollement effectués à la suite de travaux réalisés par la DCERE ou par le délégataire et des procédures d'incorporation de réseau privé dans le domaine public.

Les postes de relevage et de refoulement :

Le nombre de stations de relevage s'élève à 288 pour les eaux usées (287 en 2016), 44 pour les eaux pluviales (44 en 2016).

Les ouvrages de prétraitement (séparateur hydrocarbure-déshuileurs, dessableurs) sont au nombre de 115 en 2017, contre 114 en 2016.

2116,1

km linéaire total de réseaux de collecte

Nombre de stations de relevage

288

eaux usées

44

eaux pluviales

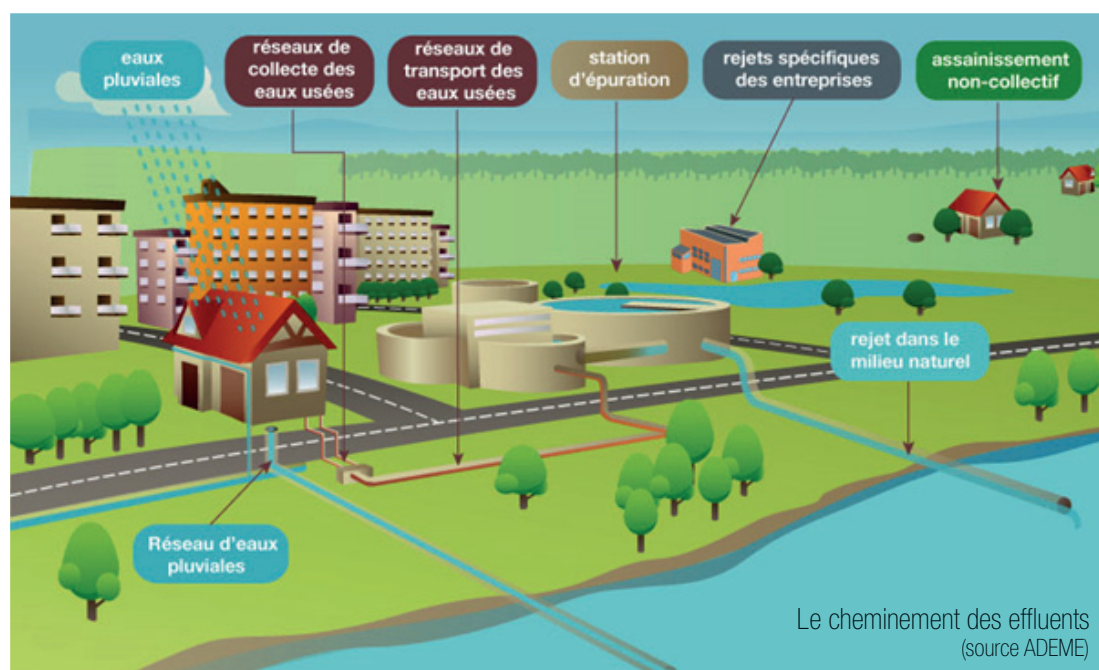
**“LINÉAIRE DE RÉSEAUX DE COLLECTE EAUX PLUVIALES, EAUX USÉES ET UNITAIRES EN KM.
(HORS BRANCHEMENTS) AU 31/12/2017”**

COMMUNES	TOTAL LINÉAIRE AU 31/12/2016 EN KM.	EAUX PLUVIALES	EAUX USÉES	UNITAIRES	LINÉAIRE INTÉGRÉ SUITE TRAVAUX DE CRÉATION OU RÉTROCESSION EN KM.	TOTAL LINÉAIRE AU 31/12/2017 EN KM.
BOIGNY-SUR-BIONNE	37,4	19,4	18,0	0,2	0,8	38,4
BOU	11,7	1,9	9,7	0,0	1,1	12,7
CHANTEAU	20	9,1	10,5	0,4	0,1	20,1
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	80,6	18,3	16,3	46,0	0,4	81,0
CHÉCY	93,3	37,4	44,4	11,6	0,0	93,3
COMBLEUX	9,3	3,6	5,7	0,0	0,0	9,3
FLEURY-LES-AUBRAIS	120	29,7	24,0	66,0	1,6	121,3
INGRÉ	120,2	55,9	59,3	5,1	1,5	121,8
MARDIÉ	33,5	15,7	17,9	0,0	0,9	34,5
MARIGNY-LES-USAGES	21,3	9,5	11,8	0,0	0,7	21,9
OLIVET	156,8	79,0	78,6	0,0	2,4	160,0
ORLÉANS	496,6	170,2	141,1	185,5	13,6	510,4
ORMES	68,5	38,2	30,2	0,0	2,1	70,6
SAINT-CYR-EN-VAL	69,2	33,0	30,9	5,3	5,5	74,7
SAINT-DENIS-EN-VAL	83,2	38,4	44,9	0,3	0,5	84,1
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN	29,3	12,6	16,7	0,0	0,1	29,4
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	180,1	92,4	85,3	2,5	0,7	181,0
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	91,0	10,9	10,3	69,7	0,7	91,7
SAINT-JEAN-LE-BLANC	86,4	42,6	40,8	3,0	0,9	87,3
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN	65,9	33,6	31,7	0,7	0,7	66,7
SARAN	162,5	65,7	55,9	41,1	1,0	163,7
SEMOY	42,1	21,4	20,7	0,0	0,2	42,4
LINÉAIRE DE RÉSEAUX DE COLLECTE TOTAL EN KM	2078,4	838,7	804,8	437,2	35,4	2116,1

1.7 LES STATIONS D'ÉPURATION

Après avoir été collectés tout au long d'un réseau de canalisations souterraines, les effluents sont dirigés vers des unités de traitement, appelées STations d'Épuration (STEP).

Le traitement des eaux usées a pour but de les dépolluer suffisamment pour qu'elles n'altèrent pas la qualité du milieu naturel dans lequel elles seront finalement rejetées.



De l'arrivée à la station jusqu'au rejet dans le milieu naturel, le traitement comporte en général dans l'ordre les étapes suivantes : le relevage au moyen de pompes, le prétraitement (dégrillage des plus gros déchets, dessablage, déshuilage des graisses), les traitements primaires physico-chimiques (décantation) et secondaires (biologiques - dégradation des matières organiques dissoutes dans l'eau).

Ces différents traitements conduisent à la formation de boues qui sont ensuite clarifiées (séparées de l'eau épurée après décantation).

1.7.1 PRÉSENTATION DES STEP

La Direction du Cycle de l'Eau et des Réseaux d'Énergie gère 6 stations d'épuration qui assurent le traitement des eaux usées et unitaires. La capacité de traitement est calculée en Equivalent Habitant (EH) :

- La Chapelle-Saint-Mesmin (400 000 EH) ;
- L'Île Arrault (95 000 EH) ;
- La Source (90 000 EH) ;
- Chécy (25 000 EH) ;
- Chanteau La Treille (1 500 EH) ;
- Chanteau Le Berceau (444 EH).

Des traitements complémentaires destinés à éliminer l'azote et le phosphore peuvent être utilisés selon les contraintes de qualité du milieu naturel où sont rejetées les eaux. Ce procédé est obligatoire pour les STEP d'une capacité supérieure à 2 000 EH. Ainsi, les 4 principales stations d'épuration d'Orléans Métropole, La Chapelle-Saint-Mesmin, l'Île Arrault, La Source et Chécy, sont conformes à cette obligation.

Les stations d'épuration de La Chapelle-Saint-Mesmin, l'Île Arrault et La Source sont équipées de systèmes de désodorisation. La station de Chécy utilise un procédé naturel de filtration à travers une tourbe humide.

Il existe également le traitement biologique par lagunage consistant à déverser les eaux usées dans plusieurs bassins successifs de faible profondeur où des phénomènes naturels de dégradation font intervenir la biomasse qui transforme la matière organique. Ce processus est utilisé à la station d'épuration de Chanteau Le Berceau.

Ces stations sont soumises au respect de normes européennes strictes qui imposent des investissements lourds.

La carte ci-après permet de situer l'ensemble des stations d'épuration d'Orléans Métropole.

Les stations de La Chapelle-Saint-Mesmin, l'Île Arrault, Chécy, Chanteau La Treille et Chanteau Le Berceau sont gérées par VEOLIA Eau. La station d'Orléans la Source reste gérée en régie par la Direction du Cycle de l'Eau et des Réseaux d'Énergie.



6 stations d'épuration



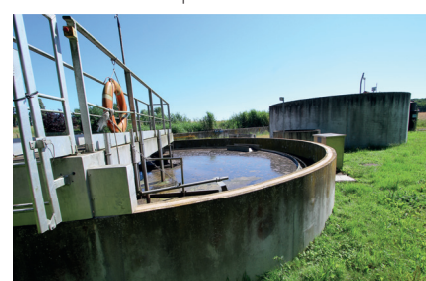
STEP de La Source



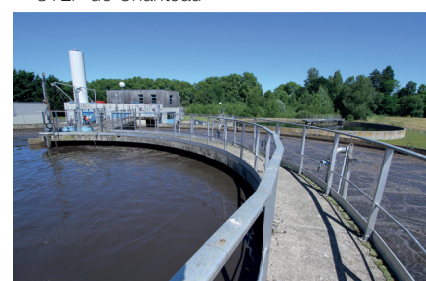
STEP de Île Arrault



STEP de La Chapelle St Memin



STEP de Chanteau



STEP de Chécy

1.7.2 L'ÉVALUATION DES CHARGES ENTRANTES POUR CHAQUE STATION

L'évaluation des charges entrantes en station comprend l'examen des volumes reçus ainsi que la charge de pollution contenue dans ces eaux. Le volume d'eau entrant sur la station étant impacté par la pluviométrie, il en résulte que la charge de pollution s'en trouve diluée. Outre la dilution de la charge entrante, les eaux de pluie nécessitent un surdimensionnement des ouvrages hydrauliques afin d'absorber les sur-débits pluviaux.

L'examen des débits entrants

Les débits entrants comprennent à la fois les effluents en provenance du réseau (unitaire ou séparatif) et les apports extérieurs (matières de vidange, lixiviats et boues liquides).

Les débits entrants sont examinés annuellement pour chacune des stations.

La station d'épuration de l'Île Arrault comprend 2 filières : une filière pour traiter le flux de base et une filière pour traiter les sur-débits de temps de pluie des réseaux du sud et du nord de la Métropole. Cette filière est également utilisée lors d'opérations de maintenance sur le réseau nord pour traiter les effluents. Elle ne fonctionne donc pas toute l'année mais seulement lors d'événements pluvieux ou d'opérations ponctuelles pour réaliser l'entretien courant du réseau.

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des données pour l'année 2017 :

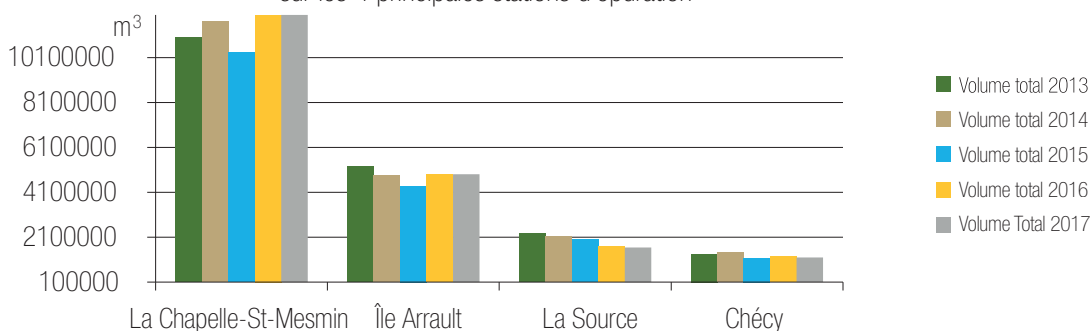
STATIONS D'ÉPURATION	DÉBIT ENTRANT EN M³	VOLUME DÉPOTÉ EN M³	DÉBIT TOTAL EN M³	DÉBIT THÉORIQUE EN M³/AN	CHARGE HYDRAULIQUE EN %
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	12 326 050	14 200	12 340 250	29 900 000	41%
ÎLE ARRAULT FLUX DE BASE	3 650 860	0	3 650 860	7 665 000	48%
ÎLE ARRAULT FLUX EAUX PLUIES	1 256 782	0	1 256 782	14 600 000	9%
LA SOURCE	1 613 903	23 694	1 637 597	4 392 000	37%
CHÉCY	1 196 974		1 196 974	1 469 000	81%
CHANTEAU LA TREILLE	79 568	0	79 568	97 500	82%
TOTAL	20 124 137	37 894	20 162 031	58 123 500	35%

Le débit théorique de la filière eau de pluie de la station de l'Île Arrault est de 40 000 m³/j maxi, (soit 14 600 000 m³/an, donnée constructeur). Cette donnée n'est pas reprise dans l'arrêté d'exploitation de la station.

Le tableau, ci-dessous, présente un comparatif des volumes entrants des cinq derniers exercices par station d'épuration :

STATIONS D'ÉPURATION	VOLUME TOTAL 2013 EN M³	VOLUME TOTAL 2014 EN M³	VOLUME TOTAL 2015 EN M³	VOLUME TOTAL 2016 EN M³	VOLUME TOTAL 2017 EN M³	ÉVOLUTION 2016-2017 EN %
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	10 995 993	11 727 079	10 337 439	12 403 926	12 340 250	-0,5%
ÎLE ARRAULT	5 230 356	4 858 160	4 372 873	4 881 625	4 907 642	0,5%
LA SOURCE	2 276 675	2 125 746	1 984 690	1 698 721	1 637 597	-3,6%
CHÉCY	1 348 739	1 403 802	1 166 975	1 229 366	1 196 974	-2,6%
CHANTEAU LA TREILLE	106 295	103 956	88 253	96 531	79 568	-17,6%
TOTAL	19 958 058	20 218 743	17 950 230	20 310 169	20 162 031	-0,7%

Evolution du total annuel des débits entrants
sur les 4 principales stations d'épuration



2 082 463
m³ d'effluents traités

Le volume d'effluents traité en 2017 sur les 4 principales stations d'épuration de la métropole s'élève à 2 082 463 m³.

Ce volume est en très légère diminution par rapport à 2016 (20,2 millions de m³) du fait de la pluviométrie moins importante observée de façon générale sur l'année 2017.

L'examen des charges entrantes

Les données ci-après permettent d'apprécier la quantité de pollution contenue dans les effluents arrivant en station d'épuration et d'évaluer le taux de charge organique de la station par rapport à sa capacité maximale de traitement.

Le pourcentage de charges organiques entrantes est calculé de la manière suivante : charges réelles / charges théoriques (chaque station est conçue pour traiter une charge polluante théorique).

STATIONS D'ÉPURATION	DCO Demande Chimique en Oxygène			MES Matières en Suspension			DBO5 Demande Biologique en Oxygène			NGL Azote Global			PT Phosphore Total		
	Moyen annuel mg/l	Moyen annuel Kg/mois	Charge en %	Moyen annuel mg/l	Moyen annuel Kg/mois	Charge en %	Moyen annuel mg/l	Moyen annuel Kg/mois	Charge en %	Moyen annuel mg/l	Moyen annuel Kg/mois	Charge en %	Moyen annuel mg/l	Moyen annuel Kg/mois	Charge en %
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	725,5	745 194	48,0%	340,9	330 359	53,0%	364,2	374 065	57,5%	81,75	84768	75,5%	8,13	7 837	16,0%
ÎLE ARRAULT FLUX EAUX PLUIES	449	47 974		310	33 889		200	21 567		40,21	4383		4,54	511,8	
ÎLE ARRAULT FLUX DE BASE	598	187 429	41,6%	298	93 256	30,0%	299	94 230	53,3%	77	24722	65,0%	7,71	2 539	36,0%
LA SOURCE	749,6	100 812,9	32,0%	272,7	36 671,5	24,1%	283,3	38 094,8	30,2%	66,90	8997	33,7%	11,35	1 526,6	28,3%
CHÉCY	667,2	66 268	106,0%	401,4	39 581	76,0%	257,9	26 387	56,0%	81,49	8236	90,3%	8,27	837,1	36,0%
CHANTEAU LA TREILLE	371	2 461		178	1 184		122	809		51,00	339		4,85	32,2	

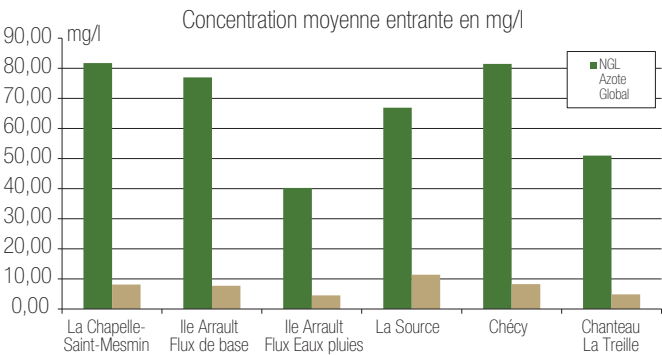
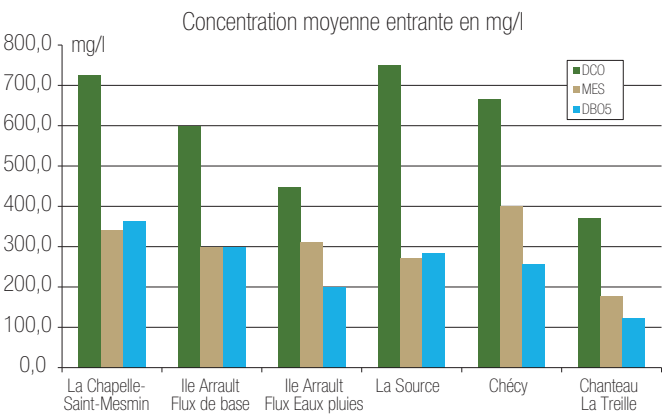
Les flux entrants moyens sur les 4 principales STEP sont :

- 598 < DCO < 749,6 mg/l
- 272,7 < MES < 401,4 mg/l
- 257,9 < DBO5 < 364 mg/l
- 66,90 < NGL < 81,75 mg/l
- 7,71 < Pt < 11,35 mg/l

Ces valeurs sont représentatives d'un effluent plutôt domestique et démontrent qu'en moyenne, les eaux usées industrielles n'ont que peu d'impact sur les stations d'épuration. Ceci est dû aux actions de suivi mises en œuvre des industriels (convention de rejet/ surveillance avec prélèvement).

On remarque toutefois une hausse des concentrations en DCO et DBO5 sur les bassins versant de La Chapelle-Saint-Mesmin et d'Orléans la Source. Cela montre que les actions au niveau des industriels sont essentielles car elles permettent de préserver une capacité résiduelle au niveau des stations d'épuration pour accompagner le développement du territoire.

L'évolution des quantités de pollution contenues dans les effluents arrivant sur les stations est la suivante :



STATIONS D'ÉPURATION	DCO Moyenne en Kg/mois			MES Moyenne en Kg/mois			DBO5 Moyenne en Kg/mois			NGL Moyenne en Kg/mois			PT Moyenne en Kg/mois		
	2016	2017	Évolution	2016	2017	Évolution	2016	2017	Évolution	2016	2017	Évolution	2016	2017	Évolution
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	729 898	745194	2,10%	319 236	330359	3,48%	322 697	374065	15,92%	75 924	84768	11,65%	7 795	7837	0,54%
ÎLE ARRAULT FLUX DE BASE	190 628	187429	-1,68%	94 211	93256	-1,01%	81 062	94230	16,25%	23 185	24722	6,63%	2 497	2539	1,70%
ÎLE ARRAULT FLUX EAUX PLUIES	38 159	47974	25,72%	22 512	33889	50,54%	12 485	21567	72,74%	2 991	4383	46,54%	322	512	59,09%
LA SOURCE	100 712	100813	0,10%	37 528	36671	-2,28%	36 573	38095	4,16%	8 869	8997	1,44%	1 418	1527	7,67%
CHÉCY	60 557	66268	9,43%	28 882	39581	37,04%	25 120	26387	5,04%	8 521	8236	-3,34%	793	837	5,62%
CHANTEAU LA TREILLE	3 181	2461	-22,63%	1 665	1184	-28,88%	1 405	809	-42,41%	430	339	-21,18%	54	32	-39,97%

L'évaluation de la qualité de traitement

Les données suivantes indiquent la qualité du rejet des stations ainsi que la quantité de pollution rejetée au milieu naturel. Elles permettent également d'apprécier le rendement épuratoire de chaque station.

Le pourcentage de rendement est calculé de la manière suivante :

$$\frac{(\text{flux moyen annuel entrant} - \text{flux moyen annuel sortant})}{\text{flux moyen annuel entrant}}$$

Les normes exigées sur la filière de traitement de l'eau de pluie sont nettement moins élevées que sur la filière flux de base.

Pour mémoire, la station de l'Île Arrault est équipée de 2 files :

- Une file pour traiter les effluents eaux usées en temps sec ;
- Une file pour traiter les effluents en temps de pluie (sur-débit du temps sec).

STATIONS D'ÉPURATION	DCO Demande Chimique en Oxygène				MES Matières en Suspension				DBO5 Demande Biologique en Oxygène				NGL Azote Global				PT Phosphore Total			
	Moyen Annuel mg/l	Norme de rejet mg/l	Rendement en %	Normes	Moyen Annuel mg/l	Norme de rejet mg/l	Rendement en %	Normes	Moyen Annuel mg/l	Norme de rejet mg/l	Rendement en %	Normes	Moyen Annuel mg/l	Norme de rejet mg/l	Rendement en %	Normes	Moyen Annuel mg/l	Norme de rejet mg/l	Rendement en %	Normes
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	35,00	90	94,3%	85%	7,60	30	97,4%	90%	7,60	25	97,5%	90%	5,92	10	91,5%	80%	0,57	1	91,8%	90%
ÎLE ARRAULT FLUX DE BASE	28,5	90	97,9%	90%	3,2	30	99,5%	95%	3,9	25	99,4%	95%	5,6	10	98,3%	85%	0,6	1	96,4%	90%
ÎLE ARRAULT FLUX EAUX PLUIES	161,0	234	65,7%	50%	82,0	63	74,7%	80%	56,8	57	72,8%	60%	33,5	19	20,2%	10%	1,02	1	78,4%	80%
LA SOURCE	34	90	97,3%	90%	5	30	99,5%	95%	3	25	99,2%	95%	4,61	10	94,8%	85%	0,36	1	97,9%	90%
CHÉCY	33,1	125	95,1%	75%	6,0	35	98,5%	90%	4,6	25	98,2%	80%	4,92	15	94,0%	70%	0,65	1	92,3%	90%
CHANTEAU LA TREILLE	29,2	90	92,1%		6,7	35	96,2%		5,0	25	95,9%		5,94	15	88%		1,10	2	77,3%	

La filière flux de base de la station de l'Île Arrault permet un rejet vers la Loire d'une qualité dite d'eau de baignade.

La filière flux eaux de pluies de la station de l'Île Arrault a fonctionné sur l'ensemble de l'année 2017 avec des résultats en adéquation avec les études de conception menées au niveau de la chambre à sable.

Des réflexions sur l'amélioration du procédé sont en cours notamment pour optimiser les concentrations de rejet. Les concentrations sont dépassées cette année, mais les obligations de rendements sont respectées.

L'évolution des rendements épuratoires est la suivante :

STATIONS D'ÉPURATION	DCO Abattement moyen en %			MES Abattement moyen en %			DBO5 Abattement moyen en %			NGL Abattement moyen en %			PT Abattement moyen en %		
	2016	2017	Évolution	2016	2017	Évolution	2016	2017	Évolution	2016	2017	Évolution	2016	2017	Évolution
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	94%	94%	0,21%	97%	97%	0,41%	98%	98%	-0,71%	92%	92%	-2,74%	89%	92%	-0,78%
ÎLE ARRAULT FLUX DE BASE	97%	98%	1,43%	100%	100%	-0,14%	99%	99%	0,08%	93%	98%	2,94%	93%	96%	1,93%
ÎLE ARRAULT FLUX EAUX PLUIES	69%	66%	-4,65%	74%	75%	1,27%	65%	73%	12,15%	5%	20%	-79,70%	74%	78%	-18,15%
LA SOURCE	97%	97%	0,42%	99%	99%	0,09%	100%	99%	-0,29%	94%	95%	0,93%	99%	98%	-0,75%
CHÉCY	94%	95%	0,84%	97%	99%	1,43%	98%	98%	-0,11%	95%	94%	14,90%	89%	92%	-1,70%
CHANTEAU LA TREILLE	93%	92%	-1,18%	97%	96%	-1,03%	97%	96%	-1,54%	0%	88%	100,00%	87%	77%	2,12%

1.8 QUANTITÉS DE BOUES ISSUES DES OUVRAGES D'ÉPURATION (D203.0)

Le traitement des boues a pour objectif :

- Une réduction de volume obtenue par épaissement, puis déshydratation (solidification) ;
- Une diminution du pouvoir de fermentation de ces matières (stabilisation biologique, chimique, thermique...).

Le traitement d'un mètre cube d'eau usée produit en moyenne de 350 à 400 grammes de boues.

Le tableau ci-après reprend les quantités de boues évacuées de chacune des stations ainsi que leur conditionnement (siccité - teneur en eau) et leur destination finale.

STATIONS D'ÉPURATION	BOUES ÉVACUÉES en tonnes				SICCITE MOYENNE en %	QUANTITÉ DE MATIERES SECHES en tonnes
	CO-COMPOSTAGE	AGRICULTURE	ISD-ND*	AUTRE STATION		
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	351	18 914			31,3%	5 920
ÎLE ARRAULT	4 756	/	/	/	22,9%	1 049
LA SOURCE	3 265	/	/	/	27,0%	880
CHÉCY FILIÈRE BOUES LIQUIDES	/	1 017	/	/	3,1%	32
CHÉCY FILIÈRE BOUES CHAULÉES	/	613	/	/	33,0%	202
CHANTEAU LA TREILLE	/	112	/	/	13,50%	15
CHANTEAU LE BERCEAU	/	286	/	/	19,50%	54,9
TOTAL	8021,18	20 942	0	0		8 153

28 963
tonnes de boues évacuées

2 ÉLÉMENTS FINANCIERS

2.1 MODALITÉS DE TARIFICATION

2.1.1 DÉFINITION ET APPLICATION DE LA REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

Conformément à l'article R.2224-19 du CGCT, le service public d'assainissement collectif, quel que soit le mode d'exploitation choisi (régie ou délégation) donne lieu à perception de la redevance d'assainissement. Cette redevance constitue la recette principale de ce service public industriel et commercial.

La redevance d'assainissement comporte deux parties :

- **Une partie fixe** calculée pour couvrir tout ou partie des charges fixes du service ;
- **Une partie variable** assise sur le volume d'eau prélevé par l'utilisateur, à l'exclusion des volumes d'eau utilisés pour l'irrigation, l'arrosage des jardins ou tout autre usage n'entraînant pas le rejet d'eaux usées dans le système d'assainissement, à condition que ces volumes d'eau proviennent de branchements spécifiques.

2.1.2 TARIFS DE LA REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

Les modalités de calcul de la redevance d'assainissement

Conformément à la délibération ENV n°2 du conseil de communauté du 25 novembre 2004, il convient de distinguer, les usages domestiques des usages industriels. Les eaux usées domestiques comportent les eaux ménagères, qui ont pour origine les salles de bains et les cuisines, et les eaux "vannes" (rejets des toilettes). Sont classés dans les eaux usées industrielles et assimilés tous les rejets autres que les eaux usées domestiques ou les eaux pluviales.

Pour les usages domestiques, le tarif de la redevance d'assainissement au m³ s'applique directement au volume consommé.

Pour les usages industriels, le raccordement au réseau public des établissements professionnels au titre de leurs effluents industriels n'est pas obligatoire. L'acceptation d'eaux usées, autres que domestiques, dans le réseau public d'assainissement doit être préalablement autorisée par Orléans Métropole.

Conformément à l'article R.2224-19-6 du CGCT, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public d'assainissement donne lieu au paiement, par l'auteur du déversement, d'une part variable qui peut être

corrigée pour tenir compte du degré de pollution et de la nature du déversement. La formule appliquée est la suivante :

$$\text{Assiette} = \text{Volume consommé} \times \text{Coefficient de rejet} \times \text{Coefficient de dégressivité} \times \text{Coefficient de pollution}$$

Le conseil métropolitain fixe par délibération les modalités d'application et de calcul de la redevance d'assainissement.

En outre, l'article R.2224-19-1 du CGCT stipule que deux redevances distinctes peuvent être instituées, l'une pour les usagers relevant de l'assainissement collectif (redevance décrite ci-dessus), l'autre pour ceux disposant d'installations individuelles, l'Assainissement Non Collectif. Cette dernière est perçue directement par le délégataire d'Orléans Métropole avec la mise en place du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) depuis le 1^{er} janvier 2006.

La redevance d'assainissement est indexée sur la consommation d'eau potable.

Pour l'année 2017, le tarif de la redevance d'assainissement a été fixé par la délibération n°6130 du conseil de communauté en date 15 décembre 2016. Les abonnés d'Orléans Métropole se voient facturer la part variable à hauteur de 1,86 € HT/m³ et la part fixe à 16,18 € HT. Ces nouveaux tarifs sont appliqués à compter du 1^{er} janvier 2017.

Pour l'année 2018, le tarif de la redevance d'assainissement a été fixé par la délibération n°6634 du conseil métropolitain en date 21 décembre 2017. Les abonnés d'Orléans Métropole se voient facturer la part variable à hauteur de 1,88 € HT/m³ et la part fixe à 16,34 € HT. Ces nouveaux tarifs sont appliqués à compter du 1^{er} janvier 2018.

2.2 ÉLÉMENTS DE LA FACTURE D'ASSAINISSEMENT (D204.0)

La facturation de la redevance d'assainissement peut être commune ou distincte de celle de l'eau potable. Conformément à l'article R.2224-19-8 du CGCT, la facturation des sommes dues par les usagers est faite au nom du titulaire de l'abonnement à l'eau.

Cette facturation est, dans certains cas, assurée par un fermier titulaire d'un contrat de délégation de service public pour la gestion de l'assainissement, et qui se charge du recouvrement des redevances dues.

Ainsi, conformément à l'article R.2224-19-1 du CGCT, en cas de délégation du service public d'assainissement, la redevance peut comprendre :

- Une part, fixée par le contrat de délégation, destinée au délégataire et correspondant aux charges du service qu'il assure ;
- Une part revenant à Orléans Métropole pour couvrir les dépenses restant à sa charge.

C'est pourquoi l'usager situé sur un territoire avec une gestion déléguée du service public de l'assainissement se voit facturer sur la partie "collecte et traitement des eaux usées" :

- Une part variable revenant au délégataire revalorisée chaque année en fonction d'une formule de révision prévue dans le contrat de DSP ;
- Une part fixe et une part variable revenant à Orléans Métropole ;
- Un assujettissement à la TVA.

La redevance d'assainissement couvre le coût de la collecte et du traitement des eaux usées et correspond à la pose, au renouvellement, à l'entretien des réseaux de collecte et au traitement des eaux usées (construction, rénovation, fonctionnement des stations d'épuration).

La redevance pour modernisation des réseaux de collecte est perçue par l'Agence de l'Eau Loire Bretagne auprès des exploitants des services assurant la facturation de la redevance d'assainissement. Son assiette est le volume d'eau pris en compte pour le calcul de la redevance d'assainissement. Cette redevance vise à financer la modernisation des réseaux de collecte.

Le tableau ci-dessous décrit les différents éléments inscrits sur les factures des eaux usées

PRIX DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF AU 1 ^{er} JANVIER 2018											
COMMUNES	PART DU DÉLÉGATAIRE			PART DE LA COLLECTIVITÉ			REDEVANCES AELB		TOTAL 120M ³		REDEVANCE
	PART FIXE [€ HT/AN]	PART PROPOR- TIONNELLE [€ HT/M ³]	MONTANT H.T. (120M ³)	PART FIXE [€ HT/AN]	PART PROPOR- TIONNELLE [€ HT/M ³]	MONTANT H.T. (120M ³)	MODERNISATION DES RÉSEAUX DE COLLECTES [€ HT/M ³]	MONTANT H.T. (120M ³)	H.T.	TTC	
BOIGNY-SUR-BIONNE		0,5180	62,16	16,34	1,3620	163,44	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
BOU		0,5180	62,16	16,34	1,3620	163,44	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
CHANTEAU		0,5180	62,16	16,34	1,3620	163,44	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN				16,34	1,8800	225,6	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
CHÉCY		0,5180	62,16	16,34	1,3620	163,44	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
COMBLEUX				16,34	1,8800	225,6	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
FLEURY-LES-AUBRAIS				16,34	1,8800	225,6	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
INGRÉ				16,34	1,8800	225,6	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
MARDIÉ		0,5180	62,16	16,34	1,3620	163,44	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
MARIGNY-LES-USAGES				16,34	1,8800	225,6	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
OLIVET		0,5180	62,16	16,34	1,3620	163,44	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
ORLÉANS				16,34	1,8800	225,6	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
ORLÉANS RIVE GAUCHE		0,5180	62,16	16,34	1,3620	163,44	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
ORMES		0,5180	62,16	16,34	1,3620	163,44	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
SAINT-CYR-EN-VAL				16,34	1,8800	225,6	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
SAINT-DENIS-EN-VAL				16,34	1,8800	225,6	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN		0,5180	62,16	16,34	1,3620	163,44	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
SAINT-JEAN-DE-BRAYE		0,5180	62,16	16,34	1,3620	163,44	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE				16,34	1,8800	225,6	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
SAINT-JEAN-LE-BLANC				16,34	1,8800	225,6	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN		0,5180	62,16	16,34	1,3620	163,44	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
SARAN		0,5180	62,16	16,34	1,3620	163,44	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416
SEMOY				16,34	1,8800	225,6	0,18	21,6	263,54	289,89	2,416

TVA à 10% appliquée
sur chaque paramètre

En annexe sont joints les modèles de facture de chaque commune membre (partie collecte et traitement des eaux usées et redevance modernisation des réseaux) au 1^{er} janvier 2018 avec l'évolution en pourcentage des tarifs.

Pour les usagers situés sur un territoire dont la gestion du service public d'assainissement collectif est assurée en régie, des conventions pour la facturation de la redevance d'assainissement et, le cas échéant pour son recouvrement, sont établies entre le gestionnaire de l'eau potable et Orléans Métropole.

Des conventions pour l'établissement de la facturation de la redevance d'assainissement ont été signées avec les communes de La Chapelle-Saint-Mesmin, Fleury-les-Aubrais, Saint-Jean-de-la-Ruelle et Saran, ces communes assurant en régie la gestion de l'eau potable.

Les services d'Orléans Métropole assurent la facturation de la redevance d'assainissement pour les communes de Saint-Cyr-en-Val, Ingré, Marigny-les-Usages et Saint-Jean-de-Braye.

La carte suivante présente les gestionnaires de la facturation assainissement selon les territoires.



Orléans Métropole, dans le cadre de la réorganisation de son territoire en matière d'exploitation des réseaux d'assainissement et d'eaux pluviales, a profité du changement de délégataire pour **regrouper la facturation des services de l'eau potable et de l'assainissement sur une unique facture**. Les communes bénéficiant d'une facture unique eau potable et assainissement sont : Boigny-sur-Bionne, Bou, Chécy, Combleux, Mardié, Olivet, Saint-Denis-en-Val, Saint-Jean-le-Blanc, Orléans, Ormes, Saint-Pryvé-Saint-Mesmin et Semoy.

2.3 EXAMEN DU COMPTE ADMINISTRATIF

Le compte administratif présente le résultat de l'exécution du budget. Il compare les prévisions (ou autorisations) avec les réalisations de l'exercice, tant en recettes qu'en dépenses. C'est donc un document essentiel en termes d'informations financières.

Le service d'assainissement est un service public à caractère industriel et commercial par détermination de la loi, la redevance d'assainissement, assise sur la consommation d'eau, constituant le prix d'un service rendu aux usagers.

En tant que service public à caractère industriel et commercial, et conformément à l'article L.2224-1 du CGCT, le service d'assainissement doit être équilibré en recettes et en dépenses. Par ailleurs, en application des règles de la comptabilité publique, il doit être fait application de la nomenclature M49, spécifique aux services d'eau et d'assainissement, qui prévoit en particulier une obligation de procéder à l'amortissement comptable de l'ensemble des biens et équipements acquis ou réalisés pour l'exercice de la compétence.

2.3.1 BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT (HT)

Le budget annexe assainissement est assujéti au régime général de la TVA : les crédits sont inscrits HT et l'intégralité de la TVA affectant le fonctionnement et l'investissement est récupérée par la voie fiscale.

Résultats du budget annexe

1/ RESULTATS COURANTS	CA 2016	CA 2017
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	-17,962 M€	-17,795 M€
TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT	29,668 M€	30,731 M€
RESULTAT COURANT DE FONCTIONNEMENT	11,707 M€	12,936 M€
RESULTAT REPRIS EN FONCTIONNEMENT	4,642 M€	9,009 M€
RESULTAT GLOBAL CUMULE DE FONCTIONNEMENT	16,349 M€	21,945 M€
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	-8,919 M€	-12,233 M€
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	4,784 M€	11,666 M€
RESULTAT COURANT D'INVESTISSEMENT	-4,135 M€	-0,567 M€
RESULTAT REPRIS EN INVESTISSEMENT	1,227 M€	-2,908 M€
RESULTAT GLOBAL CUMULE D'INVESTISSEMENT	-2,908 M€	-3,475 M€
2/ REPORTS EN N+1	CA 2016	CA 2017
DEPENSES D'INVESTISSEMENT REPORTEES EN N+1	-5,706 M€	-6,429 M€
RECETTES D'INVESTISSEMENT REPORTEES EN N+1	1,274 M€	0,771 M€
RECETTES D'EMPRUNTS REPORTEES EN N+1		
SOLDE DES REPORTS	-4,432 M€	-5,658 M€
3/ AFFECTATIONS ET REPORTS A NOUVEAU	CA 2016	CA 2017
RESULTATS A REPORTER EN FONCTIONNEMENT (RECETTES)	9,009 M€	12,812 M€
PART DU RESULTAT DE FONCT. AFFECTE EN INVEST.	7,340 M€	9,132 M€

En fonctionnement, le montant total des recettes s'élève à 30,731 M€ pour un total de dépenses de 17,795 M€. Le résultat courant de fonctionnement de l'exercice s'élève à 12,936 M€. Après reprise de l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2016 pour 9,009 M€, l'excédent disponible avant affectation des résultats s'élève ainsi à 21,945 M€.

En investissement, le montant total des recettes s'élève à 11,666 M€ pour un total de dépenses de 12,233 M€, le résultat courant présente un déficit de 0,567 M€.

Après reprise du déficit antérieur de 2,908 M€, le résultat cumulé d'investissement s'établit en déficit de 3,475 M€.

Les reports de crédits d'investissement s'élèvent à 6,429 M€ en dépenses et à 0,771 M€ en recettes. Le résultat final d'investissement fait apparaître un besoin d'affectation de 9,132 M€, à prélever sur le résultat de fonctionnement. Dans ces conditions, la section d'investissement est équilibrée et le résultat disponible à reprendre en section de fonctionnement sur l'exercice 2018 s'élève à 12,812 M€.

Recettes de fonctionnement

RECETTES EN MILLIONS D'€	BUDGET PRIMITIF 2017	CRÉDITS OUVERTS 2017	COMPTE ADMINISTRATIF 2017	COMPTE ADMINISTRATIF 2016
(1) Recettes réelles	26,501	27,151	29,543	28,481
Redevance assainissement	24,000	24,468	26,564	25,486
Redevance Modernisation réseaux	0,900	0,900	0,847	0,958
Participation du budget principal	0,200	0,200	0,200	0,200
Subventions d'exploitation	0,134	0,134	0,128	0,009
Recettes de branchements	0,450	0,480	0,403	0,665
Ventes de prestations de services	0,794	0,794	0,949	0,828
Autres recettes courantes	0,003	0,003	0,016	0,018
Produits exceptionnels	0,020	0,172	0,435	0,317
(2) Recettes d'ordre	1,222	1,222	1,188	1,188
(3) Résultat reporté N-1		9,009		
TOTAL RECETTES DE L'EXERCICE	27,723	37,382	30,731	29,668

En fonctionnement, l'année 2017 est marquée par une progression des recettes réelles (+3,7 %, soit +1,06 M€) et comprenant notamment :

- Le produit de la redevance d'assainissement (26,564 M€) apparaît en augmentation (+1,079 M€, soit +4,2 %) ; cette hausse s'explique majoritairement par une recette prévue en 2016 pour le territoire de la commune d'Olivet et comptabilisée en 2017 (0,265 M€) ainsi par des écritures de régularisations de TVA dans le cadre de la mise en place de la nouvelle délégation de service public (0,468 M€) ;
- Le produit de la redevance modernisation des réseaux, taxe collectée par Orléans Métropole puis reversée à l'Agence de l'eau Loire Bretagne, s'établit à 0,847 M€ ;
- La contribution du budget principal au titre des eaux pluviales (0,200 M€) en stabilité ;
- Les recettes de prestations de service facturées à des industriels (dépotages, traitements des boues et des lixiviats), à des usagers (interventions sur le domaine

privé) ou à des communes extérieures à Orléans Métropole (0,949 M€, soit +14,6 %) progressent notamment en raison de l'augmentation des volumes traités par les stations d'épuration en provenance des communes limitrophes dans le cadre de nouvelles conventions ;

- Les recettes de branchements (remboursements de travaux) et de participation pour raccordement à l'égout (0,403 M€) diminuent (-0,262 M€, soit -39,4 %) ; cette baisse s'explique par la baisse de la demande des interventions de branchements et par l'augmentation exceptionnelle de la recette de la PFAC en 2016 (+0,115 M€) liées au rattrapage de la facturation de cette participation ;
- Les produits exceptionnels (0,435 M€) correspondent essentiellement à des régularisations comptables et reprises de provisions.

Dépenses de fonctionnement

DÉPENSES EN MILLIONS D'€	BUDGET PRIMITIF 2017	CRÉDITS OUVERTS 2017	COMPTE ADMINISTRATIF 2017	COMPTE ADMINISTRATIF 2016
(1) Dépenses réelles	14,570	15,216	13,941	14,182
Charges à caractère général	8,005	8,025	7,660	7,854
Charges de personnel	3,946	4,066	3,984	4,054
Redevance Modernisation réseaux	0,900	0,900	0,580	0,900
Autres charges de gestion courante	0,754	0,793	0,741	0,671
Charges financières	0,590	0,590	0,309	0,426
Charges exceptionnelles	0,334	0,802	0,667	0,277
Provisions	0,040	0,040	0,000	0,000
(2) Dépenses d'ordre	13,153	22,165	3,853	3,780
TOTAL DÉPENSES DE L'EXERCICE	27,723	37,382	17,794	17,962

Les dépenses réelles de fonctionnement (13,941 M€) s'établissent en diminution de 0,240 M€ (-1,7 %) par rapport à 2016.

La diminution des charges à caractère général (-0,194 M€) est principalement liée à la baisse du coût d'exploitation de la station d'épuration de l'Île Arrault (-0,100 M€) due à la négociation sur le nouveau contrat d'exploitation effectif au 31 mars 2016 qui a permis de réaliser des économies d'échelles en 2017.

En 2017, les charges à caractère général comprennent, notamment :

- Le coût d'exploitation des stations de traitement gérées par un prestataire privé (4,67 M€ en 2017 contre 4,681 M€ en 2016) : station de l'Île Arrault (1,798 M€ contre 1,892 M€ en 2016), de La Chapelle-Saint-Mesmin (2,668 M€ contre 2,622 M€ en 2016), de Chécy (0,143 M€ contre 0,121 M€ en 2016) et des deux stations de Chanteau (0,061 M€ contre 0,046 M€ en 2016) ;
- Le coût d'exploitation de la station d'épuration d'Orléans - La Source gérée en régie (0,889 M€ en 2017 contre 0,895 M€ en 2016) : produits de traitement, fournitures d'entretien et maintenance (0,221 M€), fluides (0,426 M€), gestion et traitement des déchets, boues, sables et graisses (0,230 M€), assurance dommages aux biens (0,005 M€), prestations diverses (0,007 M€) ;
- L'exploitation des réseaux et ouvrages d'assainissement gérés en régie (0,973 M€ en 2017 contre 1,011 M€ en 2016) : fluides (0,399 M€), fournitures et produits d'entretien (0,133 M€), curage des réseaux (0,183

M€), dératization (0,065 M€), nettoyage des vêtements de travail (0,030 M€), maintenance du matériel et des véhicules (0,152 M€), redevance d'occupation du domaine public (0,05 M€), dépenses diverses (0,007 M€) ;

- Les dépenses relatives aux locaux et carburants (0,256 M€ en 2017 contre 0,355 M€ en 2016) ;
- Les dépenses de travaux de raccordement des usagers au réseau (0,195 M€ en 2017 contre 0,277 M€ en 2016) ;
- Les frais d'établissement des factures de redevance d'assainissement représentent 0,146 M€ ;
- L'exploitation des bassins est en légère augmentation (0,091 M€ contre 0,066 M€ en 2016) : Lamballe (0,015 M€), Adelis (0,018 M€) et Chillesse (0,053 M€), Bassin STEP Saint Cyr (0,005 M€) ;
- L'entretien de la chambre à sable (curage et évacuation des sables) s'élève à 0,075 M€.

Les charges de personnel sont en léger recul (3,984 M€ contre 4,054 M€ en 2016).

Au titre des charges de gestion courante (0,741 M€ contre 0,671 M€ en 2016), le montant principal correspond aux remboursements des frais de structure entre le budget annexe assainissement et le budget principal (0,660 M€).

La hausse des charges exceptionnelles (0,668 M€ en 2017 contre 0,277 M€) s'explique par des écritures de régularisations de TVA dans le cadre de la mise en place de la nouvelle délégation de service public (0,468 M€). La recette correspondante est imputée au titre de la redevance d'assainissement.

Dépenses d'investissement

DÉPENSES EN MILLIONS D'€	BUDGET PRIMITIF 2017	CRÉDITS OUVERTS 2017	COMPTE ADMINISTRATIF 2017	RESTE À RÉALISER
(1) Dépenses réelles	12,955	26,650	11,045	6,429
Dépenses d'équipement	10,455	24,150	8,640	6,429
Remboursement du capital des emprunts	2,500	2,500	2,405	
(2) Opérations patrimoniales	0,000	0,000	0,000	
(3) Dépenses d'ordre	1,222	1,222	1,188	
(4) Résultat reporté N-1		2,908		
TOTAL DÉPENSES DE L'EXERCICE	14,177	30,780	12,232	6,429

Programme travaux 2017 : 70 dossiers ont été suivis :

- 28 sont terminés ;
- 42 ont fait l'objet d'études en 2017 et seront en phase travaux en 2018.

Au total sur le programme travaux, 4,930 M€ ont été mandatés sur l'année 2017 et concernant notamment :

- La continuité de l'opération Adelis (1,38 M€) ;
- La poursuite de l'élaboration du schéma directeur assainissement (0,3 M€) ;
- La réalisation de travaux de réhabilitation et des travaux neuf dans les cadres des inondations (1,9 M€) et sur le réseau unitaire (1,1 M€).

Par ailleurs, les **opérations de réhabilitation / extension des ouvrages d'assainissement** s'élèvent à **1,164 M€** :

- Orléans : 0,427 M€ ;
- Saint-Jean-de-la-Ruelle : 0,095 M€ ;
- Saint-Pryvé-Saint-Mesmin : 0,028 M€ ;
- Fleury-les-Aubrais : 0,087 M€ ;
- Saint-Cyr-en-Val : 0,043 M€ ;
- La Chapelle-Saint-Mesmin : 0,037 M€ ;
- Saint-Jean-de-Braye : 0,114 M€ ;
- Ingré : 0,055 M€ ;
- Olivet : 0,120 M€ ;
- Saran : 0,067 M€ ;
- Semoy : 0,030 M€ ;
- Ormes : 0,011 M€ ;
- Saint-Denis-en-Val : 0,017 M€ ;
- Saint-Hilaire-Saint-Mesmin : 0,002 M€ ;
- Saint-Jean-le-Blanc : 0,031 M€.

Les stations de traitement des eaux usées :

- La station de traitement des eaux usées de l'Ile Arrault a bénéficié de travaux de renouvellement des équipements pour 0,076 M€ et 0,093 M€ au titre du volet innovation ;
- Concernant la station de traitement des eaux usées de La Chapelle-Saint-Mesmin, les dépenses de renouvellement des équipements s'élèvent à 0,715 M€ en 2017 et de nouveaux investissements ont été réalisés à hauteur de 0,131 M€ ;
- Pour la station d'épuration de Chécy, des dépenses d'investissement ont été réalisées à hauteur de 0,129 M€ ;
- Concernant la station de traitement des eaux usées d'Orléans-La Source, les dépenses de gros entretien / renouvellement et de matériels divers s'élèvent à 0,192 M€ (pompes, supprimeurs, barrières, sondes...) ;
- Les achats de matériaux pour les réseaux exploités en régie (installations des déversoirs d'orages, pompes, tampons, tuyaux, équipements spécifiques de véhicules...) représentent 0,703 M€ ;
- Enfin, les locaux du site de la Direction du Cycle de l'Eau et des Réseaux d'Énergie ont fait l'objet d'investissements à hauteur de 0,144 M€ (chauffage, éclairage...).

Recettes d'investissement

RECETTES EN MILLIONS D'€	BUDGET PRIMITIF 2017	CRÉDITS OUVERTS 2017	COMPTE ADMINISTRATIF 2017	RESTES À RÉALISER
(1) Recettes réelles	1,023	1,274	0,472	0,771
Recette de TVA	0,000	0,000	0,000	
Subventions d'investissement	0,000	1,274	0,472	0,771
Recettes d'emprunt	1,023	0,000	0,000	
(2) Opérations patrimoniales	0,000	0,000	0,000	
(3) Recettes d'ordre	13,153	22,165	3,853	
(4) Affectation de N-1		7,340	7,340	
TOTAL RECETTES DE L'EXERCICE	14,176	30,780	11,665	0,771

En 2017, 6 dossiers de subvention ont permis de percevoir 0,472 M€. Ils concernent :

- Le premier acompte dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur d'assainissement (0,198 M€) ;
- Le solde de la subvention de la chambre à sable (0,196 M€) ;

- Le solde du projet de mise en conformité du dispositif d'autosurveillance de la station d'épuration de La Chapelle-Saint-Mesmin (0,035 M€) ;
- Les premiers acomptes pour les opérations de Champ de Mars à Orléans et d'Alleville à Saint-Jean-de-la-Ruelle (0,030 M€) ;
- Le solde pour le déploiement du dispositif anti-crue (0,013 M€).

Encours de dette et capacité d'autofinancement

EN MILLIONS D'EUROS AU 31/12	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Dette Budget annexe Assainissement	48,60 M€	41,41 M€	34,96 M€	32,58 M€	30,19 M€	27,79 M€

Aucun emprunt nouveau n'a été mobilisé en 2017. L'endettement du budget annexe s'élève ainsi à 27,79 M€ fin 2017, en diminution de 2,40 M€ par rapport à 2016.

dépenses de gestion et de la charge des emprunts, peut être affectée au financement des investissements de l'exercice.

La capacité d'autofinancement correspond à la part des recettes de fonctionnement qui, après paiement des

En 2017, la capacité d'autofinancement du budget annexe s'établit à 13,196 M€,

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT	CA 2016	CA 2017	ÉVOLUTION
- Recettes courantes de fonctionnement	28,164 M€	29,170 M€	1,006 M€
- Dépenses courantes de gestion	13,479 M€	12,966 M€	-0,513 M€
Épargne de gestion	14,685 M€	16,204 M€	1,519 M€
- Intérêts (CT + LT)	0,426 M€	0,309 M€	-0,117 M€
- Charges exceptionnelles	0,277 M€	0,667 M€	0,390 M€
+ Produits exceptionnels (hors cessions)	0,282 M€	0,374 M€	0,091 M€
Épargne brute	14,264 M€	15,602 M€	1,337 M€
- Remboursement de capital (hors RA)	2,389 M€	2,405 M€	0,016 M€
Épargne nette	11,875 M€	13,196 M€	1,321 M€

La capacité de désendettement rapporte l'encours de dette en fin d'exercice à l'épargne brute dégagée. Elle indique, toute chose égale par ailleurs, la durée théorique nécessaire pour rembourser l'ensemble de la dette. En rapportant

l'encours de la dette du budget annexe au 31 décembre 2017 (27,79 M€) à l'épargne brute dégagée au compte administratif (15,6 M€), la capacité de désendettement s'établit à 1,8 ans fin 2017.

2.3.2 BUDGET PRINCIPAL (TTC)

Les crédits affectés à la compétence eaux pluviales intègrent une participation du budget principal au budget annexe assainissement au titre des réseaux unitaires.

Nées de précipitations parfois brutales, les eaux pluviales sont susceptibles de générer ponctuellement des débits très

nettement supérieurs à celui des eaux usées. Les principaux ouvrages de gestion des eaux pluviales sont constitués de collecteurs de gros diamètres, de stations de relevage, de bassins de rétention ou d'infiltration, ainsi que d'ouvrages de prétraitement type dessableurs / déshuileurs. La Métropole prend en charge les coûts d'entretien et d'investissement de l'ensemble de ces équipements.

BUDGET PRINCIPAL	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES
Budget Primitif 2017	1,491 M€	0,050 M€	0,480 M€	
Crédits consommables 2017	1,509 M€	0,050 M€	0,589 M€	
Crédits engagés 2017	1,457 M€	0,037 M€	0,553 M€	
Crédits mandatés 2017	1,457 M€	0,037 M€	0,317 M€	
Crédits reportés sur 2018			0,236 M€	
Taux d'engagement 2017	96,54%	73,63%	93,84%	
Taux de réalisation 2017	96,54%	73,63%	53,79%	

En fonctionnement, les principaux postes de dépenses concernent (1,457 M€) :

- Le coût du contrat de délégation de service public (0,745 M€) en légère augmentation en 2017 du fait d'une régularisation du taux de TVA à appliquer ;
- Les dépenses d'exploitation du réseau et des ouvrages gérés en régie (0,445 M€) avec l'entretien, le curage des réseaux (0,355 M€), la tonte, l'entretien des bassins et des fossés (0,062 M€), les dépenses d'électricité et de fluides (0,027 M€) ;
- La participation versée au budget assainissement pour les réseaux unitaires (0,200 M€) en stabilité par rapport à 2016 ;
- Les travaux de raccordement au réseau d'eaux pluviales (0,030 M€, refacturés aux propriétaires) ;
- La dépollution d'un bassin à Ingré (0,036 M€) via la signature d'un protocole transactionnel.

Les recettes de fonctionnement perçues concernent principalement les remboursements par des usagers du coût des travaux de raccordement au réseau d'eaux pluviales (0,011 M€) et des écritures de régularisations comptables (0,026 M€).

En investissement, les principaux travaux réalisés en 2017 sur le réseau d'assainissement des eaux pluviales concernent :

- Les opérations de réhabilitation de réseaux et de bassins d'orage (0,302 M€) sur les communes de Saran : 0,026 M€ ; Saint-Jean-de-Braye : 0,045 M€ ; Orléans : 0,041 M€ ; Chécy : 0,014 M€ ; Fleury-les-Aubrais : 0,016 M€ ; Saint-Pryvé-Saint-Mesmin : 0,011 M€ ; La Chapelle-Saint-Mesmin : 0,003 M€ ; Saint-Jean-de-la-Ruelle : 0,0014 M€ ; Mardie : 0,093 M€ ; Combleux : 0,005 M€ ; Saint-Cyr-en-Val : 0,014 M€ ; Semoy : 0,003 M€ ; Ingré : 0,001 M€ et Ormes : 0,018 M€ ;
- Des levées topographiques (0,011 M€) ;
- Des branchements (0,004 M€).

3 INDICATEURS DE PERFORMANCE

76 428
abonnés

98,66%
de taux de desserte
par les réseaux d'eaux usées
sur le territoire

3.1 TAUX DE DESSERTE PAR LE RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (P201.1)

Cet indicateur est le ratio entre le nombre d'abonnés desservis par le réseau d'assainissement collectif et le nombre d'abonnés potentiels.

Pour l'année 2017, le nombre d'abonnés s'élève à 76 428. Le nombre d'abonnés potentiels est déterminé à partir du zonage d'assainissement qui a été approuvé par délibération ENV n°1 du conseil de communauté du 15 avril 2004.

Le taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (indicateur P201.1) permet d'apprécier l'état d'équipement de la population et de suivre l'avancement des politiques de raccordement pour les abonnés relevant du service d'assainissement collectif.

Le taux de desserte par les réseaux d'eaux usées sur le territoire d'Orléans Métropole est de 98,66 % des 77 465 abonnés potentiels de la zone relevant du service d'assainissement des eaux usées (98,52% pour 2016).

COMMUNES	NOMBRE D'ABONNÉS 2017	NOMBRE D'HABITATIONS À RACCORDER	NOMBRE D'ABONNÉS POTENTIELS
BOIGNY-SUR-BIONNE	810	2	812
BOU	425	1	426
CHANTEAU	563	0	563
CHÉCY	3 287	144	3 431
COMBLEUX	247	0	247
FLEURY-LES-AUBRAIS	6 095	0	6 095
INGRÉ	3 474	61	3 535
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	3 563	43	3 606
MARDIÉ	920	182	1 102
MARIGNY-LES-USAGES	592	7	599
OLIVET	6 668	346	7 014
ORLÉANS	20 783	2	20 785
ORMES	1 565	3	1 568
SAINT-CYR-EN-VAL	1 319	8	1 327
SAINT-DENIS-EN-VAL	2 879	44	2 923
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN	1 026	103	1 129
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	5 624	51	5 675
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	4 713	12	4 725
SAINT-JEAN-LE-BLANC	2 694	4	2 698
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN	2 407	8	2 415
SARAN	5 483	11	5 494
SEMOY	1 291	5	1 296
TOTAL	76 428	1037	77 465

3.2 INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RÉSEAUX (P202.2B)

L'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et de l'assainissement, propose une nouvelle définition de l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées.

La finalité de cet indicateur de performance demeure la même : évaluer le niveau de connaissance des réseaux d'assainissement, s'assurer de la qualité de la gestion patrimoniale et suivre leur évolution.

De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

Un indice de 0 à 120 est attribué selon la qualité des informations disponibles sur le réseau de collecte des eaux usées. La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis ;
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées mentionné à l'article D.2224-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RÉSEAUX DE COLLECTE DES EAUX USÉES (P202.2B)	POINTS ACCORDÉS	OPÉRATEUR UNIQUE ET GESTION PATRIMONIALE HOMOGÈNE	
		RÉGIE	DSP
A - PLAN DU RÉSEAU DE COLLECTE (15 POINTS)			
.	10	10	10
Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R. 554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année.	5	5	5
B - INVENTAIRE DES RÉSEAUX (30 POINTS)			
Existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code (VP.252) et, pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.	10	10	10
La procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.			
Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.	≤ 5	3	3
L'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50%) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%.	≤ 15	10	10
C - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU RÉSEAU ET LES INTERVENTIONS SUR LE RÉSEAU (75 POINTS)			
Le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.	10	10	10
Lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.	≤ 5	1	1
Localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, ...)	10	10	10
Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées.	10	10	10
Le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite).	10	0	0
L'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...).	10	10	10
Mise en oeuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectués à leur suite.	10	0	10
Mise en oeuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans).	10	10	10
Indicateur pour chaque opérateur		38	38
Linéaire de réseau de collecte (EU + Unitaire) de chaque secteur concerné (en mètre linéaire).		770 847	380 844
Indice consolidé au niveau du service		41	38

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées à l'échelle des 22 communes d'Orléans Métropole s'élève à 41. Il est supérieur à celui de 2016 (38).

Le changement de SIG en 2017 a modifié la structure des bases de données avec des découpages de tronçons plus fins. Sur la base de ce nouveau découpage, les taux calculés sur les informations disponibles sur les tronçons ont légèrement baissés par rapport à 2016 malgré l'intégration de nouvelles communes et secteurs.

3.3 CONFORMITÉ DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT (P203.3–P204.3–P205.3)

Les indicateurs suivants sont calculés uniquement sur les stations collectant une charge supérieure à 2 000 EH (les stations de Chanteau ne sont donc pas concernées). Ils sont délivrés par le Police de l'Eau après examen des fichiers de résultats fournis tout au long de l'année à l'Agence de l'Eau et à la Police de l'Eau.

Ils concernent :

- La conformité des systèmes d'assainissement : la collecte (P203.3), les équipements des stations d'épuration (P204.3) et la performance des ouvrages d'épuration (P205.3) ;
- La conformité de l'évacuation des boues (P206.3).

Le tableau suivant présente ces résultats qui sont pondérés par rapport à la charge brute de pollution transitant par le système de collecte de la station d'épuration.

STATIONS D'ÉPURATION	COLLECTE DES EFFLUENTS P203.3		ÉQUIPEMENTS DES STEP P204.3		PERFORMANCE DES OUVRAGES D'ÉPURATION P205.3	
	CHARGE BRUTE DE POLLUTION TRANSITANT PAR LE SYSTÈME DE COLLECTE EN KG DBO ₅ /J	CONFORMITÉ 0 OU 100	CHARGE BRUTE DE POLLUTION ORGANIQUE REÇUE PAR LA STEP EN KG DBO ₅ /J	CONFORMITÉ 0 OU 100	CHARGE BRUTE DE POLLUTION ORGANIQUE REÇUE PAR LA STEP EN KG DBO ₅ /J	CONFORMITÉ 0 OU 100
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	12 469	100	12 469	100	12 469	100
ÎLE ARRAULT FLUX DE BASE	3 141	100	3 141	100	3 141	100
LA SOURCE	1 270	100	1 270	100	1 270	100
CHÉCY	880	100	880	100	880	100
CHANTEAU LA TREILLE	27	100	27	100	27	100
CHANTEAU LE BERCEAU		100		100		100

Pour l'exercice 2017, l'indice global de conformité :

- De la collecte des effluents est de 100
- Des équipements des stations d'épuration est de 100
- De la performance des ouvrages d'épuration est de 100

Les remarques émises par la Direction Départementale des Territoires du Loiret (courrier en date du 11 juin 2018) sont les suivantes :

- Ces conformités sont délivrées pour la collecte des effluents, les équipements de la station d'épuration et la performance des ouvrages d'épuration ; Concernant la collecte, il est nécessaire de préciser que les critères de conformité ont été définis en 2017 dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 30 mai 2017. Le respect de ces critères sera ensuite établi sur la base de quelques années de suivi de façon à intégrer les variations annuelles de pluviométrie. Pour l'année 2017, la conformité a été délivrée par défaut dans la mesure où des données au format Sandre nous ont été transmises sur les principaux déversoirs d'orage. Parallèlement, le schéma directeur d'assainissement que vous avez gagné en 2017 et qui doit se terminer en 2019 doit permettre de vous proposer des actions visant à améliorer la collecte des eaux usées.
- La station d'épuration de Chanteau le Berceau n'ayant pas fait l'objet de mesure en 2017 et en 2016 (une

mesure est obligatoire tous les 2 ans), la conformité a été délivrée par défaut en se basant sur les résultats antérieurs. Une mesure bilan ou des prélèvements significatifs devront être programmés en 2018 sur cette installation pour permettre d'apprécier la qualité du traitement.

3.4 TAUX DE BOUES ÉVACUÉES SELON LES FILIÈRES CONFORMES À LA RÉGLEMENTATION (P206.3)

L'indicateur de performance P206.3 permet de mesurer le niveau de maîtrise dans l'évacuation des boues issues du traitement des eaux usées et unitaires. Une filière est dite conforme si elle remplit les deux conditions suivantes : le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur, la filière de traitement est autorisée ou déclarée selon son type et sa taille.

STATIONS D'ÉPURATION	QUANTITÉS DE BOUES (TMS)		
	ISSUES DES STEP	ADMISES PAR UNE FILIÈRE CONFORME	TAUX (%)
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	5 920	5 920	100%
ÎLE ARRAULT	1 049	1 049	100%
LA SOURCE	880	880	100%
CHÉCY	234	234	100%
A L'ÉCHELLE DU SERVICE	1 929	1 929	100%

La consolidation de cet indicateur à l'échelle du service est établie en pondérant le taux de chaque station par les MS (en tonnes) totales de boues évacuées.

À l'échelle de la métropole, le taux de boues évacuées selon des filières conformes à la réglementation s'élève à 100%.

3.5 TAUX DE DÉBORDEMENT DES EFFLUENTS DANS LES LOCAUX DES USAGERS (P251.1)

L'indicateur mesure un nombre d'évènements ayant un impact direct sur les habitants, de par l'impossibilité de continuer à rejeter les effluents au réseau public et les atteintes portées à l'environnement (nuisance, pollution). Il a

pour objet de quantifier les dysfonctionnements du service dont les habitants ne sont pas responsables à titre individuel. En 2017, le taux de débordement des effluents est de 0,013 pour 1000 habitants (0,039 en 2016, à noter que ce taux incluait les dysfonctionnements rencontrés suite aux inondations).

Le tableau, ci-dessous, présente la répartition de ces demandes en fonction des opérateurs et le taux de débordement sur chacun des périmètres de collecte.

TAUX DE DÉBORDEMENT D'EFFLUENTS DANS LES LOCAUX DES USAGERS (P251.1)	REGIE	DSP
Nombre de demande d'indemnisation suite débordement	4	0
Nombre d'habitants desservis sur le périmètre considéré	225 585	63 648
Taux de débordement d'effluents sur le périmètre ‰	0,02	0,00
TAUX DE DÉBORDEMENT D'EFFLUENTS CONSOLIDÉ ‰	0,013 ‰	

3.6 POINTS NOIRS DU RÉSEAU DE COLLECTE (P252.2)

Cet indicateur donne un éclairage sur l'état et le bon fonctionnement du réseau de collecte des eaux usées à travers le nombre de points sensibles nécessitant des interventions d'entretien spécifiques ou anormalement fréquentes.

Un point noir est un point du réseau structurellement

sensible car il nécessite au moins deux interventions par an (préventive ou curative), quelle que soit sa nature (contre-pente, racines, déversement anormal par temps sec, odeurs, mauvais écoulement, ...) et le type d'intervention requis (curage, lavage, mise en sécurité, ...). Cet indice est ramené à 100 km de réseau de collecte hors branchement * 100.

Les interventions sur la partie publique des branchements ainsi que les interventions dans les parties privatives des usagers dues à un défaut situé sur le réseau public (et seulement dans ce cas-là) sont à prendre en compte.

NOMBRE DE POINTS DU RÉSEAU DE COLLECTE NÉCESSITANT DES INTERVENTIONS FRÉQUENTES DE CURAGE PAR 100 KM DE RÉSEAU (P252.2)	OPÉRATEUR UNIQUE ET GESTION PATRIMONIALE HOMOGÈNE	
	RÉGIE	DSP
Nombre de points noirs	15	7
Linéaire de réseau de collecte (EU + Unitaire) de chaque secteur concerné (en km)	1 242	
Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau par opérateur	1,80	

Pour l'exercice 2017, le nombre de points noirs est de 1,80 par 100 km de réseau (2,58 en 2016). La baisse de cet indicateur est surtout lié à la diminution des points noirs sur le territoire géré par la SERA. En effet, en 2016, des points noirs avaient été enregistrés lors des inondations de mai-juin. La politique préventive mise en place permet une légère amélioration des points noirs sur l'ensemble du territoire.

3.7 TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX DE COLLECTE (P253.2)

La Direction du Cycle de l'Eau et des Réseaux d'Énergie a renouvelé 1,368 km de réseau unitaire et 3,201 km de réseaux d'eaux usées en 2017. Le taux de renouvellement des réseaux est calculé sur les deux derniers exercices 2016 et 2017 et s'élève à 0,15%.

3.8 CONFORMITÉ DES PERFORMANCES DES ÉQUIPEMENTS D'ÉPURATION (P254.3)

L'indicateur P254.3 a pour objectif de rendre compte de l'efficacité du traitement des eaux usées. Cet indicateur ne concerne que les stations d'épuration de capacité supérieure à 2 000 EH. La consolidation de cet indicateur est faite en pondérant le taux de chaque station avec la charge annuelle en DBO₅ arrivant sur le périmètre du système de traitement. La charge annuelle considérée pour ce calcul est la charge de pollution annuelle estimée à l'entrée de la station.

CONFORMITÉ DES PERFORMANCES DES ÉQUIPEMENTS D'ÉPURATION AU REGARD DES PRESCRIPTIONS DE L'ACTE INDIVIDUEL PRIS EN APPLICATION DE LA POLICE DE L'EAU (P254.3)

STATION	CAPACITÉ (EH)	CHARGE ANNUELLE EN DBO ₅ ARRIVANT SUR LE PÉRIMÈTRE DU SYSTÈME DE TRAITEMENT	NOMBRE DE BILANS SUR 24 H RÉALISÉS DANS LE CADRE DE L'AUTOSURVEILLANCE RÉGLEMENTAIRE	NOMBRE DE BILANS SUR 24 H RÉALISÉS DANS LE CADRE DE L'AUTOSURVEILLANCE RÉGLEMENTAIRE CONFORMES	% DE CONFORMITÉ
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	400 000	4 488 780	365	365	100%
ÎLE ARRAULT	95 000	1 130 760	104	104	100%
LA SOURCE	90 000	457 138	104	104	100%
CHÉCY	25 000	316 642	24	24	100%
INDICE CONSOLIDÉ AU NIVEAU DU SERVICE	100,00%				

1,80
points noirs par 100 km de
réseau pour l'exercice 2017

3 201
mètres de réseaux d'eaux
usées renouvelés

3.9 INDICE DE CONNAISSANCE DES REJETS AU MILIEU NATUREL (P255.3)

la connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux d'assainissement en temps sec et en temps de pluie.

L'indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (P255.3) permet de mesurer le niveau d'investissement du service dans

Un indice de 0 à 120 est attribué selon la connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux d'assainissement des eaux usées :

INDICE DE CONNAISSANCE DES REJETS AU MILIEU NATUREL PAR LES RÉSEAUX DE COLLECTE DES EAUX USÉES (P255.3)	POINTS ACCORDÉS	PÉRIMÈTRE DU RÉSEAU DE COLLECTE DES EAUX USÉES (PAR STEP)					
		LA CHAPELLE SAINT-MESMIN	ÎLE ARRAULT	LA SOURCE	CHÉCY	CHANTEAU LA TREILLE	CHANTEAU LE BERCEAU
A – ÉLÉMENTS COMMUNS À TOUS LES TYPES DE RÉSEAUX							
Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement...)	20	20	20	20	20	20	20
Évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés)	10	10	10	10	10	10	10
Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en oeuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement	20	20	20	20	20	20	20
Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement	30	30	30	30	30	30	30
Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement	10	10	10	10	10	10	10
Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur	10	10	0	0	0	10	10
B – POUR LES SECTEURS ÉQUIPÉS EN RÉSEAUX SÉPARATIFS OU PARTIELLEMENT SÉPARATIFS							
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total	10	10	0	0	0	0	0
C – POUR LES SECTEURS ÉQUIPÉS EN RÉSEAUX UNITAIRES OU MIXTES							
Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage	10	10	0	0	10	0	0
INDICATEUR POUR CHAQUE PÉRIMÈTRE							
Pollution collectée sur le territoire correspondant estimée en DBO5 (moyenne mensuelle annuelle: kg/mois)		374 065	94 230	38 095	26 387	809	0
INDICATEUR CONSOLIDÉ AU NIVEAU DE SERVICE	112						

Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points.

Cet indicateur consolidé à l'échelle des 6 stations d'épuration d'Orléans Métropole à partir de l'évaluation de la charge en DBO₅ pour chaque station, s'élève à 112 (111 en 2016). Le chiffre est stable par rapport à l'année dernière. L'aboutissement du schéma directeur et de l'étude d'instrumentation des déversoirs permettra à l'horizon 2019-2020 d'atteindre une valeur de 120.

3.10 DURÉE D'EXTINCTION DE LA DETTE DE LA COLLECTIVITÉ (P256.2)

Au 31 décembre 2017, la durée d'extinction de la dette est de 1,8 ans.

3.11 TAUX D'IMPAYÉS SUR LES FACTURES DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE (P257.0)

Au 31 décembre 2017, le taux d'impayés est de 1,30 %.

3.12 TAUX DE RÉCLAMATIONS (P258.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'assainissement collectif (réseau engorgé, problème d'odeur...), à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (erreur de volume facturé, changement de libellé de facture...).

La règle de calcul de l'indicateur est la suivante :

$$\frac{\text{nombre de réclamations laissant une trace écrite}}{\text{nombre d'abonnés} \times 1\,000}$$

TAUX DE RÉCLAMATIONS	RÉGIE	DSP
Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur	89	31
Nombre d'abonnés desservis par chaque opérateur	54 749	21 679
Taux de réclamations écrites pour chaque opérateur ‰	1,63	1,43
TAUX DE RÉCLAMATION ÉCRITE CONSOLIDÉ À L'ÉCHELLE DU SERVICE ‰	1,57	

Le tableau ci-dessus présente le nombre de réclamations écrites concernant les services de collecte des eaux usées et unitaires.

Le taux de réclamation écrite (indicateur P258.1) à l'échelle des 22 communes s'élève à 1,57 ‰ contre 1,78 ‰ en 2016. Cette diminution s'explique car en 2016 un certain nombre de réclamation était lié au phénomène d'inondation vécu lors des mois de mai et juin.

4 L'ACTIVITÉ DU SERVICE

4.1 LES FAITS MARQUANTS

4.1.1 LUNETTES 3D

LA RÉALITÉ VIRTUELLE AU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT : À ORLÉANS MÉTROPOLE, LES STATIONS DE TRAITEMENT SE VISITENT EN 3D !

La Direction du Cycle de l'Eau et des Réseaux d'Énergie innove et propose désormais des visites, en 3D et en réalité virtuelle, de ses stations d'épuration. Cet outil novateur et pédagogique permet aux visiteurs de découvrir l'assainissement et les stations d'Orléans Métropole, de manière ludique et en toute sécurité. En pleine expansion, la réalité virtuelle permet de pénétrer dans des univers synthétiques créés sur internet. Déclinée dans de nombreux domaines, cette technologie est un outil formidable pour aborder la question de l'assainissement de manière plus interactive. C'est notamment pour cette raison qu'Orléans Métropole, en partenariat avec Véolia EAU et OBVI, propose désormais aux visiteurs de ses stations d'épuration (près de 3 000 personnes chaque année) un nouveau parcours

pédagogique : la réalité virtuelle. Ainsi, une modélisation 3D et immersive de l'intégralité des 6 stations de traitement d'Orléans Métropole a été réalisée.

En pratique, 20 casques de réalité virtuelle et 20 smartphones sont à disposition des visiteurs. Une application a été développée et permet de visualiser les différentes stations positionnées sur le territoire d'Orléans Métropole. Le smartphone est placé à l'intérieur du casque et l'utilisateur peut ensuite survoler l'ensemble du territoire en vision aérienne, choisir sa station de traitement et zoomer sur l'usine choisie pour en découvrir le fonctionnement à l'aide d'une vision piéton. Le déploiement de ce nouveau dispositif répond à plusieurs objectifs :

- Permettre à tous les visiteurs de visiter les installations, en toute sécurité ;
- Présenter la politique d'assainissement d'Orléans Métropole ;
- Faire de la pédagogie auprès des visiteurs sur des enjeux environnementaux.

Ces visites virtuelles sont accessibles à tous : étudiants, associations ou encore grand public, dans le cadre notamment de portes ouvertes des stations d'épuration.



1. Mise en place du casque et de l'application sur le smartphone



2. Vision aérienne de l'ensemble des stations de la Métropole et choix du site



3. Téléportation vers la station définie et vision piéton activée pour une visite interactive et sécurisée du site



4. Pendant la visite, une goutte d'eau accompagne l'utilisateur pour répondre à ses questions ou l'orienter

4.1.2 PARC ADELIS

La zone d'activités d'Ingré, Saint-Jean-de-la-Ruelle et La Chapelle-Saint-Mesmin a été aménagée et commercialisée par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret entre 1965 et 1974.

Cette zone a fait l'objet d'un programme d'actions défini par le bureau d'étude SEAF lors de la rétrocession du parc en 2007. Pour la partie assainissement, ce programme comprend la **création d'un bassin de rétention, la réhabilitation des bassins existants et le renforcement de certains collecteurs.**

Ces travaux ont été structurés en 3 phases aujourd'hui finalisées. Un bassin de rétention enterré a ainsi été construit en 2012 au cœur du parc d'activité. Des bassins existants ont été réhabilités et le redimensionnement de certains collecteurs a été initié dès 2014.



Travaux du Parc ADELIS

Les travaux menés en 2017 concernent le renforcement d'environ 2,8 km de réseaux visant à augmenter la capacité d'écoulement et donc à **limiter les risques d'inondations dans le parc d'activités.**

Ces travaux ont été initiés dans le courant de l'été 2017 et se sont achevés début 2018.

Ces travaux, menés dans une zone à forte activité économique, ont nécessité une concertation importante avec l'association du parc et les communes afin de minimiser la gêne occasionnée pour les entreprises, notamment au niveau des accès.

Une enveloppe globale de 6 millions d'euros a été investie dans la réalisation de travaux d'assainissement dans le parc d'activités d'Ingré, Saint-Jean-de-la-Ruelle et La Chapelle-Saint-Mesmin depuis la signature de la rétrocession, dont 2,5 millions d'euros pour cette dernière phase de travaux.

4.1.3 EXEMPLES DE TRAVAUX

Au travers du programme pluriannuel d'investissement des travaux d'assainissement voté pour le mandat, l'activité 2017 a notamment été marquée par la **réalisation de chantiers visant à limiter les risques d'inondations des usagers provenant de ruissellements diffus, à optimiser le fonctionnement des canalisations et à participer à l'amélioration de la qualité des rivières.**

C'est à Boigny-sur-Bionne qu'un chantier de redimensionnement de la canalisation d'eau pluviale existante, rue du Canal, ainsi que la création de deux exutoires vers le bief de la Bionne s'est déroulé mi 2017 pour un budget de 250 k€. Les résultats attendus vont permettre de transporter une plus grande quantité d'eau issue du ruissellement de surface dans les canalisations et, en cas de surcharge du réseau, de déverser le surplus au milieu naturel. Afin de se prémunir des mises en charge du réseau, il est néanmoins conseillé aux habitants d'installer un clapet anti-retour.



Travaux eaux pluviales à Boigny



L'optimisation du fonctionnement des réseaux d'assainissement est une nécessité pour assurer un service de qualité à l'utilisateur. **Un bassin de délestage de 280 mètres cube a été installé dans la rue du Chêne Maillard à Saran fin 2017.** Il prend la forme de trois modules béton enterrés et connectés au réseau existant dont le fonctionnement a également été amélioré avec un budget de 500 k€. L'engouffrement des eaux de voirie est donc facilité et le risque d'inondation ainsi limité. Afin de se prémunir des mises en charge du réseau, il est néanmoins conseillé aux habitants d'installer un clapet anti-retour.

L'extension du réseau d'eaux usées collectif peut participer à la réduction du risque de diffusion de pollution dans les rivières. C'est le **Loiret** qui a pu bénéficier de la réduction de ce risque avec **la création de la canalisation d'eau usée** rue de la Jarry à Olivet mi 2017 pour un budget de 200 k€. Les systèmes d'assainissement non collectifs, qui pour une majorité étaient vétustes, vont être supprimés progressivement et les effluents raccordés sur le réseau nouvellement créé.



Bassin de délestage à Saran

4.2 BILAN DE L'ACTIVITÉ

4.2.1 L'EXPLOITATION DU RÉSEAU DE COLLECTE DES EFFLUENTS

Les activités suivantes ont été réalisées en 2017 :

- **Le curage des ouvrages** (nettoyage des réseaux, des bouches d'égouts, des avaloirs, des ouvrages de décantations, des déshuileurs, des postes de relèvement et des branchements) ;
- **Les interventions de débouchages et les interventions ponctuelles ;**
- **Les travaux de réparation des réseaux ;**
- **Les Inspections TéléVisées des réseaux (ITV) ;**
- **La métrologie et la modélisation ;**
- **Le contrôle de conformité.**

Ces interventions sur les ouvrages d'eaux usées ou d'eaux pluviales sont réparties entre la régie, les prestataires privés intervenant par le biais des marchés de prestation de services et la SERA sur le territoire délégué.

Les chiffres clés de l'activité sont présentés dans les tableaux ci-après.



Création canalisation d'eaux usées à Olivet

93,217
km de réseaux
d'eaux pluviales curés

Le curage des ouvrages d'assainissement

Le tableau, ci-dessous, synthétise les diverses interventions de curage et d'entretien des ouvrages.

Certains secteurs sont entretenus plus fréquemment en raison de problèmes récurrents, tels que des obstructions liées à la présence de graisses ou à une faible pente.

Suite aux inondations de 2016, un effort particulier a été réalisé sur l'entretien du réseau d'eaux pluviales, d'où une augmentation à 93,217 km de réseaux curés contre 65,383 km en 2016 et une augmentation de l'entretien des dessableurs/déshuileurs (102 entretiens réalisés contre 43 en 2016). Le linéaire sur les réseaux d'eaux usées/unitaires est de 184,800 km contre 195,832 km en 2016.

COMMUNES	EP (MÈTRES LINÉAIRES)			EU- UNITAIRE (MÈTRES LINÉAIRES)			DÉSSABLEURS-DÉSHUILEURS			GRILLES ET AVALOIRS (À L'UNITÉ)		
	RÉGIE			RÉGIE			RÉGIE			RÉGIE		
	RÉGIE	PRESTAIRE PRIVÉ	DÉLÉGATAIRE	RÉGIE	PRESTAIRE PRIVÉ	DÉLÉGATAIRE	RÉGIE	PRESTAIRE PRIVÉ	DÉLÉGATAIRE	RÉGIE	PRESTAIRE PRIVÉ	DÉLÉGATAIRE
BOIGNY-SUR-BIONNE	0	0	2 072	0	0	3 837	0	0	3	0	0	272
BOU	0	0	828	0	0	2 627	0	0	0	0	0	128
CHANTEAU	0	0	667	0	0	1 119	0	0	0	0	0	131
CHÉCY	0	0	3 932	0	0	7 968	0	0	4	0	0	786
COMBLEUX	0	0		464	4 435		1	1		12	150	
FLEURY-LES-AUBRAIS	550	0		1 781	20 017		1	9		22	1 600	
INGRÉ	1 418	0		2 923	7 176		3	3		46	0	
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	230	0		3 045	0		1	0		233	0	
MARDIÉ	35	0	2 033	0	0	3 443	0	0	1	0	0	308
MARIGNY-LES-USAGES	835	4 575		380	0		0	2		0	172	
OLIVET	0	0	4 950	0	0	13 121	0	0	8	0	0	1 784
ORLÉANS	2 946	0	4 069	4 374	12 744	10 964	2	4	6	430	266	741
ORMES	1 345	22 511		1 482	1 414		2	5		63	711	
SAINT-CYR-EN-VAL	1 840	0		674	0		1	7		87	0	
SAINT-DENIS-EN-VAL	0	0	3 979	0	0	7 400	0	0	2	0	0	
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN	0	0	1 797	0	0	2 841	0	0	2	0	0	929
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	830	3 135		3 219	17 504		1	10		25	1 600	315
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	523	0		2 208	10 154		0	9		3	500	
SAINT-JEAN-LE-BLANC	0	0	6 640	0	0	4 241	0	0	1	0	0	
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN	0	0	2 554	0	0	6 840	0	0	2	0	0	1 111
SARAN	320	9 363		5 363	19 495		1	4		62	1 846	577
SEMOY	880	8 360		1 547	0		4	2		3	378	
TOTAL	11 752	47 944	33 521	27 460	92 939	64 401	17	56	29	986	7 223	7 082

Les interventions de débouchage et les interventions ponctuelles

Le service assainissement et le délégataire effectuent à titre curatif, de nombreuses interventions ponctuelles répertoriées dans le tableau suivant :

COMMUNES	ANNÉE 2017					
	NOMBRE D'INTERVENTIONS					
	DÉBOUCHAGE RÉSEAUX EU ET BRANCHEMENTS		DÉBOUCHAGE RÉSEAUX EP ET GRILLES AVALOIRS		DIVERS (POMPAGE PANIERS, NETTOYAGE BASSINS, LAVAGE OUVRAGES,...)	
	RÉGIE	DÉLÉGATAIRE	RÉGIE	DÉLÉGATAIRE	RÉGIE	DÉLÉGATAIRE
BOIGNY-SUR-BIONNE	0	3	0	0	0	12
BOU	0	0	0	0	0	3
CHANTEAU	0	7	0	0	0	13
CHÉCY	0	24	0	3	0	25
COMBLEUX	0	0	0	0	1	0
FLEURY-LES-AUBRAIS	3	0	27	0	5	0
INGRÉ	9	0	9	0	4	0
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	1	0	12	0	2	0
MARDIÉ	0	8	0	3	0	8
MARIGNY-LES-USAGES	0	0	0	0	0	0
OLIVET	0	36	0	0	0	46
ORLÉANS	33	21	200	4	5	68
ORMES	12	0	25	0	3	0
SAINT-CYR-EN-VAL	6	0	9	0	1	0
SAINT-DENIS-EN-VAL	0	15	0	1	0	32
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN	0	1	0	0	0	14
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	8	0	60	0	8	0
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	0	0	0	0	2	0
SAINT-JEAN-LE-BLANC	0	26	0	0	0	27
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN	0	10	0	0	0	48
SARAN	10	0	72	0	3	0
SEMOY	8	0	2	0	2	0
TOTAL	90	151	416	11	36	296

Intervention d'un égoutier dans un poste

Toutes les interventions sont réalisées en domaine public.

Les travaux de réparation des réseaux

Ces travaux de réparation consistent en des travaux de maçonnerie, principalement des remplacements ou réparations de tampons d'assainissement, de regards, de grilles avaloirs, de bouches d'égout, de canalisations cassées, de branchements, d'excavations et de têtes de ponts de fossés.

À la suite d'une excavation, l'opération de réparation consiste alors à ouvrir une tranchée pour réparer la canalisation ou le regard défectueux ou bien pour procéder au remplacement de la canalisation.

Les interventions sur les branchements sont réalisées sous le domaine public à la suite d'un diagnostic ayant permis de déceler une rupture de canalisation, un problème de racines obstruant le branchement ou un affaissement de la canalisation. Le branchement est alors soit réparé, soit remplacé.

Les têtes de ponts sont des ouvrages situés en extrémité des busages de fossés qui nécessitent parfois une remise en état.

Au total, **441 interventions de travaux de maçonnerie** ont été réalisées en 2017 sur les 22 communes d'Orléans Métropole.

NOMBRE D'INTERVENTIONS DE MAÇONNERIE SUR OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT EU ET EP									
COMMUNES	SUR TAMPONS, GRILLES OU REGARDS		EXCAVATIONS		RÉPARATIONS BRANCHEMENTS		DIVERS (TROUS DE RATS...)		TOTAL
	RÉGIE	DÉLÉGATAIRE	RÉGIE	DÉLÉGATAIRE	RÉGIE	DÉLÉGATAIRE	RÉGIE	DÉLÉGATAIRE	
BOIGNY-SUR-BIONNE	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BOU	0	1	0	0	0	0	0	0	1
CHANTEAU	0	0	0	0	0	0	0	1	1
CHÉCY	0	9	0	1	0	1	0	0	11
COMBLEUX	0	0	1	0	0	0	0	0	1
FLEURY-LES-AUBRAIS	16	0	1	0	0	0	2	0	19
INGRÉ	20	0	0	0	0	0	4	0	24
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	16	0	0	0	1	0	7	0	24
MARDIÉ	0	9	0	0	0	0	0	1	10
MARIGNY-LES-USAGES	3	0	0	0	0	0	0	0	3
OLIVET	0	22	0	3	0	0	0	0	25
ORLÉANS	57	21	1	3	2	2	17	2	105
ORMES	6	0	0	0	0	0	13	0	19
SAINT-CYR-EN-VAL	12	0	0	0	1	0	1	0	14
SAINT-DENIS-EN-VAL	0	4	0	0	0	0	0	0	4
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN	1	5	0	0	0	0	0	0	6
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	24	0	0	1	0	9	0	0	34
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	31	0	0	0	0	0	1	0	32
SAINT-JEAN-LE-BLANC	0	2	0	1	0	2	0	0	5
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN	0	7	0	1	0	0	0	0	8
SARAN	74	0	2	0	0	0	12	0	88
SEMOY	7	0	0	0	0	0	0	0	7
TOTAL	267	80	5	10	4	1	57	2	441

Les inspections télévisées des réseaux

Le service assainissement procède à des inspections télévisées des réseaux permettant d'effectuer des diagnostics structurels des collecteurs.

Ces diagnostics sont faits, soit lors d'un projet de réfection de voirie, soit lors de suspicion de défaut sur des ouvrages ou sur des branchements, soit simplement dans le cadre de la surveillance.



Camion ITV de la DCERE



Camions hydrocureurs de la DCERE



Réfection d'un regard



Enrochement arrivée Eaux Pluviales dans le bassin pole 45 à Ormes

241 interventions de contrôle

57,110 km d'inspection télévisée des réseaux

4 431

interventions de réparation
ou entretien des postes
de relevage d'eaux usées
et pluviales

COMMUNES	DÉLÉGATAIRES		RÉGIE				TOTAL PAR COMMUNE		
			DIRECTE		PRESTATAIRES				
	NOMBRE INTERVEN- TIONS	LINÉAIRES INSPECTÉS EN ML	NOMBRE INTERVEN- TIONS	LINÉAIRES INSPECTÉS EN ML	NOMBRE INTERVEN- TIONS	LINÉAIRES INSPECTÉS EN ML	NOMBRE INTERVEN- TIONS	LINÉAIRES INSPECTÉS EN ML	LON- GUEUR MOYENNE D'UNE INTER- VENTION EN ML
BOIGNY-SUR-BIONNE	7	1199	0	0	0	0	7	1199	171
BOU	3	309	0	0	0	0	3	309	103
CHANTEAU	1	667	0	0	0	0	1	667	667
CHÉCY	27	7063	0	0	0	0	27	7063	262
COMBLEUX			1	84	0	0	1	84	84
FLEURY-LES-AUBRAIS			25	1601	0	0	25	1601	64
INGRÉ			6	98	2	7176	8	7274	909
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN			7	305	0	0	7	305	44
MARDIÉ	7	1126	0	0	0	0	7	1126	161
MARIGNY-LES-USAGES			0	0	0	0	0	0	0
OLIVET	27	6755	1	35	0	0	28	6790	242
ORLÉANS	9	3127	43	3409	6	3238	58	9774	169
ORMES			2	452	1	1414	3	1866	622
SAINT-CYR-EN-VAL			1	374	0	0	1	374	374
SAINT-DENIS-EN-VAL	1	395	0	0	0	0	1	395	395
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN	2	1166	0	0	0	0	2	1166	583
SAINT-JEAN-DE-BRAYE			12	969	2	2276	14	3245	232
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE			16	728	2	967	18	1696	94
SAINT-JEAN-LE-BLANC	6	2100	0	0	0	0	6	2100	350
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN	1	44	0	0	0	0	1	44	44
SARAN			16	1383	3	7893	19	9276	488
SEMOY			4	757	0	0	4	757	189
TOTAL	91	23 951	134	10 196	16	22 964	241	57 110	237

En 2017, il a été effectué 241 interventions de contrôle représentant 57,110 km de réseau inspectés.

Les campagnes de dératisation

Deux campagnes annuelles de dératisation sont effectuées sur les 22 communes d'Orléans Métropole, l'une au printemps, l'autre en automne. Le traitement s'effectue tous les 3 tampons avec une attention particulière au croisement des réseaux eaux usées et eaux pluviales ainsi qu'à proximité des établissements de restauration, de stockage alimentaire, des grandes surfaces, des abattoirs ou des emplacements où se déroulent les marchés forains.

Les interventions sur les postes de relevage

La maintenance des postes de relevage assurée en régie et par le délégataire consiste en diverses interventions (nettoyage, pompage, débouchage et vérification de l'étanchéité des pompes, vérification du fonctionnement du poste, contrôle des armoires électriques de commande...).

En 2017, il a été effectué 4 431 interventions de réparation ou d'entretien sur les postes de relevage eaux usées et eaux pluviales.

Différentes réparations sont réalisées sur les stations de relevage afin de :

- Renouveler les matériels mécaniques (canalisations, clapets, vannes, paniers) ;
- Renouveler les éléments électromécaniques et les armoires électriques de gestion de ces équipements (platines d'automatisme, transmetteurs d'alarme, capteurs de niveaux, appareils de protection) ;
- Mettre en place de nouveaux appareils électriques pour assurer un meilleur rendement et réaliser des économies ;
- Remplacer les pompes défectueuses ou les éléments mécaniques.

INTERVENTIONS SUR LES STATIONS DE RELEVAGE (À L'UNITÉ)			
COMMUNES	RÉGIE	DÉLÉGATAIRE	TOTAL PAR COMMUNE
BOIGNY-SUR-BIONNE	9	179	188
BOU	0	36	36
CHANTEAU	0	191	191
CHÉCY	0	442	442
COMBLEUX	12		12
FLEURY-LES-AUBRAIS	60		60
INGRÉ	79		79
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	28	1	29
MARDIÉ	0	196	196
MARIGNY-LES-USAGES	21		21
OLIVET	0	634	634
ORLÉANS	16	753	769
ORMES	44		44
SAINT-CYR-EN-VAL	53	5	58
SAINT-DENIS-EN-VAL	0	461	461
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN	0	106	106
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	89	3	92
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	52		52
SAINT-JEAN-LE-BLANC	0	375	375
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN	0	480	480
SARAN	88		88
SEMOY	18		18
TOTAL	569	3 862	4 431

Accumulation de lingettes
dans un poste générant des
dysfonctionnements

De plus en 2017, les stations de relevage citées ci-dessous ont fait l'objet de travaux de renouvellement réalisés par la régie ou par le délégataire.

En annexe est joint un tableau détaillé des travaux de renouvellement par station de relevage réalisés par la régie ou le délégataire.

NOMBRE D'INTERVENTIONS POUR RÉNOVATION		
COMMUNES	RÉGIE	DÉLÉGATAIRE
BOIGNY-SUR-BIONNE		3
BOU		0
CHANTEAU		5
CHÉCY		6
COMBLEUX	1	
FLEURY-LES-AUBRAIS	3	
INGRÉ	2	
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	3	
MARDIÉ		5
MARIGNY-LES-USAGES	0	
OLIVET		8
ORLÉANS	2	13
ORMES	2	
SAINT-CYR-EN-VAL	1	
SAINT-DENIS-EN-VAL		2
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN		1
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	1	
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	2	
SAINT-JEAN-LE-BLANC		3
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN		4
SARAN	2	
SEMOY	1	
TOTAL	20	50



Changement d'une pompe de 55 kW - 436 l/s à la station Roche à Saint-Jean-de-la-Ruelle par le service assainissement



Remplacement des pompes sur le poste Eaux Usées et Eaux Pluviales de pôle 45 à Ormes

4.2.2 LA GESTION PATRIMONIALE

La métrologie des réseaux

La métrologie des réseaux est la mise en œuvre concrète de l'obligation d'autosurveillance des réseaux d'assainissement, instituée par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et précisée par l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015. Elle consiste à mesurer les volumes d'eaux usées transitant dans les réseaux d'eaux usées stricts ou unitaires. Les principaux points de délestage des réseaux unitaires vers le milieu naturel, communément appelés déversoirs d'orage, sont également mesurés ainsi que la pluviométrie afin de connaître son impact sur les volumes d'eau en transit.

Le but de cette autosurveillance est double, elle permet :

- De quantifier et à terme de réduire l'impact sur le milieu naturel des rejets lors d'épisodes pluvieux ;
- D'identifier et de supprimer les apports d'eaux parasites² transitant dans les réseaux d'eaux usées stricts, et par là même d'améliorer le rendement des stations d'épuration.

La mission métrologie en 2017

L'année 2017 s'inscrit dans la continuité depuis 2008 avec l'amélioration de la qualité des chaînes de mesure.

L'intégration de 7 nouveaux débitmètres électromagnétiques en 2017 (les 5 arrivées en entrée de la station d'épuration de Chécy et les postes de refoulement à la sortie des communes de Saint-Hilaire-Saint-Mesmin et Saint-Pryvé-Saint-Mesmin) permet d'accroître la connaissance du fonctionnement des réseaux, facilite l'autosurveillance et le diagnostic permanent des réseaux.

La maintenance des sites de mesures est confiée depuis mars 2009 à la société SEMERU, dont le marché a été renouvelé en 2016 pour une durée de 4 ans (2017-2020).

Leur expérience dans ce métier contribue à fiabiliser la qualité de la mesure et à améliorer les conditions de maintenance des sites.



Débitmètre électromagnétique en sortie de la commune de Saint-Hilaire-Saint-Mesmin



Équipement des 5 arrivées à la station d'épuration de Chécy

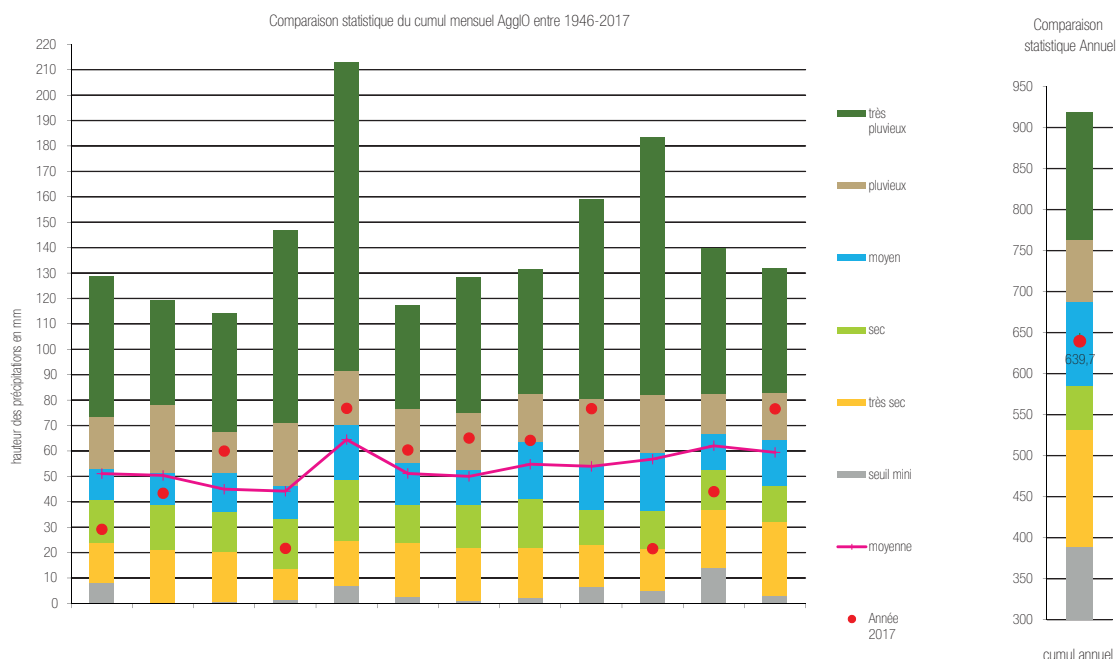
² Deux familles d'eaux parasites sont définies. D'une part, les "Eaux Parasites d'Infiltration" (EPI) constituées d'eaux de nappe souterraine qui s'infiltrent à cause de la vétusté des canalisations qui deviennent moins étanches au fil du temps, et, d'autre part, les "Eaux Parasites de Captage" (EPC) qui sont liées à la présence d'eaux pluviales dans les réseaux d'eaux usées.

Pluviométrie

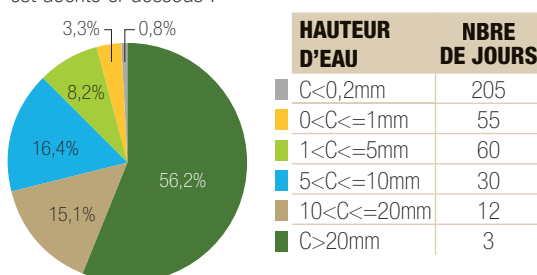
Le cumul annuel classe l'année 2017 dans la moyenne avec 639,7mm pour une moyenne interannuelle de 643,4mm.

Le plus fort cumul journalier a été mesuré à Orléans La Source (PL1) le 23 juillet avec 27,8mm.

Le graphique suivant permet de qualifier la moyenne du cumul des précipitations mensuelles des pluviomètres en service (point rouge) par rapport à 70 ans de données locales. Chacune des couleurs représente un quantile de 20% d'années.



En 2017, 43,8% des jours ont été pluvieux contre 59% en 2014 (année pluvieuse). La répartition des cumuls journaliers est décrite ci-dessous :



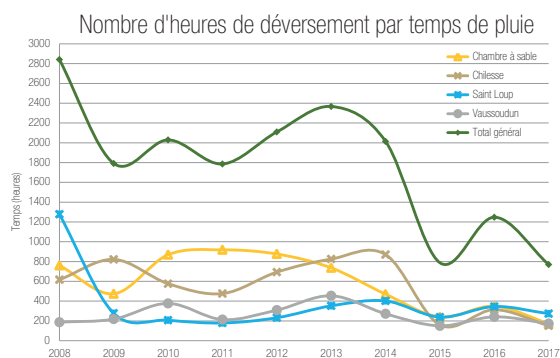
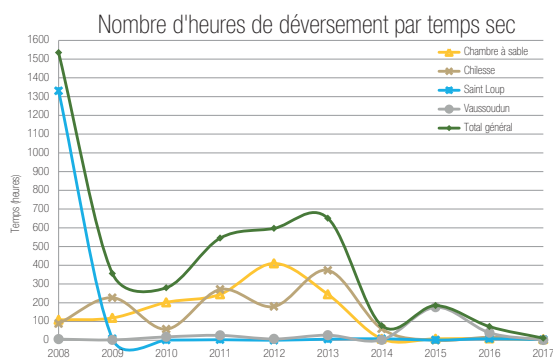
Le bilan 2017 est complet pour les 4 déversoirs grâce aux travaux d'amélioration menés sur la chambre à sable et ses ouvrages associés.

Les temps de déversement continuent de diminuer par temps sec grâce à une meilleure maîtrise du réseau et par temps de pluie moyennant les travaux réalisés sur la chambre à sable et postes de Loire ainsi que l'optimisation du fonctionnement du bassin de la Chillesse.

Mesures des volumes déversés en Loire

Le bilan comparatif sur les volumes déversés en Loire s'appuie sur les quatre principaux déversoirs unitaires instrumentés de points de mesures permanents sur la rive nord.

Les deux graphiques suivants présentent les temps de déversements annuels en heures pour chaque déversoir depuis 2008 en différenciant les déversements temps sec (pluie inférieure à 1mm) des déversements temps de pluie.



Les ouvrages de lutte contre les déversements obtiennent les meilleurs bilans depuis leur création grâce aux ajustements des maintenances et à l'optimisation des automatismes. Ces améliorations ont permis de diminuer les périodes de chômage des ouvrages de la chambre à sable et du

bassin de la Chillesse, et d'augmenter significativement leurs performances de captage des effluents.

Ainsi, le bassin de la Chillesse a contribué à 63 reprises à diminuer voir supprimer les déversements unitaires sur la commune de

Saint-Jean-de-la-Ruelle en captant **193 000 m³**, restitués à la station d'épuration de La Chapelle-Saint-Mesmin.

La chambre à sable a transféré à 91 reprises des effluents vers la filière eaux pluviales de l'Île Arrault représentant 1 063 000 m³ d'effluents traités supplémentaires avant rejet en Loire.

La conformité des systèmes de collecte en 2017

L'arrêté de 2015 a précisé la notion de conformité de nos réseaux de collecte et impose aux collectivités d'accroître leur connaissance sur les rejets au milieu naturel afin de pondérer la part des effluents rejetés au milieu naturel avec la part traitée par les stations d'épuration.

Au regard de ces critères, seul le système de collecte d'Orléans La Source est conforme avec moins de 20 déversements au milieu naturel (déversoir de Saint-Cyr-en-Val vers le Dhuy).

Le système de collecte de l'Île Arrault est conforme dans l'état de connaissance de nos réseaux (1 déversoir sur 7 instrumenté comptabilisant moins de 20 déversements par an). L'instrumentation des 6 déversoirs restants, réalisés fin 2016, n'est pas totalement concluante et sera complétée en 2018-2019 afin d'établir un bilan plus exhaustif.

Le système de collecte de Chécy est conforme en 2017 selon l'état de connaissance des volumes déversés avec 3,1% de rejet des effluents produits par le bassin versant unitaire contre 5% réglementaire. Cependant, seul le déversoir du réseau unitaire vers le canal est comptabilisé, la surverse des bassins de Gaudigny n'est pas prise en compte et pourrait très certainement rendre le système non conforme.

Le système de collecte de La Chapelle-Saint-Mesmin est également non conforme sur l'aspect flux de pollution avec 14,6% de rejet des effluents produits par le bassin versant unitaire directement vers le milieu naturel (11,2% en retirant les pluies exceptionnelles supérieures à 20 mm).

Les contraintes réglementaires sont très fortes notamment pour les réseaux unitaires, l'arrêté de 2015 ne différenciant pas les systèmes de collecte strictement séparatifs et unitaires. Les modalités de conformité sont en cours de discussion avec les services de l'État afin de définir les objectifs à atteindre.

Les perspectives 2018

Afin de répondre au mieux aux exigences réglementaires, de s'affranchir des incertitudes de calcul et d'assurer l'évaluation de la conformité des systèmes de collecte supérieurs à 2 000 EH, Orléans Métropole a passé un marché d'études avec la société 3DEau pour définir pour les **36 déversoirs recensés** sur le territoire d'Orléans Métropole une méthode d'évaluation des volumes déversés au milieu naturel.

Pour certains, cela consistera à fiabiliser les dispositifs de mesure déjà présents sur site. Pour d'autres points, une étude plus approfondie sera nécessaire afin de déterminer la loi adaptée car ces derniers ne sont pas encore ou suffisamment équipés ou la loi utilisée est trop approximative.

4.2.3 LA POLICE DES REJETS

Conformément à l'article L.1331-4 du Code de la santé publique, Orléans Métropole doit contrôler la conformité des branchements des usagers qui sont raccordés aux collecteurs communautaires. Ces contrôles sont effectués en fonction des demandes émanant de diverses sources.

D'une part, les services d'urbanisme des communes en charge de l'instruction des Déclarations Attestant de l'Achèvement et de la Conformité des Travaux (DAACT) demandent un avis à la Direction du Cycle de l'Eau et des Réseaux d'Énergie sur le récolement et le contrôle des prescriptions assainissement notifiées dans l'arrêté de permis de construire. L'arrêté délivré par la commune est joint au certificat de récolement de travaux.

En 2017, **194 DAACT ont fait l'objet d'un contrôle.**

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du nombre de demandes depuis 2013 :

	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de demandes	125	94	107	110	194

D'autre part, des enquêtes sont réalisées à l'initiative des services ou sur demande des communes membres. Ces enquêtes permettent de :

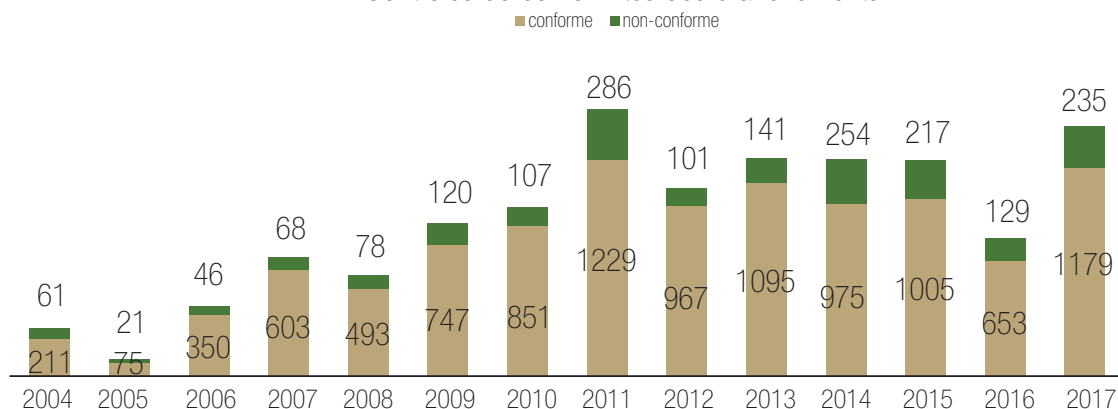
- Contrôler la conformité des branchements réalisés dans le cadre de la construction d'un nouveau collecteur eaux usées ;
- Constater une nuisance notifiée par le maire et ce, à la demande d'un usager ;
- Contrôler la présence d'eaux parasites (inversion de branchement) déclarée par le pôle exploitation des réseaux de la DCERE ;
- Contrôler la réalisation des branchements ainsi que la conformité des rejets à la suite de l'établissement de certificats de non-raccordement des propriétés en cours de cessions (demandes de renseignements des notaires pour lesquelles l'existence du branchement n'a pas été identifiée) ;
- Contrôler l'existence du collecteur voire du branchement pour l'usager qui réclame le non-assujettissement à la redevance d'assainissement, faute de connaissance de ceux-ci au droit de sa propriété ;
- Donner suite à une réclamation des usagers qui pensent être dispensés de la redevance assainissement (une dizaine de visites de contrôle par an).

Ces contrôles sont réalisés soit par les équipes en régie de la Police des Rejets soit par le prestataire de la DSP. Les résultats des contrôles sont les suivants :

- 1 414 contrôles ont été réalisés en 2017 ;
- 235 installations ont été constatées non-conformes.

Le graphique ci-après présente la totalité des résultats des contrôles effectués :

Contrôles de conformités des branchements



ZOOM SUR LES CONTRÔLES DE LA PRÉSENCE D'EAUX PARASITES SUR LA COMMUNE D'INGRÉ

Le service de la Police des Rejets a terminé en 2017 la campagne de contrôles suite aux nombreux cas d'inondation par reflux d'eaux usées lors de fortes pluies. Ces inversions de branchements représentent le raccordement par erreur d'eaux pluviales au réseau d'eaux usées, issues d'environ 28 000 m² de surface imperméabilisée. 75 % des usagers ont effectué les travaux de mise en conformité de leur raccordement d'eaux pluviales.

Le contrôle de conformité des branchements et effluents des établissements industriels, commerciaux et artisanaux.

La Direction du Cycle de l'Eau et des Réseaux d'Énergie est compétente pour contrôler la conformité des branchements et des effluents déversés dans le réseau public des établissements industriels.

En cas de pollution avérée, les services enjoignent l'industriel concerné à procéder au nettoyage du réseau interne.

En 2017, 4 interventions de dépollution ont été réalisées sur 4 sites industriels.

4.2.4 LES OPÉRATIONS DE TRAVAUX RÉALISÉS EN 2017

En 2017, la DCERE a réalisé de nombreux travaux sur tout le territoire de la Métropole dont notamment des travaux de réhabilitation de réseaux et des travaux structurants.

Les montants d'investissements liés à des opérations de réhabilitation des ouvrages ont été de 1,164 M€ pour l'exercice 2017 (chiffre global uniquement).

Les travaux de réhabilitation des réseaux

La réhabilitation consiste à rétablir un ouvrage dégradé dans ses fonctions d'origine ou, dans certains cas, à améliorer un ouvrage pour une durée déterminée.

Ses objectifs peuvent être multiples (structure, étanchéité, corrosion, abrasion). Elle s'appuie sur plusieurs techniques en fonction du niveau de dégradation du réseau :

- **Réparations ponctuelles** : rectification de défauts localisés (injection d'étanchement, chemisage partiel, robot à fonctions multiples, robot découpeur...) ;

- **Rénovation** : travaux utilisant tout ou partie de l'ouvrage existant en améliorant ses performances actuelles (chemisage continu polymérisé en place, tubage, projection de bétons ou mortiers...) ;

- **Remplacement** : construction d'un réseau neuf se substituant à un réseau existant (tubage après éclatement...).

Les travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement sont tout aussi importants que les travaux de pose de réseaux neufs et se distinguent par la diversité des techniques disponibles et des conditions de réalisation (par exemple en milieu urbain dense).

Les techniques de réparation, de rénovation et les techniques de remplacement sans tranchée ou appelées aussi chemisage permettent de limiter les nuisances associées aux travaux.

Exemple de travaux de réhabilitation réalisés en 2017 :



Saint-Jean-de-la-Ruelle - rue Charles Beauhaire : réhabilitation de 220 ml du réseau d'eaux usées au moyen d'un chemisage réalisé par l'entreprise M3R



Semoy - rue de la Gourdonnerie : réhabilitation du réseau d'eaux pluviales par des travaux en tranchée ouverte

Les travaux structurants des réseaux

Les travaux structurants consistent en l'extension de réseaux ou la reprise de l'ensemble des contraintes extérieures qui peuvent impacter les réseaux existants (remblai, charges roulantes, nappe environnante).

Exemple de travaux structurants réalisés en 2017 :



La Chapelle-Saint-Mesmin/Ingré/Saint-Jean-de-la-Ruelle - Parc d'Activité ADELIS : Travaux de grossissement de 2,8 km de réseaux unitaires du parc d'activités

4.3 PROJET EN VUE D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DU SERVICE À L'USAGER ET LES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DU SERVICE

4.3.1 EXPERTISE H₂S

Les conduites de refoulement peuvent être à l'origine de production d'H₂S (hydrogène sulfuré) et des nuisances associées à la présence de ce gaz toxique : corrosion des ouvrages, odeurs nauséabondes, risques sanitaires pour le personnel exploitant et dysfonctionnements des stations d'épuration. L'émanation d'H₂S en différents points du réseau, résultant de la septicité des effluents, engendre les désordres suivants :

- Une dégradation prématurée des ouvrages d'assainissement exposés (bétons et tampons des regards, canalisations, équipements...) liée à la corrosion biochimique provoquée par l'H₂S ;
- Des émanations d'odeurs désagréables à nauséabondes, pouvant entraîner des nuisances pour les riverains des ouvrages concernés ;
- Un risque toxique pour le personnel intervenant sur le réseau d'assainissement. Le personnel doit intervenir en connaissance de cause et être équipé de capteur individuel de sécurité.

Une étude diagnostique H₂S a été réalisée en juin 2017 afin de connaître plus précisément la problématique (origines, évolution, conséquences) sur l'ensemble du réseau d'assainissement géré en régie, puis d'envisager des aménagements adaptés à l'élimination durable des nuisances liées à la production d'H₂S.

Les postes de refoulement suivants sont jugés critiques vis-à-vis de la problématique H₂S qu'ils génèrent en aval :

- Le poste PR CARLERIE à Ingré ;
- Le poste PR PASSE DEBOUT à Saran ;
- Le poste PR SEGRY à Marigny-les-Usages ;
- Le poste PR LAC EU à Orléans La Source.

Ces ouvrages nécessitent la mise en œuvre d'une solution efficace et pérenne. Orléans Métropole va donc engager des études de maîtrise d'œuvre en 2018 dans l'optique de démarrer des travaux en 2019.



4.3.2 INSTRUMENTATION DES DÉVERSOIRS D'ORAGES

La performance environnementale en matière d'assainissement passe notamment par la fiabilisation du dispositif de mesure déjà présent sur les infrastructures de la métropole et, pour les plus complexes, le recours à la modélisation en trois dimensions des écoulements.

Dans le cadre du respect de la réglementation, et plus particulièrement de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes collectifs et aux installations d'assainissement non collectif, la Métropole doit assurer le suivi de points fixes et permanents sur les déversoirs d'orages de plus de 2 000 Équivalents Habitants (>120kg/j de DBO₅).

Ce diagnostic permanent exigé pour les agglomérations de plus de 10 000 Équivalents Habitant (article 12 de l'arrêté du 21/07/2015) vise quatre objectifs :

- Connaître, en continu, le fonctionnement et l'état structurel du système d'assainissement ;
- Prévenir ou identifier dans les meilleurs délais les dysfonctionnements de ce système ;
- Suivre et évaluer l'efficacité des actions préventives ou correctrices engagées ;
- Exploiter le système d'assainissement dans une logique d'amélioration continue.

Afin d'appliquer cette réglementation dès 2018, Orléans Métropole a lancé mi 2017 une étude consistant à déterminer pour chaque déversoir une loi hauteur/débit permettant d'estimer les volumes déversés au milieu naturel et permettre d'évaluer la conformité de chaque système de collecte par temps de pluie. Les conclusions seront disponibles en 2018.

4.3.3 AVANCEMENT SCHÉMA DIRECTEUR

L'année 2017 a été marquée par le lancement des campagnes de recueil de données sur le terrain par le biais notamment d'inspections pédestres de certaines canalisations, d'inspections télévisuelles de réseaux et également de campagne de mesures. Les informations collectées ont été analysées et associées aux éléments existants pour créer un modèle hydraulique de fonctionnement du réseau. Celui-ci sera finalisé en 2018.

5

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INDICATEURS ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		VALEURS 2016	VALEURS 2017
D201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	282 290	284 515
D202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	55	59
D203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (tMs)	7 969	8 153
D204.0	Prix TTC du service au m ³ pour 120 m ³ (€/m ³)	2,369 €	2,416 €

INDICATEURS DE PERFORMANCE			
P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	98,52%	98,66%
P202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (points)	38	41
P203.3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié au regard de l'application de la directive ERU	Conforme	Conforme
P204.3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret de 2 mai 2006	Conforme	Conforme
P205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	Conforme	Conforme
P206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100%	100%
P251.1	Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (Nb/1000 hab.)	0,039 ‰	0,013 ‰
P252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau (Nb/100 km)	2,58	1,80
P253.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	0,04 %	0,15 %
P254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	100%	100%
P255.3	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	111	112
P256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	2,1 ans	1,8 ans
P257.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	1,82%	1,30%
P258.1	Taux de réclamations écrites (Nb/1000 hab.)	1,78‰	1,57 ‰

GLOSSAIRE / ABRÉVIATIONS

GLOSSAIRE

Avaloir : orifice situé en bordure de trottoir et permettant aux eaux de ruissellement de pénétrer dans le réseau de collecte. Les avaloirs peuvent être dotés de systèmes destinés à piéger la partie la plus visible des polluants : grilles ou paniers pour arrêter les flottants ou de cloisons siphonides ou dessableurs pour arrêter les matériaux les plus grossiers.

Décantation : ouvrage permettant la séparation des matières solides et plus denses que l'eau, qui en fonction de leur poids, se rassemblent à la partie basse d'un réceptacle.

Déshuileur : ouvrage permettant le prétraitement des hydrocarbures.

Dessableur : ouvrage permettant de piéger les matières en suspension.

Déversoir d'orage : point de délestage pour éviter la mise en charge des réseaux et les inondations lors d'épisodes pluvieux intenses.

Eaux parasites de captage (EPC) : eaux liées à la présence d'eaux pluviales dans les réseaux d'eaux usées.

Eaux parasites d'infiltration (EPI) : eaux constituées d'eaux de nappe souterraine qui s'infiltrent à cause de la vétusté des canalisations qui deviennent moins étanches au fil du temps.

Équivalent Habitant (EH) : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique ($1 \text{ EH} = 60 \text{ g de DBO}_5/\text{jour}$ ou $21,6 \text{ kg de DBO}_5/\text{an}$)

Excavation : trou se formant sur la chaussée en raison d'un affaissement de la canalisation situé en tréfonds. Les causes sont diverses et peuvent être liées à une rupture de canalisation, à un défaut d'étanchéité de la canalisation ou à des trous de rats.

Puisard : puits d'infiltration des eaux pluviales.

Regard : ouvrage d'accès au réseau disposé tous les 80 mètres environ et permettant la visite et le nettoyage des collecteurs.

Tampon : objet métallique généralement en fonte référencé selon différentes classes en fonction des usages qu'il en est fait (trottoir, voirie lourde...). Cet objet permet d'avoir un accès amovible à différents types d'ouvrages souterrains.

ABRÉVIATIONS

AC : Assainissement Collectif

ANC : Assainissement Non Collectif

AEP : Alimentation en Eau Potable

CAO : Commission d'Appel d'Offres

CCSPL : Commission de Consultation des Services Publics Locaux

CGCT : Code Général des Collectivités Territoriales

DAACT : Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux

DBO₅ : Demande Biologique en Oxygène en 5 jours

DCO : Demande Chimique en Oxygène

DCERE : Direction du Cycle de l'Eau et des Réseaux d'Énergie

DGA : Direction Générale Adjointe

DSP : Délégation de Service Public

EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunale

ICPE : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

ITV : Inspection TéléVisée

MES : Matières en Suspension

NTK : Azote Total Kjeldhal

PT : Phosphore Total

SPANC : Service Public Assainissement Non Collectif

STEP : STations d'EPuration

SERA : Société d'Exploitation des Réseaux de l'Assainissement

SIG : Système d'Information Géographique

SIVOM : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

ANNEXES

FACTURES D'EAUX USÉES DES 22 COMMUNES

Collecte et traitement des eaux usées

Boigny sur Bionne (au 1^{er} janvier 2018 : affermage SERA)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire	0,5118 €	10,00%	6,14 €	67,56 €	0,5180 €	10,00%	6,22 €	68,38 €	1,21%
	Consommation part collectivité	1,3482 €	10,00%	16,18 €	177,96 €	1,3620 €	10,00%	16,34 €	179,78 €	1,02%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Bou (au 1^{er} janvier 2018 : affermage SERA)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire	0,5118 €	10,00%	6,14 €	67,56 €	0,5180 €	10,00%	6,22 €	68,38 €	1,21%
	Consommation part collectivité	1,3482 €	10,00%	16,18 €	177,96 €	1,3620 €	10,00%	16,34 €	179,78 €	1,02%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Chanteau (au 1^{er} janvier 2018 : affermage SERA)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire	0,5118 €	10,00%	6,14 €	67,56 €	0,5180 €	10,00%	6,22 €	68,38 €	1,21%
	Consommation part collectivité	1,3482 €	10,00%	16,18 €	177,96 €	1,3620 €	10,00%	16,34 €	179,78 €	1,02%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

La Chapelle Saint Mesmin (au 1^{er} janvier 2018 : régie Orléans Métropole)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire									
	Consommation part collectivité	1,86 €	10,00%	22,32 €	245,52 €	1,88 €	10,00%	22,56 €	248,16 €	1,08%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Chécy (au 1^{er} janvier 2018 : affermage SERA)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire	0,5118 €	10,00%	6,14 €	67,56 €	0,5180 €	10,00%	6,22 €	68,38 €	1,21%
	Consommation part collectivité	1,3482 €	10,00%	16,18 €	177,96 €	1,3620 €	10,00%	16,34 €	179,78 €	1,02%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Combleux (au 1^{er} janvier 2018 : régie Orléans Métropole)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire									
	Consommation part collectivité	1,86 €	10,00%	22,32 €	245,52 €	1,88 €	10,00%	22,56 €	248,16 €	1,08%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Fleury les Aubrais (au 1^{er} janvier 2018 : régie Orléans Métropole)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire									
	Consommation part collectivité	1,86 €	10,00%	22,32 €	245,52 €	1,88 €	10,00%	22,56 €	248,16 €	1,08%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Ingré (au 1^{er} janvier 2018 : régie Orléans Métropole)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire									
	Consommation part collectivité	1,86 €	10,00%	22,32 €	245,52 €	1,88 €	10,00%	22,56 €	248,16 €	1,08%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Mardié (au 1^{er} janvier 2018 : affermage SERA)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire	0,5118 €	10,00%	6,14 €	67,56 €	0,5180 €	10,00%	6,22 €	68,38 €	1,21%
	Consommation part collectivité	1,3482 €	10,00%	16,18 €	177,96 €	1,3620 €	10,00%	16,34 €	179,78 €	1,02%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Marigny les Usages (au 1^{er} janvier 2018 : régie Orléans Métropole)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire									
	Consommation part collectivité	1,86 €	10,00%	22,32 €	245,52 €	1,88 €	10,00%	22,56 €	248,16 €	1,08%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Olivet (au 1^{er} janvier 2018 : affermage SERA)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire	0,5118 €	10,00%	6,14 €	67,56 €	0,5180 €	10,00%	6,22 €	68,38 €	1,21%
	Consommation part collectivité	1,3482 €	10,00%	16,18 €	177,96 €	1,3620 €	10,00%	16,34 €	179,78 €	1,02%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Orléans Nord Rive Droite et La Source (au 1^{er} janvier 2018 : régie Orléans Métropole)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire									
	Consommation part collectivité	1,86 €	10,00%	22,32 €	245,52 €	1,88 €	10,00%	22,56 €	248,16 €	1,08%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Orléans Sud Rive Gauche Hors La Source (au 1^{er} janvier 2018 : affermage SERA)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire	0,5118 €	10,00%	6,14 €	67,56 €	0,5180 €	10,00%	6,22 €	68,38 €	1,21%
	Consommation part collectivité	1,3482 €	10,00%	16,18 €	177,96 €	1,3620 €	10,00%	16,34 €	179,78 €	1,02%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Ormes (au 1^{er} janvier 2018 : régie Orléans Métropole)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire									
	Consommation part collectivité	1,86 €	10,00%	22,32 €	245,52 €	1,88 €	10,00%	22,56 €	248,16 €	1,08%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Saint Cyr en Val (au 1^{er} janvier 2018 : régie Orléans Métropole)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire									
	Consommation part collectivité	1,86 €	10,00%	22,32 €	245,52 €	1,88 €	10,00%	22,56 €	248,16 €	1,08%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Saint Denis en Val (au 1^{er} janvier 2018 : affermage SERA)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire	0,5118 €	10,00%	6,14 €	67,56 €	0,5180 €	10,00%	6,22 €	68,38 €	1,21%
	Consommation part collectivité	1,3482 €	10,00%	16,18 €	177,96 €	1,3620 €	10,00%	16,34 €	179,78 €	1,02%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Saint Hilaire Saint Mesmin (au 1^{er} janvier 2018 : affermage SERA)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire	0,5118 €	10,00%	6,14 €	67,56 €	0,5180 €	10,00%	6,22 €	68,38 €	1,21%
	Consommation part collectivité	1,3482 €	10,00%	16,18 €	177,96 €	1,3620 €	10,00%	16,34 €	179,78 €	1,02%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Saint Jean de Braye (au 1^{er} janvier 2018 : régie Orléans Métropole)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire									
	Consommation part collectivité	1,86 €	10,00%	22,32 €	245,52 €	1,88 €	10,00%	22,56 €	248,16 €	1,08%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Saint Jean de la Ruelle (au 1^{er} janvier 2018 : régie Orléans Métropole)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire									
	Consommation part collectivité	1,86 €	10,00%	22,32 €	245,52 €	1,88 €	10,00%	22,56 €	248,16 €	1,08%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Saint Jean le Blanc (au 1^{er} janvier 2018 : affermage SERA)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire	0,5118 €	10,00%	6,14 €	67,56 €	0,5180 €	10,00%	6,22 €	68,38 €	1,21%
	Consommation part collectivité	1,3482 €	10,00%	16,18 €	177,96 €	1,3620 €	10,00%	16,34 €	179,78 €	1,02%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Saint Pryvé Saint Mesmin (au 1^{er} janvier 2018 : affermage SERA)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire	0,5118 €	10,00%	6,14 €	67,56 €	0,5180 €	10,00%	6,22 €	68,38 €	1,21%
	Consommation part collectivité	1,3482 €	10,00%	16,18 €	177,96 €	1,3620 €	10,00%	16,34 €	179,78 €	1,02%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Saran (au 1^{er} janvier 2018 : régie Orléans Métropole)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire									
	Consommation part collectivité	1,86 €	10,00%	22,32 €	245,52 €	1,88 €	10,00%	22,56 €	248,16 €	1,08%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Collecte et traitement des eaux usées

Semoy (au 1^{er} janvier 2018 : régie Orléans Métropole)

Référence INSEE en m³ : 120

		2017				2018				Evolution en %
		Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2017	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2017	Montant unitaire € HT applicable au 1 ^{er} janvier 2018	TVA	Montant TVA	Montant € TTC applicable 1 ^{er} janvier 2018	
Partie fixe	Abonnement part délégataire									
	Abonnement part collectivité	16,18 €	10,00%	1,62 €	17,80 €	16,34 €	10,00%	1,63 €	17,97 €	0,99%
Partie proportionnelle	Consommation part délégataire									
	Consommation part collectivité	1,86 €	10,00%	22,32 €	245,52 €	1,88 €	10,00%	22,56 €	248,16 €	1,08%
	Consommation part Agence de l'eau *	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,18 €	10,00%	2,16 €	23,76 €	0,00%

* modernisation des réseaux de collecte

Tableau détaillé des travaux de renouvellement par station de relevage

COMMUNES	TRAVAUX SUR LES DIFFERENTS POSTES DE RELEVAGES	
	REGIE	DELEGATAIRE
ORLÉANS NORD	PR LA GARE - CHANGEMENT DES BARRES DE GUIDAGE / CANALISATIONS / CLAPETS / VANNES / CHANGEMENT 2 POMPES.	
	CHAMBRE A SABLE - ENTRETIEN POMPES ET CHANGEMENT DES PALETTES DES POMPES A VIDE	
ORLÉANS SUD		ORLEANS-PR CHATEAU DES MONTEES EU (Orléans rive gauche)-RVT-Armoire électrique
		ORLEANS-PR CHAMP DE MARS EU (Orléans rive gauche)-RVT-Pompe 1, Pompe 3 et Pompe 5
		ORLEANS-PR LA CALE EU (Orléans rive gauche)-RVT-Pompe 3
		ORLEANS-PR CROIX SAINT MARCEAU EU (Orléans rive gauche)-RVT-Pompe 1, Pompe 2 et Pompe 3
		ORLEANS-PR MAIL PLATANE EU (Orléans rive gauche)-RVT-Pompe 1
		ORLEANS-PR LA CALE EU (Orléans rive gauche)-RVT-pompe 1 et 4
		ORLEANS-PR LA CALE EU (Orléans rive gauche)-RVT-Télesurveillance
		ORLEANS-PR CLOS ROZE EU (Orléans rive gauche)-RVT-Pompe 2
		ORLEANS-PR CHAMPS AUX ANES EU (Orléans rive gauche)-RVT-Armoire électrique et télésurveillance
		ORLEANS-PR CLOS ROZE EU (Orléans rive gauche)-RVT-Armoire de commande
		ORLEANS-PR CHAMPS AUX ANES EU (Orléans rive gauche)-RVT-hydraulique, vannes, clapets
		ORLEANS-PR BARBOTTE EU (Orléans rive gauche)-RVT-pompe 1 et 2
		ORLEANS-PR BASSE MOUILLIERE EU (Orléans rive gauche)-RVT-pompe 1 et 2
		ORLEANS-PR BINOCHÉ EU (Orléans rive gauche)-RVT-pompe 1 et 2
		ORLEANS-PR BOIS GIRAULT (Orléans rive gauche)-RVT-pompe 1 et 2 + barres de guidages
		ORLEANS-PR CIGOGNE EU (Orléans rive gauche)-RVT-pompe 1 et 2
		ORLEANS-PR LA CALE EU (Orléans rive gauche)-RVT-hydraulique, vannes, clapets
		ORLEANS-PR LA CALE EU (Orléans rive gauche)-RVT-sonde de niveau
		ORLEANS-PR CHAMPS AUX ANES EU (Orléans rive gauche)-RVT-barres de guidages
		ORLEANS-PR CHATEAU DES MONTEES EU (Orléans rive gauche)-RVT-Pompes 1 et 2
		ORLEANS-PR ABBE DUBOIS (Orléans)-RVT-Pompe 2
ORMES	PR POLE 45 EP - CHANGEMENT DES 2 POMPES.	
	PR POLE 45 EU - CHANGEMENT DE 1 POMPE.	
SAINT-CYR-EN-VAL	PR STEP ST CYR - CHANGEMENT DES BARRES DE GUIDAGE / CANALISATIONS / CLAPETS / VANNES / CHANGEMENT 2 POMPES.	
SAINT-DENIS-EN-VAL		ST DENIS EN VAL-PR RUE DE LA BOULAIÉ EU (St Denis en Val)-RVT-télétransmission
		ST DENIS EN VAL-PR BRANSLES EU (St Denis en Val)-RVT-Pompe 1
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN		ST HILAIRE ST MESMIN-PR PONT DE LA PIE EU (St Hilaire St Mesmin)-RVT-Sonde de niveau
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	PR CHATAIGNIERS	

SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	BASSIN DE CHILESSE - CHANGEMENT DES 2 POMPES.	
	PR ROCHE - CHANGEMENT DE 1 POMPE.	
SAINT-JEAN-LE-BLANC		ST JEAN LE BLANC-PR LEVEE DES CAPUCINS EP (St Jean le Blanc)-RVT-Pompe 1
		ORLEANS-PR BASSE MOUILLIERE EU (Orléans rive gauche)-RVT-Armoire électrique
		PR RUE DEMAY EU (St Jean le Blanc)-RVT-POMPE 2
		ST JEAN LE BLANC-PR RUE DES BALLES EU (St Jean le Blanc)-RVT-Renouvellement Sofrel
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN		ST PRYVE ST MESMIN-PR MAIRIE (St Pryvé St Mesmin)-RVT-Pompe 2
		ST PRYVE ST MESMIN-PR DEPORTES 1 (St Pryvé St Mesmin)-RVT-Renouvellement Sofrel
		ST PRYVE ST MESMIN-PR SAINT SANTIN EU (St Pryvé St Mesmin)-RVT-barres de guidages
		ST PRYVE ST MESMIN-PR BEL AIR EU (St Pryvé St Mesmin)-RVT-barres de guidages
SARAN	PR GOUFFRES - CHANGEMENT DE 2 POMPES. PR TGV SARAN	
	PR PASSE DEBOUT - CHANGEMENT DES BARRES DE GUIDAGE / CANALISATIONS / CLAPETS / VANNES / CHANGEMENT 3 POMPES.	
SEMOY	PR ROUTE DE SAINT JEAN DE BRAYE	



LE SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

COMBIEN COÛTENT LES REDEVANCES 2017 ?

L'impact des redevances de l'agence de l'eau est en moyenne de l'ordre de 13,5 % du prix du m³ d'eau sur l'ensemble du bassin.

En 2017, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) perçues par l'agence de l'eau s'est élevé à 359 millions d'euros dont 285 millions en provenance de la facture d'eau.

recettes / redevances

Qui paie quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2017 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €) - source agence de l'eau Loire-Bretagne



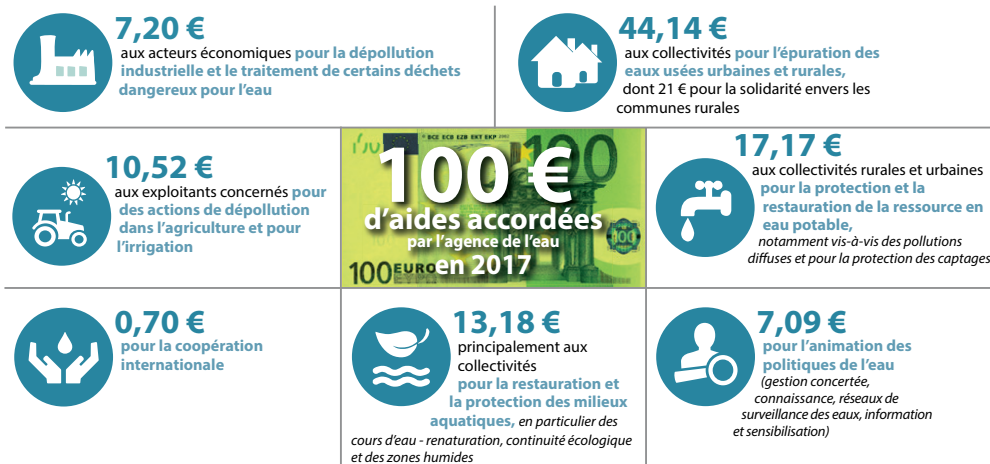
À QUOI SERVENT LES REDEVANCES ?

Grâce à ces redevances, l'agence de l'eau apporte, dans le cadre de son programme d'intervention, des concours financiers (subventions, avances) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau.

interventions / aides

Comment se répartissent les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2017 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 € d'aides programmées en 2017) source agence de l'eau Loire-Bretagne



ACTIONS AIDÉES

PAR L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE EN 2017

Pour réduire les sources de pollution

- 8 000 artisans bénéficient d'une aide pour la collecte et l'élimination des pollutions toxiques
- 4 600 exploitants agricoles bénéficient d'un diagnostic individuel ou d'un accompagnement pour réduire les pollutions
- l'agence de l'eau accompagne 662 communes, groupements de communes ou 73 syndicats dans leur démarche « zéro phyto »

Pour dépolluer les eaux

- les stations d'épuration urbaines sont conformes aux normes européennes, une conformité à maintenir !
- 1 119 actions financées pour créer ou étendre les réseaux d'assainissement, améliorer le fonctionnement des réseaux
- 1 361 projets soutenus pour l'amélioration des réseaux d'eaux usées et aux stations d'épuration, dont 661 concernent l'amélioration des stations d'épuration et le traitement des boues

Pour restaurer et préserver les cours d'eau et les zones humides

- 1 367 km de cours d'eau sont restaurés et 1 986 sont entretenus pour retrouver un fonctionnement naturel et leur permettre de jouer un rôle dans l'amélioration de la qualité de l'eau.
- 281 ouvrages qui barraient les cours d'eau sont effacés ou aménagés pour restaurer la circulation de l'eau, des poissons et des sédiments
- 5 163 hectares de zones humides sont restaurés et 930 sont acquis pour être protégés

Pour préserver les ressources

- 153 captages prioritaires bénéficient d'un programme d'actions pour préserver la qualité de leur eau
- l'agence de l'eau finance 254 actions de réduction des fuites sur les réseaux d'eau potable

Pour préserver le littoral

- depuis 2013, 164 contrats ont été conclus avec les acteurs du littoral pour préserver les usages sensibles tels que la baignade, la pêche à pied, la conchyliculture et réduire les pollutions portuaires

Pour renforcer la concertation et la cohérence des actions

- l'agence de l'eau soutient 55 démarches de Sage (schémas d'aménagement et de gestion des eaux) définis par une commission locale de l'eau, ils planifient la gestion de l'eau en conformité avec le Sdage (le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) ; ils couvrent 82 % du territoire
- elle accompagne 373 opérations territoriales pour restaurer les milieux aquatiques, réduire les pollutions diffuses, maîtriser les prélèvements d'eau et prévenir les déficits, elles couvrent 80 % du bassin
- des conventions de partenariat sont signées avec 25 départements pour faire converger les actions et les financements

Pour une gestion solidaire des eaux

- solidarité avec les communes rurales : en 2017 l'agence de l'eau leur apporte 159,5 millions d'euros pour leurs projets pour l'épuration et l'eau potable, dont 76 au titre du programme « solidarité urbain-rural »
- solidarité avec les pays en développement : l'agence de l'eau entretient depuis plusieurs années des relations suivies avec le Brésil, en Afrique avec le Burkina Faso et le Ghana, et en Asie avec la Birmanie, le Laos et le Cambodge. Pour faciliter l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'agence soutient 60 projets de coopération décentralisée qui bénéficient à 360 00 habitants.

Les 7 bassins hydrographiques métropolitains



Pour reconquérir le bon état des eaux demandé par la directive cadre sur l'eau, les agences de l'eau recherchent la meilleure efficacité environnementale,

- en privilégiant l'action préventive,
- en aidant les projets les plus efficaces pour les milieux aquatiques,
- en mobilisant les acteurs et en facilitant la cohérence des actions sur les territoires de l'eau,
- en travaillant en complémentarité avec l'action réglementaire et la police de l'eau, en particulier dans la mise en œuvre des objectifs des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (**Sdage**).

Les **six agences de l'eau françaises** sont des **établissements publics du ministère chargé du développement durable**. Elles regroupent **1 700 collaborateurs** et ont pour mission de contribuer à réduire les pollutions de toutes origines et à protéger les ressources en eau et les milieux aquatiques.

Rapport annuel du maire sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement
NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE

3

Délégation Armorique

Parc technologique du zoopôle
Espace d'entreprises Keraia - Bât. B
18 rue de Sabot
22440 PLOUFRAGAN
Tél.: 02 96 33 62 45 - Fax: 02 96 33 62 42
armorique@eau-loire-bretagne.fr

Agence de l'eau Loire-Bretagne

9 avenue Buffon • CS 36339
45063 ORLÉANS CEDEX 2
Tél.: 02 38 51 73 73 - Fax: 02 38 51 74 74
contact@eau-loire-bretagne.fr
agence.eau-loire-bretagne.fr

Délégation Centre-Loire

9 avenue Buffon • CS 36339
45063 ORLÉANS CEDEX 2
Tél.: 02 38 51 73 73 - Fax: 02 38 51 73 25
centre-loire@eau-loire-bretagne.fr

Délégation Maine-Loire-Océan

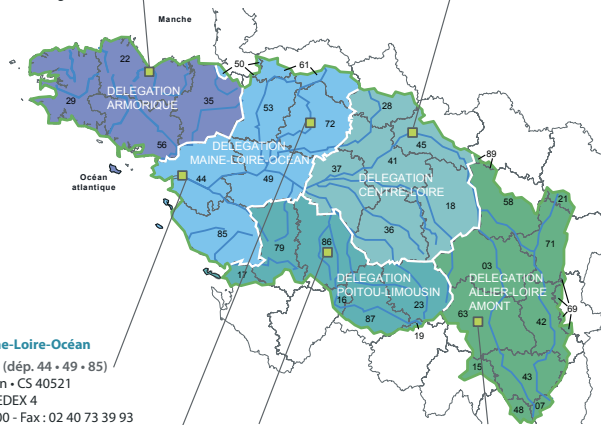
→ Site de Nantes (dép. 44 • 49 • 85)
1 rue Eugène Varlin • CS 40521
44105 NANTES CEDEX 4
Tél.: 02 40 73 06 00 - Fax: 02 40 73 39 93
mlo-nantes@eau-loire-bretagne.fr
→ Site du Mans (dép. 49 • 50 • 53 • 61 • 72)
17 rue Jean Grémillon • CS 12104
72021 LE MANS CEDEX 2
Tél.: 02 43 86 96 18 - Fax: 02 43 86 96 11
mlo-lemans@eau-loire-bretagne.fr

Délégation Poitou-Limousin

7 rue de la Goélette • CS 20040
86282 SAINT-BENOIT CEDEX
Tél.: 05 49 38 09 82 - Fax: 05 49 38 09 81
poitou-limousin@eau-loire-bretagne.fr

Délégation Allier-Loire amont

19 allée des eaux et forêts
Site de Marmilhat sud • CS 40039
63370 LEMPDES
Tél.: 04 73 17 07 10 - Fax: 04 73 93 54 62
allier-loire-amont@eau-loire-bretagne.fr



La carte d'identité du bassin Loire-Bretagne

Des sources de la Loire et de l'Allier jusqu'à la pointe du Finistère, le bassin Loire-Bretagne couvre 155 000 km², soit 28 % du territoire métropolitain. Il correspond au bassin de la Loire et de ses affluents, du mont Gerbier-de-Jonc jusqu'à Nantes, de la Vilaine et des bassins côtiers bretons, vendéens et du Marais poitevin. Il concerne plus de 7 000 communes, 36 départements en tout ou partie et 8 régions et près de 13 millions d'habitants.

Il est caractérisé par :

- sa grande façade littorale, avec 2 600 km de côtes et de nombreuses activités liées à la mer : activités portuaires, pêche, conchyliculture, baignade et pêche à pied
- la Loire et ses 1 012 km de long au régime très contrasté, et 135 000 km de cours d'eau
- la présence de nappes souterraines importantes mais très sollicitées dans la partie centrale et ouest du bassin
- la présence de nombreuses zones humides, depuis les tourbières d'altitude jusqu'aux marais rétro-littoraux
- une empreinte rurale marquée et une activité agricole et agro-alimentaire prépondérante

Le comité de bassin Loire-Bretagne est composé de 190 membres qui représentent les collectivités locales (76), les usagers économiques et les associations de protection de l'environnement, de la défense des consommateurs et de pêche (76) et les services de l'État (38).

L'agence de l'eau est présente sur le terrain avec cinq délégations situées à Clermont, Orléans, Poitiers, Nantes-Le Mans et Saint-Brieuc.

La qualité des rivières sur smartphone et tablette

Toutes les données sur la qualité des eaux des rivières peuvent être consultées depuis un smartphone et une tablette sur le terrain.

QUELS POISSONS PEUPLENT NOS RIVIÈRES ?



Téléchargez l'application gratuitement
L'application "Qualité des rivières" est disponible sur iOS et Android.

LES
AGENCES
DE L'EAU
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DU MINISTÈRE
EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



STEU N°1 CODE SANDRE DE LA STATION

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES	
Filière de traitement	Lagunage
Date de mise en service	6/1/1985
Commune d'implantation	CHANTEAU - 45072
Adresse ou lieu-dit	Le Berceau 830 rue des rasles 45400 Chanteau
Capacité nominale STEU en EH	400 EH
Nombre d'abonnés raccordés	
Nombre d'habitants raccordés	
Débit de référence journalier admissible en m3/J	60

PRESCRIPTIONS DE REJET

Soumise à autorisation en date du :
Milieu récepteur du rejet :
Type de milieu récepteur
Nom du milieu récepteur

selon arrêté du 21 juillet 2015

Eau douce de surface
La Loire

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et/ou	Rend %
DBO5	35	ou	60
DCO	200	ou	60
MES			50
NGL			
NTK			
pH			
NH4+			
Pt			

CHARGES REJETTÉES PAR L'OUVRAGE											
CONFORMITÉ DU REJET EN CONCENTRATION ET/OU EN RENDEMENT SELON ARRÊTÉ											
Date du bilan 24h	Concentration	DBO5		DCO		MES		NGL		Pt	
	oui/non	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
3/20/2017		5	96	27,2	93	6,4	96	5,94	88	1,1	77

STEU N°1
CODE SANDRE DE LA STATION

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES	
Filière de traitement	Boue activée aération prolongée (très faible charge)
Date de mise en service	oct-02
Commune d'implantation	CHANTEAU - 45072
Adresse ou lieu-dit	320-344 rue du pressoir 45 400 Chanteau
Capacité nominale STEU en EH	1500
Nombre d'abonnés raccordés	
Nombre d'habitants raccordés	
Débit de référence journalier admissible en m3/J	225

PRESCRIPTIONS DE REJET			
Soumise à autorisation en date du : dossier de déclaration du 23 juillet 2001			
Milieu récepteur du rejet :			
Type de milieu récepteur	Eau douce de surface		
Nom du milieu récepteur	La Loire		
Polluant autorisé			
DBO5	Concentration au point de rejet (mg/l)	et/ou	Rend %
DCO	25		
MES	90		
NGL	35		
NTK	15		
pH			
NH4+			
Pt	2		

CHARGES REJETTÉES PAR L'OUVRAGE											
CONFORMITÉ DU REJET EN CONCENTRATION ET/OU EN RENDEMENT SELON ARRÊTÉ											
Date du bilan 24h	Concentration	DBO5		DCO		MES		NGL		Pt	
	oui/non	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
moyenne annuelle AS		5	95,9	29,18	92,1	6,71	96,2	5,94	88,4	1,1	77,3

STEU N°1
CODE SANDRE DE LA STATION

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES	
Filière de traitement	Boue activée aération prolongée (très faible charge)
Date de mise en service	avr-01
Commune d'implantation	CHECY - 45089
Adresse ou lieu-dit	2-4 RUE DE LA TUILERIE 45430 CHECY
Capacité nominale STEU en EH	25 000
Nombre d'abonnés raccordés	
Nombre d'habitants raccordés	
Débit de référence journalier admissible en m3/J	3750 M3/J DE TEMPS SEC / 4750 m3/j temps de pluie

PRESCRIPTIONS DE REJET

Soumise à autorisation en date du :30 DECEMBRE 1998 + arrete modificatif en date du 08 mars 2013

Milieu récepteur du rejet :

Type de milieu récepteurEau douce de surface

Nom du milieu récepteurLa Loire

Polluant autorisé			
DBO5	Concentration au point de rejet (mg/l)	et/ou	Rend %
DCO	25	OU	80
MES	125	OU	75
NGL	35	OU	90
NTK	15	OU	70
pH			
NH4+			
Pt	1	OU	90

CHARGES REJETTÉES PAR L'OUVRAGE											
CONFORMITÉ DU REJET EN CONCENTRATION ET/OU EN RENDEMENT SELON ARRÊTÉ											
Date du bilan 24h	Concentration	DBO5		DCO		MES		NGL		Pt	
	oui/non	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
moyenne annuelle AS		4,62	98,2	33,08	95,1	5,95	98,5	4,92	94	0,65	92,3

STEU N°1
CODE SANDRE DE LA STATION

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES	
Filière de traitement	Boue activée aération prolongée (très faible charge)
Date de mise en service	1997
Commune d'implantation	LA CHAPELLE - 45075
Adresse ou lieu-dit	chemin du fourneaux 45380 LA chapelle st mesmin
Capacité nominale STEU en EH	400 000
Nombre d'abonnés raccordés	
Nombre d'habitants raccordés	
Débit de référence journalier admissible en m3/J	"55 000 par temps sec 130 000 m3/j temps de pluie"

PRESCRIPTIONS DE REJET			
Soumise à autorisation en date du :	30-mai-17		
Milieu récepteur du rejet :			
Type de milieu récepteur	Eau douce de surface		
Nom du milieu récepteur	La Loire		
Polluant autorisé			
DBO5	Concentration au point de rejet (mg/l)	et/ou	Rend %
DCO	25	ou	90
MES	90	ou	85
NGL	30	ou	90
NTK	10	ou	80
pH	5	ou	80
NH4+			
Pt	1	OU	90

CHARGES REJETTÉES PAR L'OUVRAGE											
CONFORMITÉ DU REJET EN CONCENTRATION ET/OU EN RENDEMENT SELON ARRÊTÉ											
Date du bilan 24h	Concentration	DBO5		DCO		MES		NGL		Pt	
	oui/non	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
moyenne annuelle AS		7,66	97,7	35,15	94,6	7,66	97,5	5,92	92	0,57	92,3

STEU N°1
CODE SANDRE DE LA STATION

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES	
Filière de traitement	Boue activée aération prolongée (très faible charge)
Date de mise en service	juil-12
Commune d'implantation	ORLEANS - 45234
Adresse ou lieu-dit	4 rue des hautes levées 45750 st pryve st mesmin
Capacité nominale STEU en EH	95 000 EH
Nombre d'abonnés raccordés	
Nombre d'habitants raccordés	
Débit de référence journalier admissible en m3/J	21 000 m3/j

PRESCRIPTIONS DE REJET			
Soumise à autorisation en date du :		05-mai-09	
Milieu récepteur du rejet :			
Type de milieu récepteur		Eau douce de surface	
Nom du milieu récepteur		La Loire	
Polluant autorisé			
DBO5	Concentration au point de rejet (mg/l)	et/ou	Rend %
DCO	25	ou	95
MES	90	ou	90
NGL	30	ou	95
NTK	10		85
pH			
NH4+	5	ou	85
Pt	5	ou	90

CHARGES REJETTÉES PAR L'OUVRAGE											
CONFORMITÉ DU REJET EN CONCENTRATION ET/OU EN RENDEMENT SELON ARRÊTÉ											
Date du bilan 24h	Concentration	DBO5		DCO		MES		NGL		Pt	
	oui/non	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
moyenne annuelle AS		2,24	99,4	24,45	97,9	0,44	99,5	5,19	96,8	0,63	96,4

STEU N°1
CODE SANDRE DE LA STATION

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES	
Filière de traitement	Boue activée aération prolongée (très faible charge)
Date de mise en service	26-juin-09
Commune d'implantation	ORLEANS SUD - 45234
Adresse ou lieu-dit	Avenue du Parc Floral, 45 590 SAINT CYR EN VAL
Capacité nominale STEU en EH	90 000 E.H.
Nombre d'abonnés raccordés	4870
Nombre d'habitants raccordés	22 784
Débit de référence journalier admissible en m3/J	12 000 m³/j en moyenne / 18 000 m³/j en pointe

PRESCRIPTIONS DE REJET

Soumise à autorisation en date du :16 décembre 2005 complété par l'arrêté du 3 juin 2008

Milieu récepteur du rejet :

Type de milieu récepteurEau douce de surface

Nom du milieu récepteurLa Loire

Polluant autorisé			
DBO5	Concentration au point de rejet (mg/l)	et/ou	Rend %
DCO	25	ou	95
MES	90	ou	90
NGL	30	ou	95
NTK	10	OU	85
pH			
NH4+			
Pt	1	OU	90

CHARGES REJETTÉES PAR L'OUVRAGE											
CONFORMITÉ DU REJET EN CONCENTRATION ET/OU EN RENDEMENT SELON ARRÊTÉ											
Date du bilan 24h	Concentration	DBO5		DCO		MES		NGL		Pt	
	oui/non	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
moyenne annuelle AS	Oui	2,83	99,2	33,5	97,3	4,83	99,5	4,6075	94,8	0,3575	97,9

LE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



1 | LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLECTIF

I. LE CONTEXTE

En application de l'article L.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et conformément à ses statuts, le conseil de communauté a approuvé le 13 décembre 2005, par délibération ENV n°9, la création, au sein des services publics d'assainissement communautaires, d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) assurant les missions de contrôles obligatoires.

Les communes ou les EPCI compétents avaient alors l'obligation de prendre en charge les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement et la possibilité de prendre en charge les dépenses d'entretien de ces systèmes si elles le souhaitaient (mission facultative).

Depuis, la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 puis la loi portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle II, du 12 juillet 2010, sont venues ajouter de nouvelles missions facultatives au SPANC.

Dorénavant, outre les missions obligatoires de contrôles, le SPANC peut assurer, avec l'accord écrit du propriétaire :

- **L'entretien des installations ;**
- **Les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle ;**
- **Les prescriptions techniques**, notamment pour des études de sols ou le choix des filières, en vue de l'implantation ou de **la réhabilitation d'un dispositif.**

Les missions de contrôles consistent :

- Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, un document est établi qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;
- Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, un document est établi précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Le SPANC est assuré sur l'ensemble du territoire d'Orléans Métropole.

L'article L.2224-11 du CGCT qualifie le Service Public d'Assainissement Non Collectif de service public à caractère industriel et commercial.

En tant que service public à caractère industriel et commercial, et conformément à l'article R.2224-19 du CGCT, le SPANC est financé par une redevance pour service rendu, perçue auprès des usagers après service fait.

2. LE MODE DE GESTION

Comme pour l'assainissement collectif, le mode de gestion est laissé à l'initiative des élus. Il a donc été possible de choisir entre une gestion directe et une gestion déléguée.

La collectivité a donc relancé une procédure de dévolution de service public. Après avoir reçu l'avis favorable de la commission des communes du 10 février 2011, du comité technique paritaire du 10 février 2011 et de la Commission Consultative des Services Publics locaux (CCSPL) du 21 février 2011, le conseil de communauté, par délibération n°2940 en date du 24 février 2011, s'est prononcé favorablement sur le principe de **la gestion du Service Public d'Assainissement Non Collectif par voie de délégation de service public.**

A l'issue de cette procédure, le conseil de communauté a approuvé, par délibération n°003581 du 26 avril 2012, le choix du délégataire, VEOLIA Eau, ainsi que le contrat. Le SPANC est exploité par la société VEOLIA Eau à compter du 1^{er} juillet 2012 pour une durée de 10 ans.

3. LA MISE EN ŒUVRE DU SERVICE

3.1 LA NATURE DES PRESTATIONS

Les contrôles portent sur :

- **Les installations existantes :**

Le premier contrôle consiste à effectuer un recensement et un diagnostic des installations afin d'identifier les dysfonctionnements et d'éliminer les sources de pollution. Puis, de façon périodique, les agents du SPANC effectueront des contrôles sur l'ensemble des installations (neuves, existantes ou réhabilitées) afin de

s'assurer de leur bon fonctionnement et de la réalisation de leur entretien (vidange).

Une périodicité de 4 ans avait été fixée dans le premier contrat de DSP passé avec SAUR. A la date de signature de ce contrat, il était établi que la périodicité des contrôles de bon fonctionnement devait être au minimum équivalente à celle des vidanges, soit 4 ans. Actuellement, la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national sur l'environnement, dite loi Grenelle II, stipule que la périodicité des contrôles ne peut pas excéder dix ans. La périodicité des contrôles est à adapter en fonction de l'état de l'installation. Ces périodicités peuvent être modifiées si l'état de l'installation le requiert.

- Les installations neuves ou réhabilitées afin de s'assurer de leur conformité :

Le propriétaire qui projette d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif ou de réhabiliter une installation existante, doit proposer aux agents du délégataire du SPANC une définition de filière. L'étude de sol est indirectement rendue obligatoire par l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅, en effet, il mentionne des valeurs de perméabilité à respecter.

Après étude du dossier et un déplacement sur le terrain s'ils le jugent nécessaire, les agents du SPANC émettront un avis sur le projet proposé.

Si l'avis est conforme ou conforme avec réserves, le propriétaire peut procéder aux travaux, s'il est non-conforme, le propriétaire doit faire une nouvelle proposition.

Le contrat prévoit un contrôle de bonne exécution au cours et à la fin des travaux, avant remblaiement. Le propriétaire doit de nouveau informer les agents du SPANC qui se déplaceront sur site pour vérifier que la filière est bien réalisée dans les règles de l'art et conformément au projet déposé.

Indice de mise en œuvre (D302.0)

L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0) est un indicateur descriptif du service fixé par le décret du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 mai 2007, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées en assainissement non collectif. Cet indice est calculé en fonction des prestations obligatoires ou facultatives exercées par le service.

Un nombre de points compris entre 0 et 100 est accordé au service en fonction du degré de mise en œuvre des prestations de contrôles obligatoires.

Les critères sont les suivants, si la collectivité :

- A délimité des zones d'assainissement non collectif par délibération (zonage d'assainissement) = 20 pts ;
- Applique un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par délibération opposable aux usagers = 20 pts ;

- Pour les installations neuves à réhabiliter, la délivrance d'un rapport de vérification de l'exécution évaluant la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif à l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif = 30 pts ;
- Pour les autres installations, la délivrance d'un rapport de visite dans le cadre de la mission de contrôle de fonctionnement et d'entretien, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 27 avril 2012 = 30 pts.

Des points supplémentaires (de 10 à 40) sont octroyés à cet indicateur si la collectivité a pris en charge des prestations facultatives telles que l'entretien ou la réalisation de travaux de réhabilitation. A ce jour, cet indicateur ne prend pas encore en compte la prestation prescriptions techniques. Ces points ne seront comptabilisés que si le total de 100 est obtenu pour les prestations obligatoires.

En 2017, le SPANC d'Orléans Métropole exerce les compétences obligatoires de contrôle mais pas les prestations facultatives d'entretien ou de réalisation de travaux de réhabilitation en conséquence, son indicateur de mise en œuvre du service ne peut excéder 100.

L'indice de mise en œuvre du service public d'assainissement non collectif d'Orléans Métropole s'élève donc à 100, identique à celui de 2016.

3.2 LE RECENSEMENT DES USAGERS

3.2.1 Nombre d'installations identifiées par le SPANC

Les usagers du SPANC sont les propriétaires et locataires des habitations équipées d'installations autonomes, que ces installations soient neuves ou existantes.

Les installations neuves sont recensées à partir des demandes de mise en place de filière déposées par les pétitionnaires auprès du SPANC.

Ce recensement des installations d'assainissement non collectif existantes à la date de création du service, a été effectué à partir du listing des abonnés à l'eau potable.

En effet, les abonnés à l'eau potable non assujettis à la redevance d'assainissement collectif, donc non raccordés, possèdent par définition un système d'assainissement autonome.

Le nombre d'installations recensées comprend :

1. Les installations contrôlées et actuellement en service ;
2. Les installations qui n'ont pu être contrôlées en raison de l'absence ou du refus du propriétaire ;
3. Les installations restant à contrôler, dont les propriétaires sont très difficilement joignables (propriétaires de résidence secondaire, habitations recensées dernièrement, ...).

100
indice de mise en œuvre du service public d'assainissement non collectif de la Métropole

Ce tableau permet donc de faire un bilan quant au nombre d'installations actuellement en fonctionnement et ayant fait l'objet d'un contrôle par rapport au nombre total d'installations recensées au 31 décembre 2017.

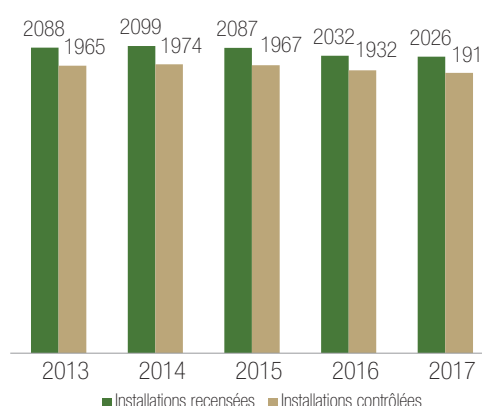
COMMUNES	NOMBRE D'INSTALLATIONS AUTONOMES RECENSÉES AU 31/12/2017	NOMBRE D'INSTALLATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UN CONTRÔLE AU 31/12/2017	NOMBRE D'INSTALLATIONS RESTANT À CONTROLER	
			À PROGRAMMER	REFUS
BOIGNY-SUR-BIONNE	89	89	0	0
BOU	21	21	0	0
CHANTEAU	21	21	0	0
CHÉCY	199	196	2	1
COMBLEUX	2	2	0	0
FLEURY-LES-AUBRAIS	0	0	0	0
INGRÉ	102	99	2	1
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	61	57	4	0
MARDIÉ	257	251	5	1
MARIGNY-LES-USAGES	56	56	0	0
OLIVET	423	391	29	3
ORLÉANS	71	68	3	0
ORMES	36	34	2	0
SAINT-CYR-EN-VAL	115	107	8	0
SAINT-DENIS-EN-VAL	218	208	9	1
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN	147	136	11	0
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	83	80	3	0
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	15	14	1	0
SAINT-JEAN-LE-BLANC	47	45	2	0
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN	33	14	19	0
SARAN	14	11	3	0
SEMOY	16	16	0	0
TOTAL	2 026	1 916	103	7

Le parc d'installations est en constante évolution en raison de la construction de nouvelles habitations en zone d'assainissement non collectif ou bien de l'extension des réseaux d'assainissement collectif dans certains secteurs qui vont nécessairement conduire à la disparition d'installation.

De plus, les listings sont mis à jour au fur et à mesure de la réalisation des contrôles, soit en supprimant des adresses qui, en réalité, ne correspondent pas à des installations, soit en ajoutant des adresses suite à la découverte d'installations qui n'apparaissaient pas lors du recensement initial.

Aux termes de l'année 2017, il existe donc **2 026 installations en service** sur le territoire d'Orléans Métropole. Sur l'ensemble des 22 communes, le pourcentage d'installations ayant fait l'objet d'un contrôle s'élève à 94,6% (2016 = 95 % ; 2015 = 94% ; 2014 = 94% ; 2013 = 94% ; 2012 = 94% ; 2011 = 95% ; 2010 = 93%).

Evolution des installations sous la DSP VEOLIA



94,6 %
des installations ont fait
l'objet d'un contrôle

3.2.2 Nombre d'habitants desservis par le SPANC (D301.0)

L'indicateur D301.0 est un indicateur descriptif permettant de définir le nombre de personnes desservies par le service public d'assainissement non collectif.

COMMUNES	POPULATION TOTALE	LOGEMENT	POP / LOG	NB INSTALLATIONS ANC	NB INSTAL ANC LIÉ À UNE DÉROGATION DÉFINITIVE	ESTIMATION NB DE PERSONNES DESSERVIES PAR LE SPANC
BOIGNY-SUR-BIONNE	2 242	891	2,52	89	0	224
BOU	946	411	2,30	21	0	48
CHANTEAU	1 444	568	2,54	21	0	53
CHÉCY	8 971	3 555	2,52	199	0	502
COMBLEUX	530	245	2,16	2	0	4
FLEURY-LES-AUBRAIS	21 371	9 546	2,24	0	0	0
INGRÉ	8 985	3 402	2,64	102	2	264
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	10 365	4 407	2,35	61	1	141
MARDIÉ	2 735	1 092	2,50	257	1	641
MARIGNY-LES-USAGES	1 466	524	2,80	56	0	157
OLIVET	22 233	10 919	2,04	423	4	853
ORLÉANS	118 107	64 177	1,84	71	2	127
ORMES	4 132	1 492	2,77	36	0	100
SAINT-CYR-EN-VAL	3 378	1 501	2,25	115	1	257
SAINT-DENIS-EN-VAL	7 675	3 080	2,49	218	2	538
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN	3 087	1 294	2,39	147	2	346
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	20 735	9 298	2,23	83	0	185
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	16 711	7 568	2,21	15	0	33
SAINT-JEAN-LE-BLANC	8 687	4 317	2,01	47	1	93
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN	5 628	2 352	2,39	33	1	77
SARAN	16 529	6 574	2,51	14	0	35
SEMOY	3 276	1 302	2,52	16	0	40
TOTAL	289 233	138 515		2026	17	4 719

4 719
habitants desservis
par le service public
d'assainissement non collectif,
en diminution par rapport
à 2016 (4 774)

Le nombre d'habitants desservis par le Service Public d'Assainissement Non Collectif est estimé à 4 719 et en légère diminution par rapport à l'année dernière (4 774).

3.3 LA COMMUNICATION AUPRÈS DES USAGERS

Contractuellement, le délégataire doit mettre en œuvre un programme d'actions en communication, élaboré en étroite collaboration avec Orléans Métropole.

Lors des campagnes des contrôles périodiques, un courrier est envoyé à chaque particulier pour l'informer du démarrage des contrôles périodiques des installations d'assainissement non collectif et pour l'inviter à prendre rendez-vous auprès du service clientèle de VEOLIA Eau.

Une plaquette d'information reprenant les objectifs de ces contrôles ainsi que le déroulement concret de la visite accompagne ce courrier (cf. annexe).

La lettre du SPANC n°4 a également été envoyée. Cette année, l'accent a été mis sur la nécessité d'entretenir l'installation d'assainissement non collectif. La plaquette reprend toutes les questions/réponses soulevées lors des campagnes de contrôle périodique.

4. BILAN DU SERVICE

La bonne gestion des systèmes d'assainissement autonome est un facteur clé dans la lutte contre la dégradation du milieu naturel, et promouvoir un assainissement non

collectif respectueux de l'environnement est également au cœur de notre métier. L'assainissement non collectif est un mode d'assainissement à part entière, dont la bonne gestion nécessite un savoir-faire, des outils de suivi et des équipements de contrôle et d'investigation spécialisés.

L'inventaire précis des installations et une planification détaillée des contrôles sont une étape clé de cette démarche.

4.1 LES CONTRÔLES

4.1.1 Contrôles effectués en 2017

Le premier contrôle de l'existant, ou diagnostic, concerne les installations d'assainissement autonome n'ayant jamais fait l'objet d'un contrôle. Son objectif est de connaître l'état physique et le fonctionnement épuratoire de chacune de ces installations, et d'identifier celles qui sont à l'origine de problèmes de salubrité publique, de pollution ou de troubles du voisinage.

Ce diagnostic permet ainsi d'établir une base de données informatique des usagers du service, de réaliser une carte de sensibilité des installations existantes et de définir des priorités d'intervention (réhabilitation, entretien).

Ces installations sont soumises à l'obligation d'un suivi par la réalisation de contrôles périodiques dont la fréquence dépend de l'état de l'installation.

VEOLIA Eau adresse alors un courrier au propriétaire de l'installation l'informant que son installation doit faire l'objet d'un contrôle et l'invite à prendre contact avec l'agence locale pour convenir d'un rendez-vous.

Le propriétaire de l'installation peut prendre contact avec VEOLIA Eau, soit par téléphone, soit directement en passant à l'agence locale pendant les horaires d'ouvertures.

Plusieurs dates de rendez-vous sont proposées à l'usager sur les plages horaires suivantes :

Du lundi au samedi de :

- 8H00 à 18H00 en période hivernale ;
- 7H00 à 20H00 en période estivale.

Dans le cas où le propriétaire ne donnerait pas suite au premier courrier, un second courrier de relance lui est adressé. Si aucune suite n'est encore donnée, une date de contrôle pourra être imposée et formalisée par un avis de passage avec possibilité de modifier cette date en cas d'impossibilité.

La présence de l'occupant des lieux ou de son représentant est indispensable au moment du contrôle.

La durée de la visite est en moyenne de 45 minutes pour le diagnostic et pour le contrôle périodique.

Les usagers ont ainsi un accès privilégié aux agents du SPANC et peuvent poser les questions qu'ils souhaitent. Les usagers sont en outre informés qu'ils doivent obligatoirement être présents lors de la visite de contrôle ou qu'ils ont la possibilité de se faire représenter par la personne de leur choix via une procuration (au besoin le modèle peut leur être fourni sur demande).

Les éléments décrivant l'installation et les points suivants sont examinés :

- Existence, localisation et description de la filière (collecte, prétraitement, dispersion, rejet des effluents) ;
- Dimensionnement adapté (volume des ouvrages, surfaces, longueurs des éléments de traitement) ;
- Respect d'une distance minimale de 35 m par rapport à tout captage d'eau utilisée pour la consommation humaine ;
- Implantation hors d'un périmètre de protection rapproché ou immédiat d'un captage d'eau utilisée pour la consommation humaine ;
- Collecte de l'ensemble des eaux usées produites par la propriété desservie par l'installation, à l'exclusion de toute autre (eaux pluviales ou autres habitations) ;
- Ventilation des ouvrages ;
- Accessibilité de l'installation en général, des tampons et regards ;
- État des ouvrages (fissures, corrosion du béton, ...) ;
- Bon écoulement des effluents tout au long de la filière ;
- État, dimensionnement du dégraisseur le cas échéant ;
- Fréquence et nature des vidanges ;
- Nuisances éventuelles ;
- Aptitude du sol au traitement.

Pour chaque contrôle, un formulaire d'enquête est rempli.

Un schéma, où sont reportés les éléments constitutifs de l'installation et de son environnement, est réalisé en complément du formulaire d'enquête. Il définit notamment le positionnement des divers équipements d'assainissement par rapport à l'habitation.

Une attention particulière est apportée à l'information donnée directement à l'usager sur l'état de son installation, en lui rappelant les conseils et obligations concernant sa filière de traitement.

En effet, les visites doivent non seulement permettre d'établir un diagnostic des installations existantes mais également de sensibiliser les usagers à la problématique de l'assainissement non collectif (impacts environnementaux et sanitaires, entretien périodique, ...).

L'historique montre que le délégataire rencontre plus de difficultés pour réaliser les contrôles périodiques que les contrôles diagnostics. En effet, bien qu'un rappel de la réglementation leur ait été fait, les usagers du SPANC sont plus réticents envers ce second contrôle dont ils ne voient pas l'intérêt puisqu'ils n'ont fait aucune modification de leur installation depuis le premier contrôle. Ces propriétaires ne donnent pas suite au courrier qui leur a été adressé ou alors appellent en dehors des heures d'ouverture de l'agence locale pour laisser un message sur le répondeur qui décommande le RDV.

4.1.2 Bilan des contrôles effectués

En 2017, VEOLIA Eau a continué à procéder aux contrôles périodiques.

Le secteur composé des communes de Bou, Chanteau, Combleux, Saint-Jean-de-la-Ruelle, Saint-Jean-le-Blanc, Saint-Pryvé-Saint-Mesmin, Ormes, Saran, Semoy, Chécy, Mardié, Olivet et Saint-Denis-en-Val a fait partie des campagnes de contrôles périodiques. À savoir que le taux moyen de réponses lors des premiers envois de courriers est de 39%.

Le tableau page suivante présente le nombre de contrôles périodiques et diagnostics réalisés au cours de l'année 2017.

La contre-visite dans le cadre de vente se retrouve dans le cas où le dernier contrôle de l'installation était une visite d'exécution de travaux. L'installation date souvent de moins de 10 ans, et par manque d'entretien créant des dysfonctionnements, l'installation est classée non-conforme. Les propriétaires effectuent les travaux mineurs afin d'obtenir un classement d'installation en absence de non-conformité.

Le tableau suivant présente un bilan global de l'état du parc des ANC sur le territoire d'Orléans Métropole en intégrant les résultats des contrôles diagnostics et périodiques ainsi que les installations neuves, les réhabilitations et en supprimant les installations devant être mises hors service suite aux travaux de raccordement.

COMMUNES	PÉRIODIQUE	DIAGNOSTIC	VENTE	CONTRE-VISITE EN CAS DE VENTE
BOIGNY-SUR-BIONNE	1	0	0	0
BOU	7	0	0	0
CHANTEAU	3	0	1	0
CHÉCY	64	1	8	0
COMBLEUX	1	0	0	0
FLEURY-LES-AUBRAIS	0	0	0	0
INGRÉ	1	0	1	0
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	1	0	1	0
MARDIÉ	38	0	6	0
MARIGNY-LES-USAGES	1	0	0	0
OLIVET	153	0	9	0
ORLÉANS	0	0	1	0
ORMES	4	0	0	0
SAINT-CYR-EN-VAL	0	0	6	0
SAINT-DENIS-EN-VAL	65	0	4	1
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN	0	0	4	0
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	1	0	7	0
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	1	0	1	0
SAINT-JEAN-LE-BLANC	9	0	1	0
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN	2	0	0	0
SARAN	1	0	1	0
SEMOY	2	0	0	0
TOTAL	355	1	51	1

	CONTRÔLES RÉALISÉS AVANT LE 01/07/2012		
COMMUNES	BF	A	ISR
BOIGNY-SUR-BIONNE	6	4	34
BOU	2	0	11
CHANTEAU	4	0	12
CHÉCY	6	1	50
COMBLEUX	1	0	0
FLEURY-LES-AUBRAIS	0	0	0
INGRÉ	4	3	28
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	5	0	17
MARDIÉ	18	12	60
MARIGNY-LES-USAGES	1	3	19
OLIVET	29	13	64
ORLÉANS	2	1	25
ORMES	1	1	7
SAINT-CYR-EN-VAL	8	0	58
SAINT-DENIS-EN-VAL	14	2	74
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN	14	4	44
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	12	1	38
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	0	0	9
SAINT-JEAN-LE-BLANC	5	0	23
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN	3	0	3
SARAN	0	0	3
SEMOY	0	0	8
TOTAL	135	45	587

	CONTRÔLES RÉALISÉS APRÈS LE 01/07/2012						
NRCDSP	NCAR	NCSR	ABSNC	C	NC	TOTAL	
0	5	28	3	8	1	89	
0	0	7	0	1	0	21	
0	1	3	1	0	0	21	
6	22	83	7	18	3	196	
0	0	0	1	0	0	2	
0	0	0	0	0	0	0	
3	4	38	8	8	3	99	
6	4	18	2	4	1	57	
2	24	110	3	16	6	251	
1	4	18	4	4	2	56	
4	21	197	23	32	8	391	
6	0	28	2	4	0	68	
1	6	12	2	4	0	34	
6	10	15	0	7	3	107	
2	13	79	4	16	4	208	
8	7	39	8	12	0	136	
2	4	10	0	12	1	80	
2	1	2	0	0	0	14	
0	3	10	1	3	0	45	
0	1	4	0	1	2	14	
0	1	4	2	1	0	11	
2	0	4	2	0	0	16	
51	131	709	73	151	34	1916	

A l'issue de ces contrôles, les installations sont réparties selon neuf catégories.

Trois catégories à partir de la grille de l'agence de l'eau pour **les installations contrôlées avant le 01/07/2012** :

1. **Les ISR** (Installations Susceptibles d'engendrer des Risques) qui sont les installations présentant un problème sanitaire et/ou de pollution ;
2. **Les A**, installations non satisfaisantes mais ne présentant pas de risque, c'est-à-dire Acceptables au regard de la santé publique et du milieu mais présentant un " mauvais " fonctionnement ;
3. **Les BF**, dispositifs en Bon état de Fonctionnement.

Six catégories à partir de la grille de l'arrêté du 27/04/2012 pour **les installations contrôlées après le 01/07/2012** par VEOLIA Eau :

1. **Les NRCDSP** (Non-Respect du Code De la Santé Publique) qui sont les habitations en absence d'installations ;
2. **Les NCAR** (Non Conformés Avec Risques environnementales et/ou sanitaires) qui sont les installations présentant un danger pour la santé des personnes et/ou l'environnement ;
3. **Les NCSR** (Non Conformés Sans Risques environnementales et sanitaires) qui sont les installations ne présentant pas de danger pour la santé des personnes et pour l'environnement ;

4. **Les C** (Conformes) qui sont les installations conformes dans le cadre du neuf (exécution de travaux) ;
5. **Les NC** (Non Conforme) qui sont les installations dont la conception ou l'exécution sont toujours non-conforme à ce jour ;
6. **Les ABSNC** (ABSEnce de Non-Conformité) ; dans le cadre de l'arrêté du 27/04/2012, le contrôle d'une installation existante ne s'effectue pas sur la base d'une conformité mais sur la base d'un nombre de points à contrôler a minima. Ce qui entraîne une absence de non-conformité par rapport aux points à contrôler.

ÉVOLUTION DE L'ÉTAT DU PARC	
CLASSEMENT	NOMBRE D'INSTALLATIONS CONTRÔLÉES PAR VEOLIA EAU À PARTIR DU 01/07/2012
Absence d'installation (NRCDSP)	51
NC avec risques (NCAR)	131
NC sans risques (NCSR)	709
Conforme (C)	151
Absence de non-conformité (ABSNC)	73
Non Conforme (NC)	34
TOTAL	1149

L'état du parc évoluera avec le classement " au fil de l'eau " des installations à partir de la grille de l'arrêté du 27 avril 2012.

4.1.3 Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3)

Cet indicateur a vocation à évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques. Pour ce faire, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du SPANC.

L'indicateur P301.3 est exprimé en pourcentage, il s'agit du rapport entre le nombre d'installations déclarées conformes, plus le nombre d'installation ne présentant pas de non-conformité, plus le nombre d'installations ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risque avérés de pollution de l'environnement divisé par le nombre total d'installations contrôlées.

$$P301.3 = [(NCSR) + ((C) + (ABSNC))] / \text{Total}$$

L'indicateur P301.3 n'est calculé que sur la base du nombre d'installations ayant fait l'objet d'un contrôle depuis le 1^{er} juillet

2012 (évaluation faite selon la grille de l'arrêté du 27 avril 2012), soit sur un total de 1 149 installations. L'indicateur P301.3 pour l'année 2017 s'élève donc à 81,20%.

4.2 FRÉQUENCE DES CONTRÔLES ET DÉLAI DE RÉHABILITATION

4.2.1 Fréquences des contrôles

Le contrôle périodique est effectué au minimum une fois tous les 10 ans conformément à la réglementation en vigueur. Toutefois, une périodicité inférieure peut être retenue en fonction de plusieurs critères tels que :

- La synthèse de l'évaluation de l'installation ;
- La salubrité publique ;
- La pollution engendrée par l'installation.

À partir de ces critères, la fréquence des contrôles retenue est :

- 10 ans pour une installation classée Conforme (conclusion pour les installations contrôlées après le 01/07/2012) ;
- 8 ans pour une installation classée Non Conforme Sans Risques sanitaires et/ou environnementales et Conforme avec réserves (conclusion pour les installations contrôlées après le 01/07/2012) ;
- 4 ans pour une installation classée Non Conforme Avec des Risques sanitaires et/ou environnementales ou une installation classée Non Conforme Sans Risques sanitaires et/ou environnementales avec le caractère discriminant Dysfonctionnement Majeur (conclusion pour les installations contrôlées après le 01/07/2012) ainsi que toutes les autres installations classées avant le 01/07/2012.

4.2.2 Délai de réhabilitation

Dans le cadre de la mission de contrôle, le SPANC doit identifier les installations présentant des dangers pour la santé des personnes ou des risques avérés de pollution de l'environnement pour lesquelles les travaux permettant d'éliminer ces risques devront prioritairement être réalisés.

Le tableau suivant, extrait de l'arrêté du 27 avril 2012, montre les différents délais de réalisation des travaux en fonction de la classification retenue.

À savoir que l'intégralité des délais pour la réalisation des travaux est réduite à 1 an en cas de transaction immobilière.

1 149
installations

81,20 %
taux de conformité
des installations ANC

CLASSIFICATION DE L'INSTALLATION D'APRÈS L'ARRÊTÉ DU 27 AVRIL 2012	ZONE À ENJEUX SANITAIRES OU ENVIRONNEMENTAUX		
	NON	OUI	
		ENJEUX SANITAIRES	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX
Absence d'installation	Non respect de l'article L 1331-1-1 du code de la santé publique Mise en demeure de réaliser une installation conforme Travaux à réaliser dans les meilleurs délais		
Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes)	Installation Non Conforme Avec Risque - Danger pour la santé des personnes		
Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation			
Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant être raccordé au réseau public de distribution	Travaux obligatoires dans un délai maximum de 4 ans Travaux dans un délai maximum de 1 an en cas de vente		
Installation incomplète	Installation Non Conforme Sans Risque	Installation Non Conforme Avec Risque Danger pour la santé des personnes	Installation Non Conforme Avec Risque - Risque environnemental avéré
Installation significativement sous dimensionnée	Travaux dans un délai maximum de 1 an en cas de vente	Travaux obligatoires dans un délai maximum de 4 ans Travaux dans un délai maximum de 1 an en cas de vente	
Installation présentant des dysfonctionnement majeurs			
Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation		

4.3 LES CONTRÔLES DES INSTALLATIONS NEUVES

Le propriétaire d'un immeuble, existant ou à construire, non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, est tenu de l'équiper d'une installation d'assainissement non collectif destinée à collecter et à traiter les eaux usées domestiques rejetées, à l'exclusion des eaux pluviales. Il est responsable de la conception et de l'implantation de cette installation, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que de la bonne exécution des travaux correspondants.

En conséquence, le propriétaire d'un immeuble qui projette d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement autonome ou de réhabiliter une installation existante, doit faire une demande d'autorisation de mise en place d'une installation autonome auprès du SPANC.

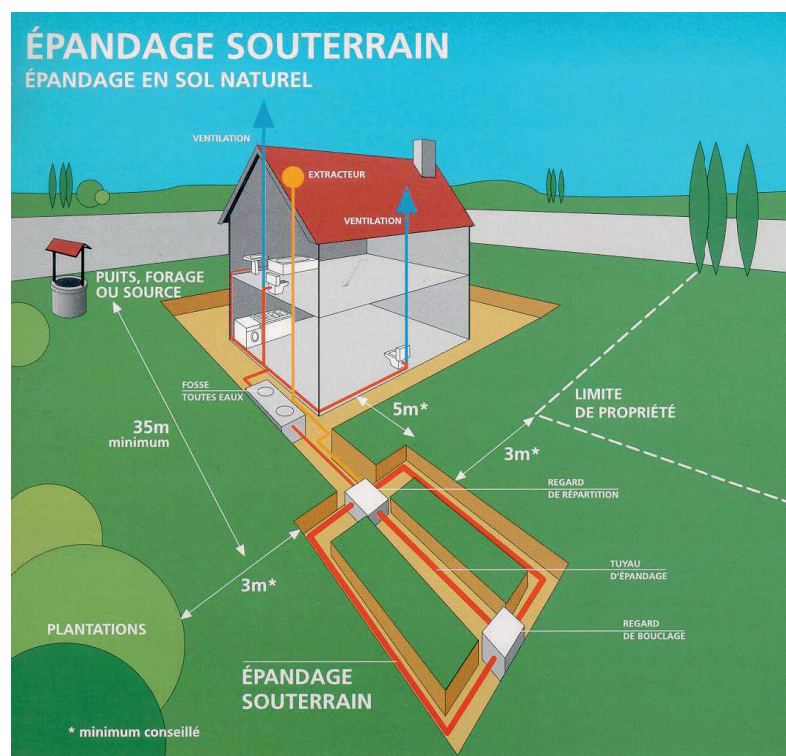
4.3.1 Contrôle de conception

Le contrôle de conception et d'implantation a pour but de vérifier que le projet d'assainissement non collectif est conforme à l'arrêté du 27 avril 2012 et à l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif ou de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Il est réalisé sur dossier, en amont de toute construction d'habitat neuf ou de réhabilitation.

L'arrêté du 7 septembre 2009 sur les prescriptions techniques précise qu'une filière d'assainissement non collectif doit notamment :

- Ne pas présenter de risques de contamination ou de pollution des eaux ;
- Être adaptée aux caractéristiques de l'habitation (dimensionnement) ;
- Être adaptée à la pédologie, l'hydrogéologie et l'hydrologie du site ;



- Tenir compte de l'environnement général de la parcelle sur laquelle elle va être mise en place ;
- Être à plus de 35 m de tout captage d'eau utilisé pour la consommation humaine ;
- Faire réaliser une étude de sol est obligatoire.

La mission de contrôle de VEOLIA Eau consiste donc à vérifier le respect de ces éléments, sur les bases des prescriptions fixées par l'arrêté. L'appréciation est complétée en se référant également aux documents techniques existants (notamment le Document Technique Unifié – NF DTU 64.1 de 2013), du règlement de service de l'assainissement non collectif, des arrêtés de Déclaration d'Utilité Publique des périmètres de protection de captage...

Ce contrôle s'opère également à l'aide d'un formulaire de contrôle de conception et d'implantation, disponible sur le site internet d'Orléans Métropole et à l'accueil physique VEOLIA Eau, remis à toute personne construisant ou réhabilitant une installation d'assainissement non collectif. D'autres éléments peuvent également être utilisés pour qualifier le projet (carte de zonage, carte d'aptitude des sols, ...).

Le tableau suivant présente le nombre de contrôles de conception effectués au cours de l'année 2017.

COMMUNES	NB DE CONTRÔLES DE CONCEPTION	NB DE CONTRE EXAMENS DE CONCEPTION	TOTAL
BOIGNY-SUR-BIONNE	3	1	4
BOU	0	0	0
CHANTEAU	0	0	0
CHÉCY	7	2	9
COMBLEUX	0	0	0
FLEURY-LES-AUBRAIS	0	0	0
INGRÉ	5	0	5
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	2	0	2
MARDIÉ	17	0	17
MARIGNY-LES-USAGES	0	0	0
OLIVET	11	1	12
ORLÉANS	1	0	1
ORMES	1	0	1
SAINT-CYR-EN-VAL	1	1	2
SAINT-DENIS-EN-VAL	14	0	14
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN	6	2	8
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	3	0	3
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	0	0	0
SAINT-JEAN-LE-BLANC	1	0	1
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN	2	0	2
SARAN	0	0	0
SEMOY	1	0	1
TOTAL	75	7	82

Certaines conceptions se révèlent non-conformes à la première présentation, en grande partie parce que le formulaire (rempli en général par l'utilisateur), ne reprend pas les éléments (dimensionnement, type de filière) de l'étude de sol.

4.3.2 Contrôle de la réalisation des travaux

Le contrôle de bonne exécution des travaux a pour but de vérifier que les éléments retenus par le propriétaire et acceptés par le Service Public d'Assainissement Non Collectif

lors du contrôle de conception et d'implantation sont bien respectés lors de la réalisation du dispositif d'assainissement.

La mission consiste donc à :

- Apprécier la conformité entre le projet du propriétaire validé au préalable et la réalisation effective de l'installation, ainsi qu'à vérifier la qualité de la réalisation ;
- Recueillir une description de l'installation (composée d'un plan de recollement fourni par l'étude de sol).

Deux visites sur site sont effectuées, au début des travaux afin de vérifier que l'intégralité des fonds de fouilles est saine et en fin de travaux avant remblaiement du dispositif, pour évaluer la conformité technique et la qualité de la réalisation des ouvrages.

Un formulaire d'enquête est rempli lors de chaque visite. Comme pour les contrôles des installations existantes, il s'agit au travers des visites, non seulement de valider ou non les travaux par rapport au projet de conception, mais également d'informer et de sensibiliser les usagers quant aux bonnes pratiques en matière d'utilisation et d'entretien de leur dispositif nouvellement construit.

Un contrôle de bonne exécution qui reçoit un avis non-conforme donne lieu à une contre-visite qui permet de vérifier les modifications qui auront été apportées sur l'installation afin de la rendre conforme.

Le tableau suivant présente le nombre de contrôles de réalisation effectués au cours de l'année 2017.

COMMUNES	NB DE CONTRÔLES DE RÉALISATION	NB DE CONTRE VISITES DE RÉALISATION	TOTAL
BOIGNY-SUR-BIONNE	3	0	3
BOU	0	0	0
CHANTEAU	0	0	0
CHÉCY	4	2	6
COMBLEUX	0	0	0
FLEURY-LES-AUBRAIS	0	0	0
INGRÉ	4	0	4
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN	1	0	1
MARDIÉ	8	0	8
MARIGNY-LES-USAGES	0	0	0
OLIVET	7	2	9
ORLÉANS	0	0	0
ORMES	1	0	1
SAINT-CYR-EN-VAL	2	0	2
SAINT-DENIS-EN-VAL	5	0	5
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN	1	0	1
SAINT-JEAN-DE-BRAYE	2	0	2
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE	0	0	0
SAINT-JEAN-LE-BLANC	3	0	3
SAINT-PRYVÉ-SAINT-MESMIN	0	0	0
SARAN	0	0	0
SEMOY	0	0	0
TOTAL	41	4	45

Une contre-visite est parfois nécessaire malgré les deux passages obligatoires. Ces cas se présentent en grande partie lorsque l'utilisateur se lance, lui-même dans la réalisation de ses travaux d'assainissement. La plupart des usagers restent inexpérimentés face aux différentes mises en œuvre à respecter.

Il est important de souligner, que pour une même filière, les contrôles de conception et bonne exécution ne sont pas forcément réalisés la même année. Une période de deux

ans, voire plus peut même s'écouler entre la conception du projet et sa réalisation.

Le graphique suivant présente le nombre d'installations réhabilitées depuis 2007.

Évolution du nombre d'installations réhabilitées



4.3.3 Les tarifs des contrôles

Les missions du SPANC constituant des missions de service public à caractère industriel et commercial, les redevances relatives aux différentes missions servent à financer le service.

Cette redevance ne peut être perçue qu'une fois le service rendu.

MISSIONS	REDEVABLE	MONTANT (TTC)
Contrôle diagnostic de l'installation d'assainissement autonome existante	Propriétaire	77,34
Contrôle de conception et d'implantation des installations d'assainissement autonome neuves ou réhabilitées ne nécessitant pas de visite de terrain	Propriétaire	45,33
Contrôle de conception et d'implantation des installations d'assainissement autonome neuves ou réhabilitées nécessitant une étude de terrain	Propriétaire	84,72
Établissement d'un certificat sur une installation d'assainissement autonome dans le cadre de la vente d'un bien immobilier	Propriétaire	60,62
Contrôle de bonne exécution des installations d'assainissement autonome neuves ou réhabilitées	Propriétaire	80,80
Établissement d'un rapport dans le cadre d'un certificat d'urbanisme	Propriétaire	45,33
Contre examen d'un dossier suite à un premier avis technique de conception défavorable	Propriétaire	33,22
Contre visite d'exécution suite à un premier avis technique défavorable	Propriétaire	44,30
Contrôle périodique de bon fonctionnement des installations d'assainissement autonome existantes	Propriétaire	60,62
Dédommagement des frais de déplacement du délégataire en cas d'absence de l'utilisateur ou de son représentant	Propriétaire	44,30

Les prix pratiqués par le délégataire en 2017 sont définis en fonction de la prestation et fixés par le contrat de délégation. Aucune surtaxe n'est reversée à la collectivité.

4.3.4 Le suivi du délégataire

Un suivi du contrôle des installations, que ce soit des diagnostics, des périodiques ou des conceptions/exécutions a été mis en place. Il se traduit par l'échange entre le délégataire et Orléans Métropole d'un tableau de bord reprenant des éléments essentiels tels que le nom des usagers, les coordonnées, les dates de prise de contact, de visite et de réponse de la part du délégataire, ...

De même, le délégataire transmet à Orléans Métropole tous les comptes-rendus de contrôle au fur et à mesure de leur état d'avancement. Les échanges délégataire/Orléans Métropole sont hebdomadaires. Il peut s'agir d'échanges d'informations sur les changements d'identité de propriétaires ou des locataires, des demandes de contrôles spécifiques en cas de vente, ou en cas de découverte de nouvelles installations. Cela se traduit en général par des échanges de fichier Excel pour assurer le suivi des résultats des contrôles ou suite à des mises à jour liées à l'identification des dossiers. Une réunion trimestrielle se tient également entre Orléans Métropole et VEOLIA Eau, afin de suivre régulièrement l'état d'avancement des différents contrôles qu'effectue le SPANC.

5. PLANNING PRÉVISIONNEL DES CONTRÔLES EN 2018

Les contrôles de conception et de réalisation se poursuivront durant l'année 2018 en fonction de l'arrivée des dossiers.

Le planning annuel prévisionnel des contrôles périodiques concernera les communes de Saint-Cyr-en-Val, Saint-Jean-le-Blanc, Saint-Pryvé-Saint-Mesmin, Saint-Hilaire-Saint-

Mesmin, La Chapelle-Saint-Mesmin, Mardié, Ingré, Saint-Jean-de-Braye et Boigny-sur-Bionne feront l'objet d'une campagne de contrôles périodiques. Le listing des usagers concernés sera envoyé par le délégataire à la Métropole d'Orléans.

Des relances seront envoyées concernant les installations non conformes (suite à une visite d'exécution de travaux).

En ce qui concerne les propriétaires ayant achetés un bien et n'ayant pas réalisé la réhabilitation de leur installation, des relances (pour régularisation) leurs seront adressées.

Des courriers pour obtenir les justificatifs de vidange sur les communes concernées (le SPANC a déjà réalisé des contrôles) seront envoyés.
Durant l'année, des contrôles de diagnostic s'effectueront, sur l'intégralité des communes de la Métropole d'Orléans.

6. TABLEAU RÉCAPITULATIF
DES INDICATEURS ASSAINISSEMENT
NON COLLECTIF
.....

DÉSIGNATION DE L'INDICATEUR		VALEUR 2016	VALEUR 2017
D301.0	Estimation du nombre de personnes desservies par le service public d'assainissement non collectif	4 774	4 719
D302.0	Indice de mise en oeuvre de l'assainissement non collectif	100	100
P301.3	Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif sur la base des 1 149 contrôles effectués selon l'arrêté du 27 avril 2012	73,80 %	81,20 %

PLAQUETTE D'ACCOMPAGNEMENT COURRIER PÉRIODIQUE

Les objectifs du contrôle obligatoire périodique :

LES OBJECTIFS DU CONTRÔLE OBLIGATOIRE DE BON FONCTIONNEMENT

- Vérifier le bon fonctionnement de votre filière d'assainissement non collectif.
- Repérer les défauts d'entretien et d'usures éventuels pour chacun des ouvrages.
- Constater les nuisances éventuelles afin de les résoudre dans la mesure du possible.
- Vérifier que les vidanges des bous et des grilles sont réalisées normalement.
- Vérifier la destination des matières de vidange.
- Répondre aux questions des usagers à bord moment et informer les acquéreurs d'immeuble possédant un assainissement non collectif.

RECOMMANDATIONS

Ne pas verser dans votre dispositif d'assainissement (fosse, latrine...) tout objet solide ou liquide nuisant au fonctionnement du dispositif ou pouvant polluer le sol ou les nappes souterraines, notamment : produits dangereux, produits, huiles, peintures, produits non dégradables.

Prélever à une vidange régulière de votre fosse individuelle, ou de votre fosse septique, et se faire le contrôle régulier de votre système d'assainissement autonome.

Concrètement... comment cela va-t-il se dérouler ?

Après avoir fixé une date et une heure de rendez-vous avec Veolia Eau, l'usager prépare tous les documents qui seront utiles au contrôleur :

- Les de son passage, l'agent Veolia Eau réalisera, avec l'usager, le **contrôle périodique de l'installation** et examinera notamment :
 - Les modifications de l'installation depuis le dernier contrôle,
 - Les réaménagements du terrain sur et aux abords de la filière,
 - L'accessibilité des ouvrages et des regards,
 - Le niveau des bous dans la fosse, l'accumulation des graisses et des flottants,
- (certificats de la dernière vidange des installations...), et rend accessible tous les ouvrages composant la filière d'assainissement.
- Le bon fonctionnement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- L'absence d'eau stagnante en surface,
- Les cas échéant, le fonctionnement des appareils électromécaniques (pompe...),
- Le fonctionnement des ventilations,
- L'état des ouvrages (fissures, corrosion...),
- En cas de rejet en milieu souterrain, l'impact de l'effluent en surface, avec éventuellement une analyse et l'évaluation de l'impact sur le milieu récepteur.

UN RAPPORT SERA INSÉRÉ ADRESSÉ À L'OCCUPANT.

Le cas échéant et s'il n'est pas l'usager, le propriétaire de l'immeuble sera lui aussi destinataire d'une copie du rapport.

CE DOCUMENT DEVRA ÊTRE CONSERVÉ PAR L'USAGER.

Pour prendre rendez-vous, et choisir la date de la visite du technicien sur votre installation d'assainissement autonome, vous pouvez contacter Veolia Eau au :

VEOLIA EAU
0969 323 529
service client

Les questions que vous vous posez ?

➤ **Que doit-il faire si je ne peux pas être présent le jour du contrôle périodique ?**

Il vous appartient d'en informer Veolia Eau (0969 323 529) avant la veille du jour du contrôle - ym et de leur un autre rendez-vous.

➤ **Que se passe-t-il si je n'ai pas terminé les travaux que l'on m'avait demandé de réaliser lors d'un précédent contrôle ?**

Les travaux qui ont été préconisés lors d'un précédent contrôle avaient pour but de faire fonctionner au mieux la filière existante, pour limiter notamment l'usure des ouvrages. L'agent qui va intervenir va donc refaire le point avec vous sur le fonctionnement global de votre assainissement pour vous re-planifier l'importance des travaux à réaliser.

➤ **Ma maison est occupée par un locataire, qui doit être présent ?**

Le locataire recevra le courrier fixant la date et l'heure du rendez-vous. Il est indispensable qu'il soit présent, mais vous pouvez assister à la visite.

Dans tous les cas, vous serez également destinataire du compte rendu de la visite.

➤ **Dois-je faire vidanger ma fosse avant le contrôle ?**

L'agent, lors de son intervention vous demandera de lui montrer le dernier justificatif de vidange de la fosse comportant la date de l'intervention. Le volume de bous vidangés, et leur lieu d'élimination l'est préconisé d'effectuer une vidange tous les 4 ans minimum.

Vous pouvez toutefois attendre le passage de l'agent, avant de procéder à la vidange : ce dernier sera alors en mesure de déterminer le niveau de bous dans la fosse et de vous indiquer son état de saturation.

Les responsabilités de chacun et chacune

QUELLES SONT LES ASSURANCES NÉCESSAIRES AUX ENTREPRISES ?

- Responsabilité civile en cours de validité pour les distributeurs, entreprises d'entretien et de vidange.
- Responsabilités civile et décennale en cours de validité pour les fabricants, bureaux d'études et installateurs.

ATTENTION

Pour les auto-constructions, vous ne bénéficiez d'aucune garantie sur la mise en œuvre en cas de dysfonctionnements !

LA RÉCEPTION DES TRAVAUX

À l'issue des travaux, n'oubliez pas de procéder à la **réception de votre chantier** et de **signer le procès-verbal de réception** car il détermine la date de démarrage des différentes garanties et de l'assurance décennale. Vous y indiquez toutes les observations que vous jugerez utiles ainsi que les réserves éventuelles (en prenant en compte les remarques du SPANC), que vous serez seul à pouvoir lever dès que l'installateur aura procédé aux rectifications notifiées. Vous devez conserver ce document au moins 10 ans.

À compter de la date de réception des travaux, les garanties suivantes s'appliquent :

- **garantie de parfait achèvement (1 an) ;**
- **garantie de bon fonctionnement (2 ans) ;**
- **garantie décennale (10 ans).**

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site : www.service.public.fr

Vos contacts

Pour tout savoir sur le Service Public d'Assainissement Non Collectif et effectuer l'ensemble de vos démarches, vous avez plusieurs solutions :

Le Centre Service Client

Les conseillers clients de Veolia Eau sont à votre écoute du lundi au vendredi, de 8 h à 19 h et le samedi de 9 h à 12 h.



*Pour toutes questions relatives à votre abonnement : du lundi au vendredi de 8 h à 19 h et le samedi de 9 h à 12 h

L'agence Veolia Eau

Les équipes de l'agence d'Olivet vous accueillent physiquement du lundi au vendredi, de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30, à l'adresse suivante : 499 rue de la Juine, 45160 OLIVET

Des informations complémentaires, ainsi que les tarifs appliqués sont consultables sur : www.orleans-metropole.fr/1380/assainissement-non-collectif.html

La Lettre du SPANC

2017 - N°4



Installation d'assainissement non collectif

Organisation et responsabilités

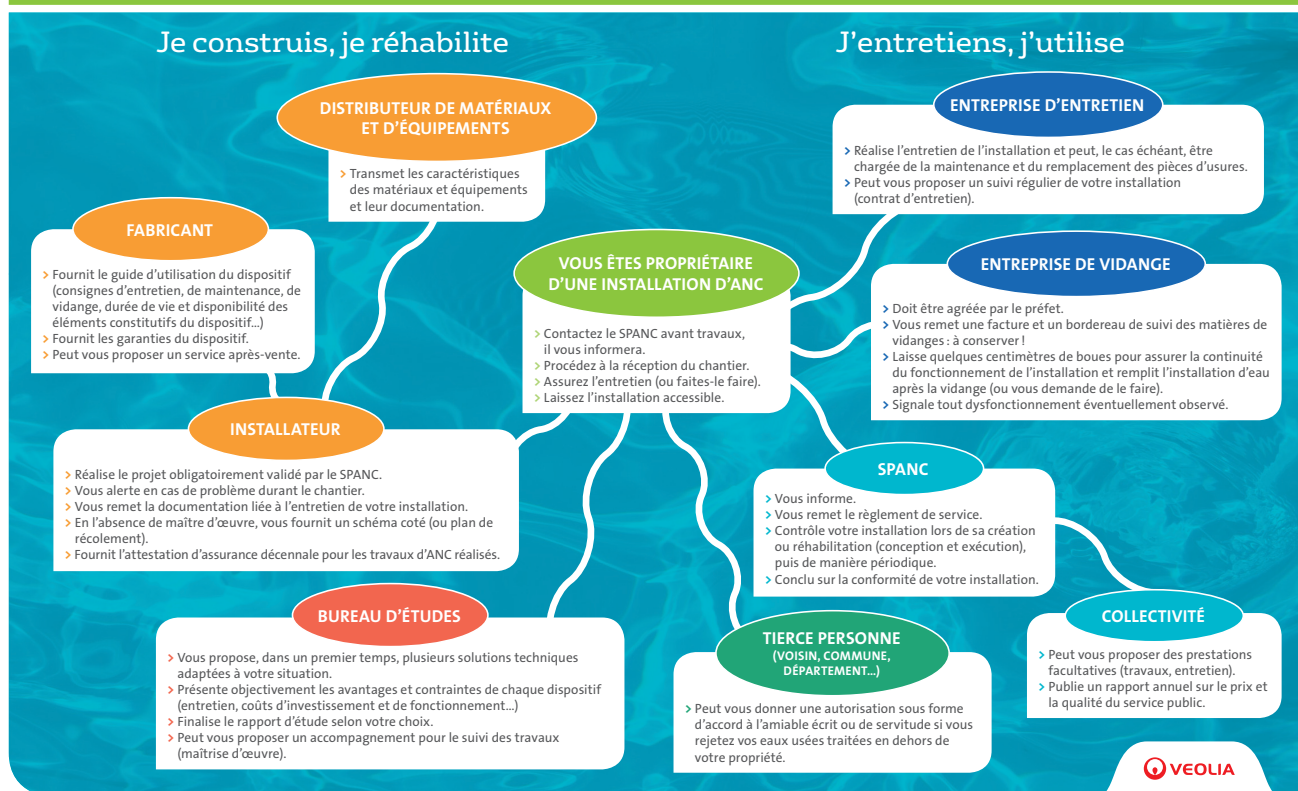


Votre installation d'assainissement non collectif permet de collecter vos eaux usées, de les traiter et de les rejeter dans le milieu naturel sans le polluer et sans engendrer de risque sanitaire. C'est un investissement. L'efficacité et la pérennité de votre installation dépendent de la qualité de sa conception, de sa mise en œuvre et de son entretien rigoureux.

Les professionnels et le SPANC sont à votre disposition pour vous accompagner.



Quelles obligations incombent à quels acteurs ?



RAPPORT ANNUEL

sur le prix & la qualité
du service public d'assainissement

2017

Orléans Métropole

Espace Saint-Marc
5 place du 6 juin 1944
CS95801
45058 Orléans cedex 1

Tél. 02 38 78 75 75

www.orleans-metropole.fr

  **#OrleansMetropole**



Naturellement Val de Loire